

CONFIDENTIEL

R A P P O R T

couvrant la période du 5 juillet 1969 au 12 mars 1979

au cours de laquelle

Monsieur Claude van MUYDEN

Conseiller d'ambassade

dirigea la

DELEGATION SUISSE

à la

COMMISSION DES NATIONS NEUTRES POUR LA SURVEILLANCE DE L'
ARMISTICE EN COREE

Avant-propos

Succédant à M. Marcel VOGELBACHER (18.6.68 - 4.7.69), M. Claude van MUYDEN, conseiller d'ambassade, a dirigé la Délégation suisse à la Commission des Nations Neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée du 5 juillet 1969 au 12 mars 1979, date à laquelle M. Pierre BARBEY a pris sa relève.

Par suite de son décès prématuré, M. van Muyden n'a pas été en mesure de rédiger le rapport final exigé de tous les chefs de la délégation. Pour combler cette lacune, le Département fédéral des affaires étrangères, à la demande de l'Office fédéral de l'adjudance, a confié au soussigné le soin de présenter un rapport couvrant la période de juillet 1969 ¹⁾ à mars 1979. A cette fin, les documents énumérés en annexe (n° 1) ont été mis à la disposition du rédacteur qui a ainsi lu et résumé plus de 250 rapports périodiques rédigés en langue allemande. Cette tâche ne fut pas toujours aisée car, fréquemment, il a été nécessaire de lire successivement plusieurs rapports pour se faire une image précise d'une situation évoquée à plusieurs reprises sur la foi de renseignements pas toujours exacts dans leur version initiale. Par ailleurs, M. van Muyden a adressé des lettres et des rapports directement au Département sans que l'Office fédéral de l'adjudance en ait nécessairement reçu copie : ces commentaires ne devraient toutefois pas avoir d'incidence majeure sur le rapport qui suit. Enfin, la vie propre de la Délégation n'y est pratiquement pas évoquée, faute de documentation à son sujet.

Couvrant une période de plus de neuf ans, le présent rapport mentionne des faits plutôt que des commentaires que seul le défunt aurait peut-être pu exprimer plus succinctement. Il laisse aussi de côté les supputations nombreuses auxquelles s'est livré un observateur attentif pour n'en retenir, dans la mesure du possible, que les résultats tangibles. Et pourtant, la lecture de ce texte fait apparaître en filigrane les espoirs, les doutes, les déceptions de celui qui sincèrement, chercha, en sa qualité de Chef de la délégation suisse, à apporter son concours à la solution des problèmes inhérents à une réunification de plus en plus hypothétique. Ecrit avec le recul du temps, le rapport n'apporte aucune conclusion, le "Pays du Matin calme" restant, à fin 1984, un pays aussi divisé qu'il l'était en 1953 ou en 1979.

1) En fait, le rapport débute en janvier 1970 car c'est à partir de ce moment seulement que CvM a adressé régulièrement des rapports de situation au Département.

Il est souhaitable que la ventilation chronologique des sujets dans un certain nombre de chapitres - et les recoupements qui en résultent nécessairement - ne compliquent pas la compréhension générale du texte.

Comme ce fut le cas pour les rapports de fin de mission des Chefs de délégation qui ont représenté la Suisse à Panmunjom, le rédacteur souhaite que son travail soit un élément utile dans la compréhension de l'histoire de l'armistice en Corée appréhendée et vécue par un neutre.

1349 Juriens, novembre 1984



Pierre Barbey
ancien Chef de la Délégation
suisse à la NNSC
- du 17.11.67 au 17. 6.68 et
- du 12. 3.79 au 12. 9.80

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	1
Table des matières	3
Résumé chronologique de l'évolution de la situation	5
Abréviations	10
1. Introduction : bref aperçu de la situation politico-militaire en Corée au début des années 70	11
1.1. Relations militaires américano-coréennes	11
1.2. Relations politiques et économiques entre la DPRK et la Chine	12
1.3. Intérêt de l'URSS à l'égard de la question coréenne	12
2. République de Corée [ROK]	14
2.1. Rappel de quelques événements survenus en ROK	14
2.2. La préparation militaire de la République de Corée; maintien de la présence américaine	19
2.3. Relations politiques et militaires entre Séoul et Washington	25
2.4. Incidents survenus au sud de la zone démilitarisée	37
2.5. Atterrissage d'un MIG15 nord-coréen en ROK (15.11.70)	41
3. République démocratique populaire de Corée [DPRK]	42
3.1. Rappel de quelques événements survenus en DPRK	42
3.2. La préparation militaire de la DPRK	51
3.3. Détournement d'un avion de Korea Airlines [YS 11] (11.12.69)	53
3.4. Reconnaissance de la DPRK par la Suède	54
3.5. Reconnaissance de la DPRK par la Suisse	55
3.5.1. Comité suisse de soutien à la réunification coréenne - Visite à Panmunjom du Conseiller national Jean Ziegler	56
4. Rapprochement sino-américain et son incidence sur la Corée	58
5. La question coréenne devant l'Organisation des Nations Unies	61
6. Evolution de la situation entre les deux Corée; tentatives de dialogue et de réconciliation entre ROK et DPRK	67
6.1. Négociations entre les Sociétés de la Croix Rouge des deux Corée	82
6.2. Comité de coordination Nord-Sud	90
7. Panmunjom : "Le village de la paix"	94

8. La Commission militaire d'armistice	95
8.1. Généralités	95
8.2. La Délégation des Volontaires chinois (CPV MAC)	97
8.3. Mutations des Chefs des délégations ("Senior Members") UNC MAC et KPA-CPV MAC	98
8.4. Evolution de la situation et incidents survenus dans la JSA et dans la partie sud de la DMZ	99
8.4.1. Incident du 18 août et démonstration de force américaine, le 21 août 1976, dans la JSA	107
8.5. La découverte des tunnels creusés sous la DMZ	110
8.6. Séances de la Commission militaire d'armistice (MAC meetings)	114
8.7. Rencontres secrètes entre les chefs des délégations UNC MAC et KPA MAC	136
9. La Commission des Nations Neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée (NNSC)	137
9.1. Les bons offices de la NNSC	144
9.2. L'activité de la Commission (NNSC meetings)	146
9.3. Mutations des Chefs des délégations suédoise, polonaise et tchécoslovaque de 1969 à 1979	156
10. La Délégation suisse à la NNSC	157
10.1. Chef de délégation : Claude van Muyden	160

Annexes

n° 1	Liste des documents mis à la disposition du rédacteur du rapport par l'Office Fédéral de l'adjudance	163
n° 2	Revue chronologique du Dialogue Nord-Sud	164
n° 3	President Park Chung Hee's address in commemoration of the 25th anniversary of the nation's liberation	167
n° 4	President Park's Special Statement regarding foreign policy for Peace and Unification of June 23, 1973	168
n° 5	Communiqué conjoint N-S du 4 juillet 1972	169

RESUME CHRONOLOGIQUE DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION

1970

- ROK
- Le Pentagone partage avec quelques journalistes le secret de l'entreposage d'armes atomiques sur territoire ROK - chi. 1
 - 14.2.70. 39 passagers d'un avion sud-coréen détourné en Corée du nord sont rendus aux autorités sud-coréennes à Panmunjom - chi. 3.3.
 - 15.8.70. Proclamation du Président Park Chung Hee au sujet de l'unification nationale - chi. 6 et annexe n° 3
 - Les USA abandonnent à la ROKA 9 des 28 points d'appui qu'ils contrôlaient en Corée et procèdent au retrait de 20'000 hommes (7e div. US)
 - Début de la construction de barrages anti-chars sur les voies d'accès à Séoul - chi. 2.3.

- DPRK
- Novembre : réunion du 5e congrès du parti populaire nord-coréen ("Supreme People's Assembly") - après une interruption de neuf ans - chi. 3.1.

15.11.70 : atterrissage d'un MIG15 nord-coréen au sud de la DMZ - chi. 2.5.

- MAC
- 13 séances [298e - 310e] - chi. 8.6
 - 28.12.70 : Première rencontre secrète, dans la salle NNSC, des deux Senior Members MAC - affaire MIG15 nord-coréen - chi. 8.7.

1971

- ROK
- 1.7.71 : Park Chung Hee est réélu Président de la République de Corée - chi. 2.1.
 - Vote de crédits pour l'élargissement de la route Séoul - PMJ et "l'embellissement" des villages riverains - chi. 2.1.

- DPRK
- En relation avec la visite projetée à Pékin du Président Nixon, Kim Il Sung renouvelle son plan pour la réunification de la Corée - chi. 6
 - 6.9.71 : Signature d'un accord d'assistance militaire entre Pékin et Pyongyang - chi. 1.3.

- MAC
- 15 séances [311e - 325e]

- NNSC
- Le 17.8.71, les Membres NNSC offrent l'usage de leur salle de conférence aux Représentants des Sociétés de la Croix Rouge du Sud et du Nord - chi. 6.1.

1972

- ROK
- 4.7.72 : Publication de la Déclaration (communiqué) conjointe Nord-Sud - chi. 6
 - 17.10.72 : Proclamation du droit de guerre - chi. 2.1.
 - Construction et développement des barrages anti-chars sur les voies d'accès à Séoul - chi. 2.2

- DPRK
- Invitation de journalistes américains à Pyongyang où Kim Il Sung accorde une interview à S.S. Harrison du "Washington Post" - chi. 3.1.

- Décembre 1972 : Kim Il Sung est élu pour quatre ans en qualité de Chef de l'Etat (Président). Pyongyang devient "capitale de l'Etat coréen indépendant et socialiste" - chi. 3.1.

USA - Février : voyage du Président Nixon à Pékin - chi. 1.3/4 - puis à Moscou - chi. 3.1.

PMJ - 4.7.72 : Première réunion du Comité de coordination N-S - chi. 6.2.

MAC - 8 séances [328e - 333e]

1973

ROK - 15.3.73 : Fin de l'évacuation des troupes sud-coréennes du Vietnam.

- 23.6.73 : Programme présidentiel pour la paix et l'unification de la Corée - chi. 2.1. et annexe n° 4 - qui marque l'accord de Park Chung Hee à l'égard d'une adhésion des deux Corée à l'ONU

- 28.10.73 : publication d'un memorandum sur la question coréenne - chi. 2.1.

DPRK - 7.4.73 : la Suède et quatre autres pays nordiques reconnaissent la DPRK - chi. 3.4.

- 14.7.73 : Signature d'un accord entre la Suisse et la DPRK relatif à l'échange de missions commerciales - chi. 3.5.

- 26.9.73 : Publication du "Memorandum for the independent, peaceful reunification of Korea" - chi. 3.1. et 6.

ONU - Novembre 1973 : 28e assemblée générale - discussion de la question coréenne: dissolution d'UNCURK - admission d'un Observateur nord-coréen à Manhattan - chi. 5

MAC - 13 séances [334e - 345e].

1974

ROK - 18.1.74 : Proposition de signature d'un pacte de non-agression faite à la DPRK par Park Chung Hee - chi. 6.1.

- Août 1974: attentat contre le Président Park Chung Hee au cours duquel son épouse perd la vie - chi. 2.1. - Levée des mesures d'urgence.

- 22/23.10.74 : visite du Président américain Ford à Séoul - chi. 2.3.

DPRK - 25.3.74 : Lettre de la "Supreme People's Assembly" adressée au Sénat et à la Chambre des représentants à Washington.- chi. 3.1.

- Décembre 1974 : établissement de relations diplomatiques entre la Suisse et la DPRK - chi. 3.5.

USA - Le commandant en chef des forces de l'ONU en Corée (CIN-CUNC) reçoit le titre de "Acting Commander-in-chief, US Army Pacific" - chi. 2.3.

- La Chambre des représentants plafonne à \$ 100 mio. les crédits militaires accordés à Séoul - chi. 2.3.

- ONU - Nouvelle discussion de la question coréenne par la 29e assemblée générale : la résolution "algérienne" est repoussée - chi. 5.
- DMZ - 15.11.74 : Découverte du premier tunnel creusé sous la DMZ - chi. 8.5.
- MAC - Divers incidents navals dans la région des "Cinq Iles" en Mer Jaune - chi. 2.4. et 8.6.
- 11 séances (347e - 357e).

1975

- ROK - 30.1.75 : Le LG Hollingworth annonce que la DPRK a creusé des tunnels sous la DMZ - chi. 3.2. et 8.5. - et construit de nombreuses fortifications dans la DMZ.
- Juin : le Secrétaire américain à la défense confirme la présence d'armes nucléaires sur sol coréen - chi. 2.2.
- DPRK - Au printemps 1975, Kim Il Sung se rend en visite à Pékin - chi. 3.1. Plus tard, il voyage à Bucarest, Alger et Sofia.
- ONU - 27.6.75 : Dépôt d'un projet de résolution au Conseil de sécurité tendant à une modification du système d'armistice en Corée - chi. 5.
- 18.11.75 : Adoption des deux résolutions au sujet de la Corée - chi. 5.
- JSA - 30.5.75 : incident Henderson alors que siège la MAC - chi. 8.4.
- MAC - 12 séances (358e - 369e).

1976

- ROK - 1.3.76 : "Declaration for Democracy and National Salvation" lue dans l'église catholique de Myondong à Séoul - chi. 2.1.
- DPRK - Déclaration du gouvernement de la Corée du nord sur la sérieux de la situation, en relation avec la conférence des pays non-alignés à Colombo [août 1976] - chi. 3.1.
- USA - Election de Jimmy Carter aux fonctions de Président des Etats-Unis.
- JSA - 18.8.76 : Sanglant incident dans la JSA ^{cours} au^{au}quel deux officiers américains sont tués à coups de haches et de couteaux - chi. 8.4. et 379e MAC meeting - chi. 8.6.
- 6.9.76 : Signature d'un complément à l' "Agreement on the AA Headquarters Area, its security and construction" à la suite de l'incident du 18.6. - chi. 8.4.
- MAC - 13 séances (370e - 382e).

1977

- ROK - En juillet, le Président Carter écrit personnellement à Park Chung Hee à l'occasion du "Security Consultative Meeting." Il confirme que les engagements pris par les Etats-Unis ne seront pas modifiés par le retrait prévu forces armées de terre - chi. 2.3.

- 14.7.77 : Chute d'un hélicoptère US abattu sur territoire DPRK : incident liquidé en un temps record - chi. 8.4. et 8.6.
- 12.10.77 : Défection en DPRK de deux mécaniciens d'aviation sud-coréens - chi. 2.1.
- 30.10.77 : Défection [ou enlèvement ?] d'un officier supérieur sud-coréen - chi. 2.1.

DPRK

- Offensive de la propagande nord-coréenne : "proposition pour la libération de la nation" - organisation d'une conférence politique consultative - chi. 6.
- 10 février : Proposition du Représentant permanent DPRK à l'UNESCO de reprendre la discussion N-S sur de nouvelles bases - chi. 6
- Au début de l'année, Kim Il Sung adresse deux messages personnels au Président Carter par l'intermédiaire d'Ali Bhutto, Président du Pakistan - chi. 2.3.
- Extension des frontières militaires sur mer à 200 milles [Mer Jaune] et à 50 milles sur les côtes est - chi. 3.1.

USA

- La politique de retrait des troupes de Corée doit être conçue conjointement par le Congrès et le Président: "FY 1978 Foreign Relations Authorization Bill" - chi.2.3.

UNC

- Rappel inopiné du MG Singlaub, Senior Member UNC MAC - chi. 2.2.

MAC

- Du 9.10.76 au 9.5.77, sept mois vont s'écouler sans convocation de la MAC - chi. 8.6.
- 3 séances [383e - 385e]

NNSC CH

- "Affaire Newsweek - Claude van Muyden" - chi. 10.1.

1978

ROK

- Pour la première fois, en mars, les manoeuvres conjointes US-ROK ["Team Spirit 78"] sont placées sous commandement sud-coréen

ROK-US

- Création du "Combined Forces Command" (CFC) - chi. 2.3.

DPRK

- 5-9 mai : visite à Pyongyang de Hua Kuo Feng - chi. 3.1.
- 9.9.78 : "Rapport de Kim Il Sung à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la DPRK - chi. 3.1.

US-CHINE

- 15.12.78 : établissement de relations diplomatiques chi. 4.

URSS

- Le Ministre sud-coréen pour la santé et les affaires sociales, ainsi que deux journalistes, reçoivent des visas pour se rendre à la conférence internationale d'Alma Ata sur les soins de santé primaires - chi. 3.1.

JSA

- 11.8.78 : Visite à PMJ du conseiller national Jean Ziegler - chi. 3.5.1.

DMZ

- Découverte du 3e tunnel, en juin probablement, annoncée au début de l'automne seulement - chi. 8.5.

MAC

- 6 séances [386e - 391e]

1979

ROK - 19.1.79 : Proposition de Park Chung Hee de reprise du dialogue Nord-Sud - chi. 6.

DPRK - En réponse à la proposition Park, du 19 janvier, le "Comité central du front démocratique" propose une conférence dénommée "Congrès de la nation entière" - chi. 6.

Abréviations

AA	Armistice Agreement	Accord d'armistice
Advance		
Camp	ou Camp Kittyhawk	: camp américain à la barrière sud de la DMZ qui assure la sécurité et le soutien logistique de la JSA et du camp CH/SW NNSC
CH	Suisse	[délégation suisse à la NNSC]
CINCUNC	Commandant en chef	du Commandement des Forces des Nations Unies
CPV	Chinese People's Volunteers	- Volontaires du peuple chinois
CvM	Claude van Muyden	
Chef dél.	Chef de la Délégation suisse	= M. Claude van Muyden
CZ	Tchécoslovaquie	[Délégation tchécoslovaque à la NNSC]
Délégation	Délégation suisse	à la NNSC
DMZ	Demilitarized Zone	Zone démilitarisée séparant la DPRK de la ROK
Département	Département politique fédéral	- Département fédéral des affaires étrangères
DPRK	Democratic People's Republic of Korea	- République populaire démocratique de Corée [Nord]
JSA	Joint Security Area	Zone conjointe de sécurité ou Zone des conférences
KATUSAs	Korean Augmentation of United States Army	= soldats coréens attribués aux unités américaines
KPA	Korean People's Army	Armée populaire coréenne [Nord]
LG	Lieutenant général	[***]
MDL	Military Demarcation Line	- Ligne de démarcation militaire
MG	Major général	[**]
M.P./MP	Military Police	Police militaire - brassard porté par les troupes UNC en service dans la DMZ
NNSC	Neutral Nations Supervisory Commission	- Commission des Nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée
PMJ	Panmunjom	= lieu d'engagement de la MAC et de la NNSC
PO	Pologne	[Délégation polonaise à la NNSC]
ROK	Republic of Korea	République de Corée [Sud]
ROKA	Republic of Korea's Army	Forces armées de la République de Corée
R.	Rapport	[par exemple dans la question des négociations Nord - Sud]
R.P.	Rapport politique	
R.S. (RS)	Rapport périodique de situation	du Chef dél.
Senior Member	Chef d'une délégation à la Commission militaire d'armistice	
MAC		
SW	Suède	[Délégation suédoise à la NNSC]
UNC	United Nations Command	Commandement des Forces des Nations Unies
UNCURK	United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea.	

1. INTRODUCTION : bref aperçu de la situation politico-militaire en Corée au début des années 70

Selon les informations qu'il glâne, CvM rapporte périodiquement sur l'évolution politique de la question coréenne. Ces rapports spéciaux au Département complètent ceux qui parviennent à ce dernier de Pékin, de Moscou, de Tokyo, de New York et de Séoul où notre pays a maintenant ouvert une ambassade dirigée par un Chargé d'affaires a.i. Ils sont dès lors une contribution, sans plus, à la compréhension des événements dans le sud-est asiatique.

Le présent rapport s'en fait donc l'écho lorsque les événements, vus de Panmunjom, paraissent être des points de repère complémentaires, utiles à l'histoire de la Délégation suisse à la NNSC et à une meilleure compréhension des événements.

1.1. Relations militaires américano-coréennes

Au moment où M. Claude van Muyden prend ses fonctions, les USA sont encore engagés militairement au Vietnam. Aux côtés des troupes américaines combattent, avec une efficacité redoutable, 48'000 soldats sud-coréens, dont la Force de frappe, estime CvM, équivaut à celle d'un effectif américain trois fois supérieur. Cet appui sud-coréen à l'effort de guerre US est un atout précieux pour le gouvernement de Séoul alors que Washington envisage à nouveau le retrait de ses forces de la péninsule coréenne. De plus, l'engagement sud-coréen au Vietnam a non seulement des aspects politiques qui mettent en valeur le potentiel militaire de la ROKA (notamment au plan de l'infanterie) mais aussi une incidence importante sur le revenu national de la ROK grâce au fait que les soldats transfèrent à leurs familles la majeure partie de leur solde. [RS 9 - 19.5.70]

Pour justifier le maintien de deux divisions américaines en Corée, comme aussi probablement à titre de mise en garde à l'intention de Pyongyang, le Pentagone décide, au début de 1970, de partager avec quelques journalistes, le secret, jusqu'alors soigneusement gardé, de l'entreposage, sur sol coréen, d'armes nucléaires tactiques. La décision d'introduire ce matériel puissant résulterait, selon le Chef dél., d'un accord entre Washington et Tokyo au sujet de l'évacuation d'armes atomiques stationnées à Okinawa. [voir chi. 2.3.] Afin d'éviter que celles-ci puissent tomber entre les mains nord-coréennes en cas d'attaque par surprise, les divisions américaines doivent dès lors rester en Corée [RS 5 - 9.3.70] estime-t-on

dans les milieux militaires américains. Cet argument ne résistera toutefois que difficilement aux pressions exercées par l'opinion publique américaine et le projet d'un désengagement se dessinera bientôt. [voir chi. 2.3]

1.2. Relations politiques et économiques entre la DPRK et la Chine

A mi-1968, la DPRK a rappelé son ambassadeur de Pékin, laissant le poste vacant sous la responsabilité d'un chargé d'affaires. En février 1970, après une interruption de 2 1/2 ans, l'ambassadeur Hyun Joon-Keur reprend ses fonctions à Pékin. Le 27 février, une délégation commerciale chinoise arrive à Pyongyang et, le 2 mars, signe un protocole relatif aux échanges mutuels de produits et de marchandises. Une certaine détente semble ainsi se manifester entre les deux voisins. (RS 5 - 9.3.70.)

1.3. Intérêt de l'URSS à l'égard de la question coréenne

Le Chef dél. signale, lorsqu'il en connaît la composition, l'échange de délégations militaires ou économiques entre Pyongyang et Moscou. Dans son dernier rapport de situation de l'année 1971, CvM s'exprime sur l'intérêt renouvelé que l'URSS accorde à la question coréenne, en soulignant la manière pragmatique avec laquelle elle utilise les occasions qui se présentent. En fournissant des avions de combat à la DPRK (on parle de 90 Sukhoi), l'URSS établit un équilibre, la ROK ayant reçu 54 F4 Phantoms des Etats-Unis. Moscou n'entend par ailleurs pas se laisser mettre de côté, à la suite de la signature, le 6.9.71, d'un accord d'assistance militaire entre Pékin et Pyongyang. De son côté, la Corée du sud cherche par tous les moyens à convaincre non seulement la Chine mais aussi l'Union soviétique qu'elle ne veut pas de guerre avec la Corée du nord. Après avoir réussi à conclure - sans reconnaissance diplomatique - des affaires avec Prague et Varsovie, Séoul s'efforce également d'établir des relations commerciales avec Moscou, cherchant par là essentiellement l'établissement de contacts directs avec l'URSS. CvM résume ses impressions comme suit : le gouvernement de Séoul estimerait

- qu'il ne peut essentiellement compter sur l'appui militaire américain, dont les forces se retireront un jour de Corée;
- que le Japon, pendant longtemps encore, n'est pas prêt à remplir le vide stratégique que laissera l'évacuation américaine;

- qu'il est à craindre qu'Américains et Chinois trouvent une solution à la question coréenne qui ne convienne ni à l'une ni à l'autre des deux Parties;
- que, pour éviter cela, la Corée du nord n'est pas encore prête à arriver à un accord avec la Corée du sud, ce que les conversations de la Croix Rouge semblent prouver jusqu'ici;
- que la seule possibilité offerte à la République de Corée est de chercher un rapprochement avec Moscou. (RS 25 - 21.12.71)

Le voyage à Pékin du Président Nixon ne laisse pas l'URSS et la DPRK indifférentes : le 22.2.72, le MAE nord-coréen Ho Dam est en visite à Moscou où il reçoit l'assurance que l'Union soviétique - qui s'efforce d'obtenir le départ de toutes les troupes étrangères de Corée - continuera à apporter aide et assistance à la DPRK. Elle exprime une compréhension profonde à l'égard des propositions de Pyongyang en vue de la réunification coréenne. (RS 7 - 29.2.72.)

2. REPUBLIQUE DE COREE

2.1. Rappel de quelques événements survenus en ROK

Le 15 août 1970, le Président Park prononce un discours à l'occasion du 25e anniversaire de la libération.¹⁾

Le 1er juillet 1971, Park Chung Hee est réélu en qualité de Président de la République de Corée.

En novembre 1971, on annonce à Séoul que 10'000 soldats appartenant au corps expéditionnaire sud-coréen engagé au Vietnam - fort de 48'000 hommes - seront rapatriés avant le 30 juin 1972. CvM voit dans ce retrait un événement relativement significatif :

- l'importance du contingent sud-coréen est exploitée par Séoul pour s'opposer au désengagement américain de Corée;
- les troupes rapatriées rapporteront leurs armes ainsi que le matériel lourd (obusiers, tanks et APC blindés); elles ne paieront que le 30% de la valeur de cet armement;
- le retour de ses soldats va permettre à la ROKA de diminuer, de un à quatre mois, la durée d'engagement de l'infanterie et des "marines" (RS 23 - 17.11.71)

Le 29 août 1971, le gouvernement vote un crédit de US \$ 7,9 mio. pour la transformation en "superhighway", au cours des quatre prochaines années, de la route qui conduit de Séoul à Panmunjom. Les toits de chaume traditionnels couvrant les 3'749 maisons qui bordent la route seront remplacés par des couvertures de tôle, d'éternit ou de tuiles. On semble envisager sérieusement, à Séoul, la visite de délégations nord-coréennes. On compte également sur une recrudescence d'excursions touristiques. (RS 23 - 17.11.71)

1972

Apparemment sans consulter ses alliés américains, le Président Park Chung Hee proclame, le 17 octobre 1972, le droit de guerre ("Proklamation des Kriegersrechtes"). Selon le chef de l'opposition, cette modification de la constitution sud-coréenne doit créer une situation qui permettra le quatrième renouvellement légal du mandat présidentiel. (RS 27 - 24.10.72)

1973

Une cérémonie marque, le 15 mars sur l'aérodrome de Suwon, la fin de l'évacuation des troupes sud-coréennes du Vietnam. Aux officiers et soldats ainsi réunis, le Président Park Chung Hee

1) Voir annexe n° 3.

déclare qu'ils ont désormais à prendre de grosses et lourdes
responsabilités pour la défense de la patrie. [RS 6 - 19.3.73]

[suite p. 15]

Le 23 juin ¹⁾, Park Chung Hee annonce une politique nouvelle pour la paix et l'unification de la Corée. La République de Corée ne s'opposera pas à son admission à l'ONU, à la participation de la DPRK aux organisations internationales et aux discussions de la question coréenne aux Nations Unies.

Dans son RS 20, du 10.9.73, CvM croit savoir que le gouvernement ROK a mis au point, avec le gouvernement américain, la tactique à suivre lors du débat que l'assemblée générale de l'ONU consacrerait vraisemblablement à la question coréenne :

1. reconnaissance du fait que, par l'engagement de conversations Nord-Sud et par d'autres facteurs aussi, l'existence de l'UNCURK n'est plus justifiée;
2. admission simultanée des deux Républiques coréennes à l'ONU;
3. la question de l'avenir du Commandement des Nations Unies doit être traitée par le Conseil de sécurité, ce qui permettrait de souligner le rôle d'UNC dans le maintien de la paix en Corée;
4. la signification positive de la Déclaration conjointe Nord-Sud du 4.7.72 doit être expliquée et simultanément doit être rappelé l'espoir entretenu dans la poursuite du dialogue jusqu'à ce qu'il ait atteint son but.

Simultanément, on apprend de New York que, contrairement à la position chinoise, les Russes (qui paraissent avoir modifié quelque peu leur attitude à l'égard de la ROK) - les Russes appuieraient l'adhésion simultanée des deux Corée à l'ONU et seraient prêts, dans l'éventualité d'une admission, à reconnaître le gouvernement sud-coréen. [RS 20 - 10.9.73]

En réponse partielle au "Memorandum for the independent, peaceful reunification of Korea", publié le 26.9.73 par le gouvernement de la DPRK à l'intention des membres de l'ONU, le gouvernement de la ROK rend public, le 28.10.73, son propre memorandum sur la question coréenne dans lequel il rappelle ses thèses.

Relevant que la DPRK n'a pas répondu positivement aux propositions formulées le 23.6.73 par le Président Park Chung Hee, Séoul estime que la présence des Nations Unies (UNC) dans la péninsule reste nécessaire "pour le maintien de la paix et de la sécurité dans la région:

"... The disbandment of the UN Command, particularly in the absence of alternative arrangements, would raise serious questions about the

1) Voir annexe n° 4

continuing validity of the armistice agreement and its enforcing institutions, the MAC and the NNSC."

En accord avec les USA, les Sud-Coréens ne souhaitent pas que la question coréenne soit débattue dans le cadre de l'assemblée générale:

"...In view of the changing realities in Korea, the UN Security Council, proper organ to deal with questions of international peace and security, may review the matter in due course in consultation with the directly concerned. But only by first working out through the UN Security Council a reasonable and workable alternative arrangement for the enforcement of the armistice, can the future of the Command be considered in an orderly manner ..."

CvM s'interroge à l'effet de savoir ce que les Sud-Coréens considèrent être "a reasonable and workable alternative arrangement" sans toutefois trouver une réponse satisfaisante à sa question. A Pyongyang, la réaction au memorandum sud-coréen est tout à fait négative et se concentre sur le refus opposé à la proposition d'adhésion simultanée des deux Corée à l'ONU. (RS 24-12.11.73.)

1974

Dans son RS 15, du 26.8.74, CvM rapporte brièvement l'attentat contre le Président Park Chung Hee, au cours duquel l'épouse de ce dernier a perdu la vie. C'est vraisemblablement dans les rapports de l'ambassade que ces événements sont évoqués avec plus de détails. CvM décèle dans cet attentat et dans les mesures de libéralisation qui en sont la conséquence, deux résultats importants pour Park Chung Hee : le peuple est tranquilisé et les effets de la campagne menée systématiquement contre lui par la Corée du nord se trouvent affaiblis. La levée des mesures d'urgence aura peut-être aussi un impact sur l'attitude de nombreux Etats à l'égard de la question coréenne, dont la discussion est pendante devant l'ONU.

Il y a tout de même une faiblesse dans l'abolition des mesures d'urgence n° 1 et 4 : il n'y a pas d'amnistie prononcée à l'égard des peines imposées par ces mesures. Le peuple s'en émeut et les étudiants sud-coréens manifestent.¹⁾ Américains, Anglais et Français exercent une pression sur le gouvernement en laissant entendre qu'ils ne pourront pas lui apporter d'appui (à l'ONU ou ailleurs) s'il exécute de nouvelles mesures de répression. (RS 18 - 30.9.74.)

1) En DPRK, on interprète ces événements comme des signes précurseurs d'un soulèvement du peuple sud-coréen contre le régime de Park Chung Hee.

1975

La décision du Président Park Chung Hee d'organiser, pour le 12 février, un referendum sur son programme "Yushin" provoque l'ire des Nord-Coréens qui, pendant une journée entière, utilisent les haut-parleurs de la DMZ pour inciter le peuple sud-coréen à s'opposer à ce referendum, dans lequel la DPRK voit une dénonciation du Comunique conjoint du 4 juillet 1972. [RS 2 - 271.75]

1976

C'est dans les archives du DFAE qu'il faut chercher des précisions sur l'incident survenu dans la cathédrale catholique Myondong à Séoul, le 1er mars. Dans son RS 5, du 22.3.76, CvM rappelle qu'une "Déclaration for Democracy and National Salvation", portant douze signatures, est lue dans cette église. Un certain nombre de représentants de la presse occidentale sont invités à cette manifestation dirigée contre le régime de Park Chung Hee. Il est difficile de ne pas voir une intervention cachée de Pyongyang où, dès le premier jour, on paraît être exactement au courant de l'événement.

1977

Le 12.10.77, deux mécaniciens d'aviation sud-coréens s'enfuient vers le Nord à bord d'un avion militaire d'observation OI-E, non armé. Leur défection servira la propagande nord-coréenne et, bien entendu, il ne sera pas question du retour des fugitifs et de leur appareil. La question est brièvement évoquée au niveau des Secrétaires MAC [RS 17 - 16.10.77]. Mais, pour la ROK, c'est une grave perte de prestige, ceci d'autant plus que, le 20 octobre, Radio Pyongyang annonce la défection d'un officier sud-coréen (lieutenant-colonel) accompagné de son pionnier radio. Mais, après enquête, les Sud-Coréens réussissent à convaincre UNC qu'il s'agit, au contraire, d'un enlèvement. L'affaire est traitée par les Secrétaires MAC mais le Nord refuse d'offrir à l'officier sud-coréen la possibilité de venir confirmer la thèse nord-coréenne de défection devant témoins à PMJ. [RS 18 - 7.11.77]. Sur ordre personnel de Kim Il Sung, le lieutenant-colonel recevra une récompense de 30'000 won (\$ 15'000) et son subordonné 5'000 won.

1978

Alors que le 25e anniversaire de l'Accord d'armistice est célébré par la NNSC à Panmunjom et au QG du Senior Member KPA-CPV

MAC à Kaesong [c'est plutôt de la célébration de la "Grande guerre de libération nationale" qu'il s'agit], aucune manifestation n'est prévue au Sud où, dans les milieux UNC, on vit sous le signe des économies ! (RS 17 - 31.7.78)

Par contre, au Sud comme au Nord, on fête, le 15 août, le 33e anniversaire de la libération de la Corée des forces d'occupation japonaises et le Président Park Chung Hee saisit l'occasion pour sommer Pyongyang de reprendre le dialogue.

2.2. La préparation militaire de la République de Corée;
maintien de la présence américaine.

L'abandon, au profit de la ROKA, des positions occupées par les forces américaines (voir chi. 2.3) permet un redéploiement des troupes sud-coréennes dont la doctrine de base est et reste la défense de Séoul, la capitale, située à moins de 60 km. de la MDL. Faute de moyens mécanisés en nombre suffisant, la ROKA doit s'accrocher au terrain en de nombreux points d'appui fortifiés. Les "Home-land Reserve Forces" (HRF), milice comptant deux millions d'hommes, est organisée en dix divisions, l'une étant affectée à la défense de Séoul, les autres assureront la défense de la province si les premières lignes devaient être débordées.

Dans son RS 1, du 11.1.72, CvM rapporte qu'une fabrique est en construction qui, dès 1974, doit permettre la fabrication du fusil d'assaut M 16; cette construction doit être complétée par une fabrique de munition correspondante.

Après avoir patiemment collectionné les renseignements, CvM se livre, dans son RP du 15.2.72, aux considérations suivantes en comparant les forces en présence au Nord et au Sud :

- la DPRK paraît avoir une certaine supériorité dans les effectifs;
- les forces nord-coréennes sont mieux armées que celles du Sud
 - armes d'infanterie plus efficaces,
 - nombre supérieur de tanks, de qualité supérieure également,
 - les effectifs et les moyens de l'armée de l'air dépassent considérablement ceux de la ROKA.

Mais cette situation apparemment défavorable au Sud est corrigée par les facteurs suivants :

- la présence de l'armée de l'air américaine, de ses moyens de défense antiaérienne ainsi que de missiles, équilibre - du moins partiellement - les positions;
- UNC a préparé le transport, par voie aérienne, et l'engagement de troupes, d'armes, d'artillerie, de ravitaillement, de chars (cela présuppose évidemment la maîtrise des airs, d'une part, et la disponibilité, au moment critique, des troupes dont il s'agit, d'autre part;)
- à l'exception de quelques vallées (aux environs de Séoul, de Taegu et de Pohang, par exemple), le terrain, au sud, ne se prête guère à de grandes manoeuvres mécanisées;
- la République de Corée dispose de moyens propres qui lui permettraient d'effectuer, par voie de mer, des débarquements en DPRK (des moyens complémentaires pourraient par ailleurs être aisément obtenus des

USA]. Il en résulte un désavantage pour la DPRK qui doit consacrer des effectifs importants pour la défense des côtes alors que la ROKA pourrait concentrer ses moyens le long de la DMZ.

L'analyse conclut en relevant que l'aviation américaine représente le facteur décisif pour la défense de la Corée du sud, même si la mousson et le temps souvent bouché s'opposent fréquemment à des interventions aériennes.

Avec le recul du temps, il paraît vain, aujourd'hui, de rappeler la crainte que l'on avait alors - comme plus tard, d'ailleurs - de voir une reprise des hostilités par une action-éclair nord-coréenne contre Séoul et les supputations des arguments qui pouvaient alors paraître favorables au Premier Kim Il Sung pour vouloir conquérir la partie sud du pays. (Voir RP 15.2.72 qui, sous forme d'un tableau, récapitule les forces et moyens en présence.)

Quoi qu'il en soit, le gouvernement ROK continue à prendre très au sérieux le danger d'une attaque par le Nord; aussi fait-il procéder, avec hâte, à la construction de nouveaux barrages anti-chars massifs sur la principale route d'invasion qui conduit de PMJ à Séoul, ainsi que dans les vallées et vallons parallèles. (RS 9 - 28.3.72)

1975

Le plan de cinq ans visant à la modernisation de l'armée sud-coréenne arrivera à échéance en juillet: 70% seulement du crédit initial de \$ 1,5 mia. ont été utilisés: le Congrès américain porte la responsabilité de ce retard en ayant, année après année, retenu une partie des crédits. Dans son RS 14, du 4.6.75, CvM estime que c'est là un handicap pour la ROKA qui n'a pas pu acquérir avions et chars dans la proportion envisagée. Ce sont d'ailleurs ces retards successifs qui ont contraint le gouvernement ROK à construire les barrages successifs qui se dressent au sud de la DMZ.

Dans son RS 16, du 24.6.75, CvM s'étend longuement sur les plans américains pour la défense de la ROK en cas d'une attaque-surprise par le Nord, attaque qui, selon les révélations d'un déserteur, serait planifiée à Pyongyang. Pour la première fois, le Secrétaire américain à la défense, J.R. Schlessinger, confirme la présence d'armes nucléaires sur sol coréen. On estime que le retard apporté à la modernisation de l'armée sud-coréenne pourrait bien, en cas de

conflit, obliger le commandement à user de ces armes pour compenser la supériorité, dans certains domaines, de l'armée nord-coréenne.

Toutefois, selon le Chef dél., les prises de position successives des milieux militaires américains sont, en fait des mises en garde à l'intention de la DPRK et un moyen de rassurer Park Chung Hee qui, dans une interview publiée par le "Washington Post", a déclaré que si l'ombrelle nucléaire américaine était retirée de Corée, son pays aurait la capacité intellectuelle et matérielle de construire son propre armement nucléaire.

Pour Pyongyang, ces prises de position répétées au sujet de l'engagement nucléaire - objet de ses plaintes multiples - sont interprétées, tout au moins en ce qui concerne sa propagande, comme la volonté d'agression des Américains. (RS 18 - 7.7.75). Elles serviront également de prétexte à l'envoi d'une lettre du Senior Member KPA-CPV MAC à la NNSC, en date du 29.7.75. (voir chi. 9.2.)

La vente d'armes à la Corée est discutée à Washington. La pratique veut que si, dans un délai de 20 jours, le Congrès ne soulève pas d'opposition, la vente proposée est considérée comme étant admise et comme exécutable. En septembre, une escadrille de 18 F4D Phantoms, en prêt depuis 1969, est vendue à la ROKAF (valeur \$ 47 mio. Le 10 octobre, le Département de la défense annonce au Congrès son intention de vendre 60 avions de chasse F5E et F5F (valeur: \$ 205 mio. Le 17 du même mois, le Département de la défense se propose de vendre, pour \$ 80 mio., un certain nombre de missiles mer-mer "Harpoon". Le 20 octobre, Washington se déclare prête à fournir, pour \$ 177,9 mio, 18 Phantom F4E avec pièces de rechange. Des nouvelles qui ne laisseront pas indifférent le Senior Member KPA-CPV MAC. (RS 26 - 27.10.75)

1976

On se souvient que la défense des principaux axes d'accès à Séoul est confiée au 1er Corps ROK-US, commandé par un lieutenant général américain (***). Le LG Hollingworth, qui approche de l'âge de la retraite, se singularise, depuis quelques mois, par des déclarations plus ou moins confidentielles mais surtout très nombreuses qui sont reprises par la presse américaine. Admettant que la DPRK a planifié une guerre-surprise de trois jours qui doit lui permettre de conquérir ou de contourner Séoul, le général américain dévoile ses propres plans pour bloquer et détruire ^{l'envahisseur} à la frontière déjà - ce qui présuppose une intervention dans la DMZ. Ce plan, convaincant dans la bouche d'Hollingworth, présuppose aussi, comme relevé par

ailleurs dans le présent rapport (voir chi. 2.3.), l'utilisation massive d'une aviation américaine qui ne se trouve pas stationnée en République de Corée mais ailleurs dans le Pacifique. Dans ses commentaires, CvM ne peut s'empêcher de critiquer ces "divulgations" qui ne peuvent que provoquer une augmentation de la tension car les services de renseignements fonctionnent aussi en DPRK ! (RS 2-2.2.76)

Selon les informations recueillies ultérieurement par CvM (RS 14 - 9.8.76), le 1er Corps - "la plus grande armée de campagne du monde" - compte 26 divisions et un effectif de 185'000 hommes qui a pour mission de tenir un front de 165 km le long de la DMZ.

1977

Au printemps, sous le nom de code "Team Spirit" - qui sera repris ensuite chaque année - commencent de grandes manoeuvres aériennes américano-coréennes. UNC a obtenu qu'aucune publicité ne soit faite à ce sujet afin de ne pas réveiller l'appareil de propagande nord-coréen. Sur proposition du Secrétaire UNC MAC, CvM discute de la question avec ses Collègues de la NNSC, les invitant à en parler avec le Senior Member KPA-CPV MAC dans le but d'éviter une trop forte réaction lorsque les radars nord-coréens repéreront l'armada aérienne qui doit se diriger vers la Corée et y entreprendre de nombreuses missions : une nouvelle preuve de la volonté de paix qui anime les Membres de la NNSC ! Dans le rapport dans lequel il relate cette démarche (RS 6 - 25.4.77), CvM se fait l'écho du retrait de Corée du bataillon de missiles "Sergeant", armés d'explosifs nucléaires. Cette arme sol-sol est apparemment désuète. Ce retrait ne signifie pas une diminution du potentiel de défense car la mission de ce bataillon sera reprise par d'autres unités.

Le rappelinopiné du MG Singlaub, Senior Member UNC MAC (voir chi. 8.1.) paraît être symptomatique des divergences qui se font jour entre le Président Carter et l'armée américaine au sujet de la présence des troupes US en Corée. Avec le recul du temps, il n'est peut-être plus nécessaire de se pencher trop longuement sur l'évolution d'une situation qui est loin de satisfaire le gouvernement de Séoul. Le Président Carter donne l'impression de vouloir agir seul, sans tenir compte de l'avis de ses alliés coréens. Dans son RS 9, du 27.6.77, CvM fournit de nombreux renseignements à ce sujet. Il est juste de rappeler que l'occasion est donnée au MG Singlaub de rapporter devant le "Armed Services Committee" de la Chambre des

Représentants où la description du renforcement du potentiel militaire nord-coréen, qu'il présente, fait une forte impression. Des voix se font entendre pour que l'affaire soit suivie, mais ce serait rendre désormais "politique", donc susceptible de créer des difficultés au Président. Les organes du parti démocratique et les collaborateurs de Carter s'emploient dès lors à y mettre un terme : on fait clairement comprendre aux officiers généraux qu'ils n'ont pas à s'exprimer publiquement à ce sujet. A Singlaub, le Président reproche son manque de discipline militaire; par ses déclarations, il a fourni à la Corée du nord la preuve que la ROK ne peut pas se défendre sans l'appui des forces armées américaines.

En constatant que, par suite d'une hausse exorbitante des prix, le programme de modernisation de l'armée sud-coréenne, estimé primitivement à \$ 1'500 mio., s'élèverait aujourd'hui à près de \$ 7 mia., CvM conclut son RS 11, du 25.7.77, en écrivant que le maintien des troupes américaines sur sol coréen coûterait infiniment moins cher que la fourniture des armes nouvelles que le gouvernement ROK estime nécessaires.

Avec son dernier rapport de situation de l'année 1977, CvM transmet une copie du rapport par lequel, en vertu du "Foreign Assistance Act", le Président Carter s'explique sur la question coréenne. Il y relève l'état de l'équipement nord-coréen permettant le déclenchement d'une offensive :

"... The North Korean Army has a sizeable advantage over the ROKA in armored personnel carriers, multiple rocket launchers and artillery and a 2 to 1 edge in tanks. North Korea has also developed large, well-equipped commando-type forces which can be employed separately or in conjunction with conventional forces ... The threat it poses to the ROK remains serious ..."

Le rapport confirme les intentions américaines de retrait progressif de ses forces :

"... The US Government has concluded that changing circumstances, including in particular Korea's dramatic economic growth and consequently its ability to bear a greater share of the burden for its own defense, will permit the withdrawal of US ground combat forces from Korea. We believe that if withdrawal is carefully phased over a four-to-five year period, and is accompanied by significant materiel and other measures to strengthen and modernize ROK forces, neither the security of South Korea nor the peace and stability of the region will be endangered ..."

1978

Du 7 au 18 mars, les manoeuvres "Team Spirit 78" sont

conduites pour la première fois par un commandement sud-coréen. Plus de 90'000 hommes y prennent part, soit

- 62'500 Sud-Coréens
- 7'300 Américains stationnés en Corée
- 23'000 Américains d'Okinawa, d'Honolulu et des Etats-Unis.

Ces manoeuvres comprennent une opération amphibie, le tir de missiles "Lance" (sol-sol), une opération aéroportée et le transport aérien d'armes lourdes et de parachutistes. Les Américains répètent, à cette occasion, que le but principal de "Team Spirit" est d'arrêter une attaque-surprise nord-coréenne contre Séoul : c'est la raison pour laquelle ces manoeuvres se déroulent à proximité de la DMZ.

Il est bien évident que de tels engagements ne plaisent guère à la DPRK : "démonstration arrogante de force" - "dangereux pas conduisant à l'accélération des préparatifs pour une guerre en Corée" - "menace pour notre peuple", tels sont quelques-uns des titres de la presse et de la radio nord-coréennes. Mais une telle manifestation de force - le seul argument que les Nord-Coréens comprennent - leur apporte aussi la preuve que les Américains ne sont pas encore prêts à abandonner leur allié coréen. [RS 5 - 6.3.78]

Périodiquement - écrit CvM dans son RS 16, du 10.7.78 - surgit la question de l'utilisation de l'arme atomique en cas de conflit. Aussi la déclaration que fait le Secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, le 12 juin, ne passe-t-elle pas inaperçue car sans que la République de Corée soit expressément nommée, c'est bien d'elle qu'il s'agit : les Etats-Unis, dit en substance Vance, n'emploieront jamais des armes atomiques, même pour assurer leur propre défense, contre un pays qui ne dispose pas d'un tel armement et qui n'est pas allié avec un pays qui possède l'arme atomique. Par un rapport au Congrès "Fiscal Year 1979 Arms Control Impact Statement", on apprend que la munition nucléaire destinée aux obusiers de 8-inch sera remplacée par un nouveau modèle XM 753, dénommé "Artillery Fired Atomic Projectile (AFAP).

1979

M. Claude van Muyden s'apprête à quitter définitivement la Corée alors qu'une tentative timide de reprise du dialogue Nord-Sud est tentée, que les manoeuvres "Team Spirit 79" sont en cours - regrettable coïncidence - et que l'on annonce l'intention américaine de renforcer de manière appréciable les réserves de guerre constituées en Corée et qu'à la suite de la défection du client iranien, la livraison d'avions de combat très modernes est envisagée. [RS 7 - 19.2.79 et RS 9 - 5.3.79]

2.3. Relations politiques et militaires entre Séoul et Washington.

Cette question, toujours épineuse, sera souvent évoquée dans les rapports de situation du Chef dél. C'est ainsi que le RS 10b - 2.6.70 - fait état de l'insécurité qui semble régner au sein d'UNC où l'on se trouve confronté entre le désir de maintenir des bases stratégiques en République de Corée et l'intention prêtée au Président Nixon de procéder au retrait des troupes américaines du continent asiatique avant fin 1972. L'entretien d'une division US stationnée en Corée coûtant \$ 560 mio. par an aux contribuables américains, on spéculé sur les armes que l'on pourrait se procurer avec une telle somme.

Les annonces répétées faites à Washington du retrait envisagé des troupes américaines font redouter à CvM une fausse évaluation de la situation par le gouvernement de la DPRK qui pourrait être tenté, après la décision d'évacuation du Vietnam, de considérer ces projets relatifs à la Corée comme une preuve renouvelée de la faiblesse des Etats-Unis (RS 14 - juillet 1970). Officiellement, toutefois, Pyongyang voit dans les intentions de Washington une action de propagande ou même la couverture de préparatifs en vue d'une nouvelle guerre. (RS 16 - 4.8.70)

Et pourtant, vers la fin de l'année 1970, les Américains passent aux actes en abandonnant, au commandement de la ROKA, 9 des 28 points d'appui et autres installations militaires dont l'évacuation a été planifiée. Le retrait de 20'000 hommes doit s'échelonner jusqu'à mi-1971. Dans son RS 23, du 24.11.70, CvM se demande si les forces sud-coréennes seront en mesure d'entretenir et d'utiliser ces installations souvent luxueuses. Quoi qu'il en soit, l'armement qui équipe ces bases devient propriété sud-coréenne.

Mais les Américains ont des projets plus audacieux: ils ont planifié le retrait, jusqu'à fin mars 1971 et au profit de la ROKA, du secteur qu'ils contrôlent dans la DMZ; seuls le Camp avancé et les troupes qui assurent la garde de la JSA et du camp CH/SW NNSC resteraient en mains de leurs troupes. Ces projets inquiètent quelque peu les Membres CZ et PO NNSC. (RS 23.11.70)

Il ne fait pas de doute que Park Chung Hee entend monnayer le retrait des troupes américaines: au cours d'une visite à Séoul du Vice-président Agnew, il présente à son hôte une liste de matériels dont la valeur se chiffre à \$ 3 milliards. Washington

limitera ses livraisons à un armement défensif seulement: 200 tanks M 48, des appareils de transmission, de l'artillerie et des mortiers d'une valeur de \$ 100 mio. environ. Il s'agit essentiellement de matériels provenant de la 7e division US et du Vietnam. La livraison de nouveaux camions, d'avions F 5-21 et d'autres équipements pour \$ 150 mio. est également acceptée. Ce crédit supplémentaire doit permettre à la ROKA de reprendre le contrôle de 18 miles de la DMZ abandonnés par les troupes américaines à son profit. [RS 23 - 1.12.70]

Le gouvernement ROK a insisté - contre l'avis des stratèges américains - sur le fait qu'en cas de reprise des hostilités, il défendra Séoul. Parmi les mesures prises à cet effet, il ordonne la construction d'une ligne fortifiée sur les axes qui conduisent à la capitale.¹⁾

1971

Au cours de l'année 1971, le Président Park Chung Hee sollicitera le renouvellement de son mandat. Afin de ne pas l'embarrasser pendant la campagne électorale, Washington, après avoir rappelé 20'000 hommes, suspend provisoirement l'exécution de nouveaux retraits. [RS 3 - 10.2.71]

Chaque année a lieu un "Korean-American Ministerial Meeting". En 1971, cette rencontre est remplacée par une "ROK - US Annual Security Consultative Conference" qui se tient à Séoul les 12 et 13 juillet. La délégation américaine est conduite par Melvin P. Laird, US Secretary of Defense. Les thèmes de la discussion comprennent :

- une diminution des effectifs de l'armée sud-coréenne de 125'000 hommes, ce qui aurait pour effet de diminuer les subventions américaines à la ROKA qui, on s'en doute, ne manifeste guère d'enthousiasme car la menace du Nord lui paraît perdurer ;
- le retrait d'une des deux divisions sud-coréennes du Vietnam envisagé par le gouvernement ROK. Les Américains n'apprécient guère cette proposition car l'engagement d'un soldat coréen coûte en moyenne 1/6e de celui d'un G.I. et ses performances au combat sont nettement supérieures ;
- la livraison de matériels de guerre modernes. [RS 11 - 12.7.71]

1) Note du rédacteur : ces travaux de fortification se poursuivront pendant de nombreuses années, les lignes de défense successives se multipliant dans le terrain.

Le 3.12.71, le Secrétaire américain à la défense aérienne donne à nouveau au Président Park Chung Hee l'assurance que la 314e division aérienne de l'USAF restera en Corée. Selon la doctrine Nixon, UNC a la mission de planifier la défense aérienne de la Corée du sud de telle manière que celle-ci dispose de moyens qui, en cas de guerre, lui donne une certaine supériorité sur son adversaire nord-coréen. [RS 1 - 72] Par ailleurs, en contrôlant avions et carburants en mains de leurs alliés, les Américains veulent éviter que les Sud-Coréens prennent l'initiative d'une offensive contre la DPRK. [RP - 15.2.72]

1972

Le report à 1973 du retrait de Corée de la 2e division US donne l'occasion à CvM, dans son RS 4, du 31.1.72, de définir le nouveau concept de défense américain pour la Corée :

- retrait [non encore effectué] de toutes les troupes américaines, à l'exception de quelques éléments de défense ;
- constitution d'une force de "pompiers", prévue pour l'ensemble du sud-est asiatique, sous forme d'une brigade très fortement armée, disposant de ses propres moyens de transport aérien, permettant un engagement immédiat. [Cette force d'intervention est déjà prête au Japon; la décision quant à son stationnement à Okinawa ou en Corée du sud n'a pas encore été prise] ;
- préparation d'installations qui, en cas de danger, pourraient permettre l'engagement, par la voie des airs, de forces armées américaines [trois nouvelles larges pistes d'atterrissage - qui ne comprennent toutefois pas d'installations modernes d'aérodromes - ont été construites en des endroits différents du pays [elles complètent les deux pistes qui existent déjà sur l'autoroute dans les environs d'Osan et de Kimpo] ;
- renforcement et modernisation des forces armées sud-coréennes par la livraison d'armes et d'équipements ainsi que par des contributions financières pour la création d'une industrie d'armement propre.

L'histoire des relations entre Séoul et Washington est faite de périodes successives de tension et de détente. Au moment où les Américains cherchent à se désengager dans le sud-est asiatique, le Président Park Chung Hee ne comprend pas qu'ils attendent de lui un certain modus vivendi avec les Nord-Coréens. Le professeur W.P.

Bundy, ancien "Assistant Secretary of State for East-Asian and Pacific Affairs", reçoit du Département d'Etat la mission de transmettre à Park Chung Hee et à ses principaux collaborateurs, un message qui explique que les USA ne sont plus en mesure d'accorder à la ROK une aide économique et militaire comparable à ce qu'elle fut jusqu'ici. Il faut compter, à plus ou moins long terme, sur un retrait de toutes les forces armées américaines. Si le gouvernement sud-coréen se montre réaliste, les Etats-Unis, conformément aux accords, lui garantissent une assistance militaire totale en cas d'attaque, que les Américains n'escomptent pas. On attend dès lors que la ROK cherche à établir un modus vivendi avec la DPRK. (RS 10 - 3.4.72)

1973

L'article 5 du traité de paix signé à Paris le 27 janvier exige le retrait, dans les 60 jours, de toutes les forces alliées engagées au Vietnam. Le corps expéditionnaire sud-coréen, fort de 35'000 hommes, sera rapatrié par la voie des airs. Il rentrera au pays avec son équipement et toutes ses armes. Dans son RS 3, du 30.1.73, CvM relève le renfort qui sera ainsi apporté à l'armée sud-coréenne et, simultanément, il anticipe les plaintes et attaques que l'on peut attendre du Nord.

En juillet 1973, le Secrétaire d'Etat Rogers donne l'assurance au Président Park Chung Hee que les 40'000 soldats américains encore engagés en Corée y resteront au moins jusqu'au 30 juin 1974 (la décision dépend, en fait, de la réalisation du programme de modernisation dont le coût est estimé à près de \$ 1'500 mio.) Devant l'ampleur de cette dépense et la difficulté d'obtenir les crédits nécessaires, on estime déjà, dans les milieux américains de Séoul, que la présence des Etats-Unis en Corée s'étendra jusqu'en 1979.¹⁾

Mais le but principal de la visite du Secrétaire d'Etat est la préparation d'une adhésion simultanée des deux Corée à l'ONU, au sujet de laquelle le Président sud-coréen s'est exprimé positivement le 23 juin et la mise au point de la stratégie à suivre lors de la prochaine assemblée générale des Nations Unies. Washington et Séoul paraissent être prêtes à sacrifier l'UNCURK si la majorité des membres de l'ONU adopte cette mesure. (RS 17 - 30.7.73).

1) "und vielleicht noch länger" ajoute à la plume CvM.

1974

Dans son RS 17, du 2.9.74, CvM relève que la nomination du Commandant en chef des forces armées de l'ONU, des forces armées américaines en Corée et de la 8e armée US au poste de "Acting Commander-in-Chief, US Army Pacific" pourrait avoir aussi un impact politique car elle a pour effet de transférer à Séoul le centre de gravité du commandement des forces armées américaines du Pacifique : jusqu'ici, la fonction de "Acting Commander" a été exercée par un lieutenant général américain en résidence à Honolulu. Cette nomination montre aussi l'importance qu'accordent les Etats-Unis à la Corée. Cette mesure va peut-être rassurer les Sud-Coréens et exciter Pyongyang, conclut CvM.

L'annonce de la visite à Séoul, les 22/23 octobre, du Président Ford, de même que le communiqué conjoint publié à l'issue de la "ROK - US Security Consultative Conference" annuelle, tenue à Honolulu, sont destinés à prouver sans équivoque à Pyongyang que le gouvernement américain appuie solidement la République de Corée (malgré les manifestations qui s'y déroulent présentement : voir chi. 2.1.) ainsi que le prouve cet extrait cité par CvM dans son RS 18, du 30.9.74 :

"... continued readiness and determination of the United States to render prompt and effective assistance in accordance with the Mutual Defense Treaty of 1954 in the event of armed attack against the Republic of Korea."

Et pourtant, au même moment, la Chambre des représentants américaine décide de réduire de \$ 61'000'000 les crédits militaires accordés à Séoul, crédits désormais plafonnés à \$ 100 mio.

1975

On peut lire, par ailleurs, que l'introduction d'armes nucléaires américaines en Corée du sud fait l'objet de plaintes répétées de la part du gouvernement de Pyongyang. Dans son RS 8, du 24.3.75, CvM transmet les renseignements qu'il a reçus à ce sujet :

- 150 mines de défense atomique (Atomic Defense Mines - ADM) seraient entreposées à proximité de la DMZ;
- 210 explosifs nucléaires d'artillerie, soit
 - 108 pour des canons de 155 mm
 - 54 pour des canons de 175 mm
 - 48 pour des obusiers de 205 mm

se trouveraient pour la plupart dans des dépôts situés au nord de Séoul.

La défaite subie par les Etats-Unis au Vietnam préoccupe CvM qui, dans ses RP 2 et 3, des 10.4. et 20.5.75], procède à une analyse de la situation. Il pense que les commandements nord-coréens et vietnamiens avaient prévu des offensives concertées vers la fin de 1975, ou au début de 1976 : le fait que les deux tunnels découverts jusqu'ici sous la DMZ n'étaient pas encore terminés et que, pour déboucher sur le territoire de la ROK, plusieurs mois de travail auraient encore été nécessaires, le confirme dans son opinion. Mais le retrait des Américains de Saïgon a pu intervenir plus tôt que prévu par Hanoï. CvM rappelle aussi que les Nord-Coréens ont planifié une guerre-éclair qui, en trois jours, devrait leur permettre d'atteindre ou de contourner Séoul. Face à la supériorité en chars et en avions de la DPRK, une aide américaine massive et très rapide serait nécessaire. Or, écrit CvM, le traité de défense réciproque du 1er octobre 1953 entre la Corée du Sud et les Etats-Unis stipule qu'en cas d'attaque du territoire de l'autre, chaque Partie "would act to meet the common danger in accordance with its c o n s t i t u t i o n a l processes". Cela signifie qu'en ce qui concerne les Etats-Unis, le Président ne pourrait agir qu'avec l'accord préalable du Congrès. Pour le Chef dél., ce point est essentiel car il implique forcément des délais qui pourraient contrecarrer les plans d'une intervention instantanée. (Il est juste de relever que, dans leur planification, les Américains estiment qu'ils disposeraient, grâce à leur observation aérienne constante du territoire de la DPRK, d'un délai pouvant aller jusqu'à huit jours avant le déclenchement réel des hostilités par le Nord : pour conduire une bataille, il faut en effet rassembler troupes et matériels et une telle mobilisation ne peut s'effectuer totalement à couvert. (C'est ainsi que l'on a suivi les mouvements de deux divisions mécanisées qui, récemment, se sont rapprochées de la DMZ.)

En lisant les rapports de CvM de ce début d'été 1975, on est amené à réaliser que la situation est alors particulièrement dangereuse et l'on espère qu'après ses voyages en Chine et en Roumanie, Kim Il Sung sera en mesure d'apprécier correctement la situation mais, rapporte le Membre CZ NNSC, les représentants diplomatiques et militaires de l'Est européen en poste à Pyongyang, ne cacheraient pas leur pessimisme à cet égard. (RS 4 - 26.5.75)

Telle n'est toutefois pas l'opinion des Chinois, dont

le Senior Member CFV MAC, après un entretien en tête-à-tête, dit à CvM : "vous pouvez dormir tranquille en Corée du sud." [RS 6-10.6.75]

1975

En fin d'année, CvM évoque, en relation avec l'élection du Président Carter, les efforts tentés par certains milieux américains pour discréditer Park Chung Hee accusé, avec d'autres, de corruption. La désignation de Carter pourrait avoir une incidence sur la présence des troupes américaines en Corée car, au cours de la campagne présidentielle, il s'est prononcé en faveur de leur retrait. Pour des raisons de morale, il est contre le recours à l'arme nucléaire et il a promis de retirer les armements atomiques entreposés en République de Corée. Il est dès lors aisé de penser que, dans les milieux militaires US et ROK, on est préoccupé par ces déclarations qui, si elles étaient réalisées, apporteraient aux Nord-Coréens, la confirmation d'un manque de volonté de défense de la part des Américains; pour Kim Il Sung, estime-t-on à l'époque, ce pourrait être le signe que les temps sont venus d'assurer la "libération de la Corée du sud." [RS 20 et 21 - 15 et 29.11.76]. Toutefois, dans les discussions qu'il a au Nord, CvM retire l'impression que ses interlocuteurs attendent beaucoup du changement de Président aux Etats-Unis : d'ailleurs, depuis près de trois mois, la Commission militaire d'armistice ne s'est pas réunie. [RS 1 - 3.1.77]

1977

On se souvient qu'au début de la campagne électorale, comme rappelé ci-dessus, le candidat Carter a clairement manifesté son intention de procéder au retrait progressif des troupes américaines stationnées en Corée. Au début de l'année, c'est un sujet de discussion et de spéculations tant au Sud qu'au Nord. Ainsi CvM rapporte-t-il l'intervention du Commandant en chef des forces du Pacifique, devant une sous-commission du Congrès, qui plaide le maintien des forces armées nécessaires pour assurer la balance entre le Nord et le Sud. A cette occasion, l'Amiral Weisner explique :

"...Except for one forward deployed US bataillon, one company of which is located near Panmunjom to protect the Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC), the second infantry division is approximately 32 km south of the DMZ as Eight US Army reserve ..."

Il conclut, pour rassurer le Congrès,

"... America's principal and overriding objective in Korea is to

deter war." (RS 4 - 14.3.77)

A la même époque, on est inquiet d'apprendre à Séoul que, par l'intermédiaire du Président pakistanais Ali Bhutto, Kim Il Sung aurait adressé deux messages à Carter et que, pour la première fois, ce dernier aurait répondu au Chef de l'Etat nord-coréen ... sans que le gouvernement ROK ait été invité à participer à la rédaction de cette réponse.

La réunion annuelle du "Security Consultative Meeting between the ROK and the US", qui se tient les 25 et 26 juillet, s'avère dès le début difficile pour les Américains qui savent que, par suite de la décision du retrait progressif de leurs troupes, le Gouvernement sud-coréen exige que Washington s'engage de manière expresse, publique et par écrit, à venir immédiatement au secours de la République de Corée en cas d'attaque nord-coréenne. Le Président Carter écrit une lettre personnelle à Park Chung Hee à ce sujet :

"... I wish to emphasize strongly that our ground force withdrawal plans signify no change whatsoever in our commitments to the security of the Republic of Korea. The Mutual Defense Treaty between our two countries remains fully in force, and our determination to provide prompt support to help the Republic of Korea defend against armed attack, in accordance with the treaty, remains firm and undiminished. Neither North Korea nor any other country should have any doubts about the continuing strength of this commitment ... As we repeatedly have made clear, our air force units, military intelligence and logistic support personnel will remain in Korea for the indefinite future. And we will continue our naval deployments in the area ..."

Cette lettre doit remplacer la déclaration exigée par le gouvernement de Park Chung Hee, déclaration que Carter estime politiquement inopportune (attitude négative de plusieurs membres du Congrès à l'égard du gouvernement sud-coréen, notamment après la découverte de divers scandales financiers.)

La Commission consultative met également au point un plan du retrait progressif des troupes (3 - 9'000 hommes en 1980) et des livraisons d'armes américaines à la Corée (pour environ \$ 7 mia.) Il est évident que les crédits nécessaires à cet effet devront au préalable être approuvés par le Congrès. CvM conclut son RS 12, du 1.8.77, en écrivant que les Sud-Coréens ont de bonnes raisons d'être inquiets et de ne pas trop croire aux promesses qui leur ont été faites par le Secrétaire à la défense H. Brown. Quant au communiqué final,

- il invite la Corée du nord à prouver ses intentions pacifiques

- en reprenant le dialogue avec la Corée du sud ;
- il rappelle la proposition américaine d'une conférence à quatre pour régler la question coréenne;
 - il confirme enfin que les Etats-Unis n'entreront jamais en négociation avec la Corée du nord sur le problème de l'avenir de la péninsule coréenne si la République de Corée est exclue des discussions.

Le communiqué final de la séance sera sévèrement critiqué par Fyongyang qui n'apprécie guère la lenteur de l'exécution du plan Carter de désengagement. (RS 13 - 8.8.77)

Par sa signature, le 17 août, le Président a transformé en loi le "FY 1978 Foreign Relations Authorization Bill" qui, dans son chiffre 512, stipule, en ce qui concerne la Corée,

- que la politique concernant le retrait des troupes des Etats-Unis de la République de Corée doit être conçue conjointement entre le Congrès et le Président,
- qu'elle doit tenir compte des intérêts des Etats-Unis en Asie - en particulier au Japon - et des intérêts de la sécurité de la République coréenne. Le Président est en outre invité à présenter chaque année, avant le 15 février, à la Chambre des Représentants et au Sénat, un rapport sur la question coréenne.

... Ainsi l'opposition manifestée par le MG Singlaub a tout de même porté des fruits, dit-on malicieusement dans les milieux UNC. (RS 14 - 5.9.77)

1978

Du 4 au 8 janvier, une délégation du "House of Representatives Armed Services Subcommittee on Investigations" visite la Corée et, dans un communiqué, montre que la Chambre des Représentants entend bien exercer un contrôle sur les décisions que prendra le Président Carter au sujet du retrait des forces armées américaines de Corée. Il ne paraît dès lors pas superflu de rappeler quelques points de ce communiqué car la question du retrait américain est décidément - et pour longtemps - au centre des relations entre Washington et Séoul :

"1. What we have seen and heard convinces us that full withdrawal of US ground combat troops from Korea within a pre-set time schedule will create far greater security risks than exist in the present situation.

2. Korea, it must be clearly recognized, is a valuable military base available to the USA in an area of great strategic importance to the interests and security of the US ...

3. We have discovered that Korea has also proved to be an excellent and very challenging military training ground for American soldiers and marines which cannot be matched anywhere else in the world, including the US. We would lose much of our combat readiness by abandoning it."

Et, dans ses conclusions préliminaires, la sous-commission Stratton déclare :

"We are persuaded that it is essential that Congress act to prevent by legislative means any hasty, ill-timed withdrawal of US combat troops from Korea and we intend to work to achieve that end ..."

Aux yeux des parlementaires, il est essentiel

"that a basic US ground combat force remains in Korea until the present armistice has been replaced by a genuine peace settlement." [RS 1 - 15.1.78]

On se souvient - voir année 1975 ci-dessus - que l'engagement des forces armées américaines en cas d'attaque-surprise nord-coréenne exige une consultation et l'accord préalable du Congrès ce qui, jusqu'ici, a été considéré comme un handicap sérieux à une intervention rapide - absolument nécessaire en cas de conflit. Le 22.2.78, Harold Brown, Secrétaire américain à la défense, annonce à une commission du Congrès que, sous l'autorité du Président, le gouvernement américain peut réagir sans délai contre une attaque nord-coréenne et ceci pendant une période de 60 jours, après laquelle l'accord du Congrès serait nécessaire. Ainsi se trouvent partiellement satisfaits les vœux de Séoul. [RS 7 - 23.3.78]

Dans son RS 8 [24.4.78], CvM annonce que le Président Carter a décidé de retarder le retrait de la 2e division US de Corée car, pour différentes raisons, le Congrès ne serait peut-être pas prêt à prendre position sur le sujet de la remise des armes de ces troupes à la ROKA. En fait, estime-t-on dans les milieux UNC, le Président cède devant l'opinion publique et la pression de certains groupes du Congrès. Ainsi un bataillon de 900 hommes seulement - au lieu d'une brigade - sera rappelé en 1978. Par contre, le retrait de 4'200 hommes des services des transmissions, du ravitaillement et des renseignements - soit des troupes non combattantes - interviendra comme prévu.

Au cours du "ROK-US Security Consultative Meeting", en juillet 1977, la création d'un commandement suprême conjoint ROK-US a été décidée. Le 12 mai 1978, une cérémonie marque le début des travaux de construction, à Yongsan, du bâtiment qui sera le QG du "Combined Forces Command." Cette modification de structure dans le com-

mandement ne doit pas avoir d'incidence sur UNC, une organisation militaire indépendante qui porte la responsabilité du maintien de l'AA de 1953. (RS 11 - 15.5.79)

La 11e session de la "ROK-US Security Consultative Conference" se tient les 26 et 27 juillet à San Diego, Cal. Le "US-Korea Military Committee" met au point l'organisation du "Combined Forces Command" (CFC) qui, en fin d'année, doit devenir le commandement suprême des forces armées alliées (ROK-US). A sa tête, le général [****] John W. Vessey jr., actuel CINCUNC; son suppléant est le général [***] Lew Byiong Hion ¹⁾. Les directives stratégiques qui sont données au CFC pour assurer la défense de la Corée ne sont pas encore publiées au moment où CvM écrit son RS 17, le 31.7.78. Le Chef dél. extrait du communiqué final deux points qui lui paraissent intéressants pour la NNSC :

1. le secrétaire américain à la défense, général Harold Brown, confirme que la Corée continue à être placée sous l'ombrelle nucléaire américaine; ²⁾
2. les chefs des deux délégations expriment leur accord sur le fait que, faute de trouver une alternative à l'AA, UNC reste l'appareil en fonction pour assurer le maintien de la paix. L'AA est le seul accord qui oblige les parties intéressées à maintenir le régime d'armistice.

En conclusion, il est relevé que la DPRK a augmenté son potentiel militaire en artillerie, blindés et aviation et qu'elle poursuit la construction d'ouvrages fortifiés à l'intérieur de la DMZ.

CvM rapporte le 21.8.78 (RS 18) que le "International Security Assistance Bill" prévoit, pour l'année fiscale 1979, les engagements financiers suivants à l'égard de la Corée :

- \$ 800 mio. pour le transfert d'armes des troupes américaines en Corée aux forces armées ROK, en compensation des retraits d'effectifs américains;
- \$ 275 mio. pour l'achat d'armements, d'équipements et d'autres matériels pour renforcer les forces coréennes;
- \$ 90 mio. pour l'approvisionnement en munitions;
- \$ 2 mio. pour couvrir les frais de formation militaire en Corée.

1) Notes du rédacteur : le général Lew Byiong Hion (alors MG) fut le Senior Member ROK à la MAC au moment de l'affaire du US "Pueblo" en 1968.

2) Il s'avérera par la suite que cette ombrelle nucléaire devrait plutôt être considérée comme un bouclier nucléaire, ce qui signifie qu'il n'est pas nécessaire que les armes atomiques soient stationnées en Corée - d'où elles ont d'ailleurs été partiellement et discrètement retirées - puisqu'elles peuvent être lancées à partir de sous-marins ou d'avions. (RS 19 - 4.9.79)

Le plan Carter pour le retrait des troupes américaines devrait en principe être exécuté à fin 1982. Mais, avant de procéder aux retraits prévus pour l'année en cours, le Président est appelé à présenter au Sénat un rapport en cinq points qui doit permettre de décider si ces mouvements de troupes mettent la situation en danger.

Le 7 novembre, en présence du Président Park Chung Hee et du Secrétaire à la défense H. Brown, est mis en activité le "South Korea - US Combined Forces Command" dont l'organisation - on l'a vu - a été mise au point à San Diego. La mission du CFC est simple, dévoile H. Brown :

- il doit entretenir des moyens de défense suffisants pour empêcher la guerre;
- si ces moyens ne suffisent pas, il doit immédiatement et de manière efficace, repousser l'ennemi;
- il doit assister UNC dans sa mission de maintenir l'accord d'armistice.

Avant de quitter la Corée, le Secrétaire à la défense confirme que le retrait progressif des troupes américaines sera compensé par un renforcement appréciable de l'armée de l'air et de la marine dans la région. (RS 24 - 12.11.78)

CvM consacre son dernier rapport de situation de l'année 1979 (26 - 18.12.78) à l'interview accordée par le général Vessey, CINCUNC, au magazine "The New Yorker" dans laquelle le commandant en chef confirme que l'armée nord-coréenne a maintenant un plus grand nombre d'hommes sous les armes et que des préparatifs d'attaque sont plus apparents qu'un an plus tôt. Vessey estime, sur la base des informations à disposition, que les Nord-Coréens planifient une attaque. Mais si le temps joue en faveur des Sud-Coréens, il serait dangereux que Kim Il Sung estime que, bien que le moment ne soit pas favorable - par suite de la présence des troupes américaines - la situation n'y a pourtant jamais été aussi favorable. Et pourtant, l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis, annoncé le 15.12.78, est un événement susceptible d'agir au détriment de la DPRK.

Que fera Kim Il Sung ? C'est la question lancinante que l'on se pose à Panmunjom en fin d'année !

2.4. Incidents survenus au sud de la Zone démilitarisée (DMZ)

Les incidents - dont les rapports de situation du Chef dél. font état périodiquement - prouvent que la DMZ est loin d'être, à l'époque, un obstacle infranchissable à la pénétration d'agents nord-coréens dans le territoire de la ROK. Ils rappellent l'état de tension qui existe alors entre frères ennemis. Dans ce chapitre également, ne seront évoqués que les événements graves ou qui auraient pu avoir des conséquences tragiques pour l'existence de la ROK.

Selon une statistique publiée à Séoul (RS 13 - 7.7.70), les incidents, qui ont connu une pointe en 1953, sont en régression en 1969, comme aussi au cours des six premiers mois de 1970 :

<u>Année</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>
Infiltrations	188	470	1'223	337
Violations de l'Accord d'armistice	711	494	780	510

Le RS 12, du 23.6.70, rapporte l'explosion prématurée d'un engin dont l'allumage électronique aurait pu être fatal au Président de la République et aux hautes personnalités qui, le 25 juin, devaient se réunir au Cimetière national de Séoul à l'occasion de la célébration du début de la guerre de Corée. Il ne semble pas faire de doute que l'attentat est l'oeuvre d'agents du Nord..

Tant en 1970 qu'en 1971, les chasses à l'homme sont fréquentes sur le territoire de la ROK où des agents arrivent par voie de terre ou de mer. Ces incidents sont généralement évoqués dans une séance de la MAC. En août 1971, alors que les représentants des deux sociétés nationales de la Croix Rouge se serrent la main par-dessus la MDL, dans la salle de conférence de la NNSC à Panmunjom, le Chef dél. rapporte cinq incidents au cours desquels 12 agents nord-coréens sont tués alors que 3 soldats sud-coréens subissent le même sort dans ces engagements. (RS 15-24.8.74)

De plus en plus fréquemment, les autorités sud-coréennes annoncent la découverte d'organisations d'espionnage dans diverses villes : elles cherchent à faire porter aux agents nord-coréens la responsabilité des manifestations d'étudiants. (RS 21 - 26.10.71)

1972

L'année a été marquée par un certain nombre d'incidents survenus en mer et dont les pêcheurs en furent la cause. Il est évidemment difficile de prolonger sur les eaux la ligne imaginaire (MDL) qui

marque le milieu de la DMZ et les pêcheurs, occupés à leur métier, suivent le poisson sans s'arrêter aux frontières invisibles imaginées par l'homme. Mais les Nord-Coréens suivent avec attention le déplacement des embarcations sud-coréennes qui ne transportent peut-être pas toujours que des professionnels de la pêche !

1973

CvM ne fait pas état d'incidents majeurs dans ses rapports de situation périodiques. Il montre toutefois qu'un état de tension se développe en Mer Jaune autour des "Cinq Iles", dont le présent rapport fait état par ailleurs. [voir chi. 3.6 - 345e MAC.]

1974

A l'aube du 15.2.74, un incident se produit dans les eaux territoriales à 30 miles à l'ouest de Paeng-Do (une des "Cinq Iles"): deux bateaux de pêche de 84 t. venant du port sud-coréen de Suwon sont attaqués par des bâtiments nord-coréens; l'un est coulé avec son équipage, à l'exception d'un pêcheur sauvé par ses collègues, qui sont emmenés, avec leur bateau, dans le port nord-coréen de Haeju. Radio P'yongyang annonce l'incident le lendemain seulement dans son émission matinale et charge la ROK d'actes d'espionnage en ayant introduit deux bateaux espions dans les eaux territoriales de la DPRK. UNC MAC demande, sans attendre, la convocation d'un MAC meeting.

Après un mutisme de plusieurs jours, Radio P'yongyang diffuse, le 21 février, de prétendues déclarations du capitaine Pak Jon Ju dans lesquelles le commandant du bateau arraisonné reconnaît être au service de la CIA sud-coréenne et qu'il était bien en mission d'espionnage. [RS 5 - 25.2.74]

Cet incident aura un retentissement considérable non seulement à Panmunjom et à Séoul, mais aussi à Pékin, où la thèse d'espionnage nord-coréenne est seule retenue, et à New York, où les Observateurs permanents des deux Corée à l'ONU publient des communiqués accusateurs. Des manifestations monstres sont organisées à Séoul (plus d'un million de personnes y prennent part) ainsi que dans les grandes villes du pays. [RS 6 - 4.3.74]

Le 9 mai, deux hélicoptères de UNC en patrouille de routine le long de la limite sud de la DMZ, à la jonction des rivières Imjin et Han, reçoivent le feu d'armes automatiques nord-coréennes; un paysan sud-coréen est blessé par un éclat. Les tirs ayant été effectués à quatre reprises, il ne peut s'agir d'une erreur d'appré-

ciation. Grâce à des relevés radiogoniométriques, UNC prouvera que les tirs provenaient de la DMZ même, ce qui représente une double violation de l'AA. (RS 12 - 13.5.74 et 13 - 3.5.74)

A son retour de vacances, CvM rapporte, le 12.8.74 (RS 15), un certain nombre d'incidents qui se sont produits pendant son absence :

- 28. 6.74 : un bateau de la police maritime chargé de la surveillance des pêcheurs à proximité de la DMZ est coulé par une canonnière nord-coréenne;
- 2. 7.74 : un bateau nord-coréen de 3 t. ouvre le feu, au sud de Song Do (petite île située à proximité de Fusan, dans le sud du pays) contre un patrouilleur sud-coréen;
- 18. 7.74 : un charter Ebing 707 de la KAL, en difficulté de moteur, reçoit du feu nord-coréen alors qu'il se trouve à proximité de la DMZ avant de rentrer à Séoul;
- 20. 7.74 : un bateau nord-coréen de 40 t. est pris en chasse par un patrouilleur sud-coréen. Conformément aux ordres reçus, le bateau - ou ce qu'il en reste - est sauvé alors qu'il est sur le point de couler. Il est remorqué au port d'Inchon avec 5 hommes tués, le reste de l'équipage, probablement encore 5 hommes, a disparu;
- 24. 7.74 : un petit avion de tourisme sud-coréen rentre à sa base avec un impact de balle: il a reçu le feu de la DCA nord-coréenne alors que, pendant un court instant, il a survolé par mégarde le territoire de la DPRK.

Ces incidents sont portés à la connaissance de KPA-CPV MAC - dans le dernier cas [24. 7.74] avec des regrets pour violation de l'AA [survol du territoire de la DPRK] - et ne donnent pas lieu à la convocation immédiate de MAC meetings.

1975

Le 15 février, un incident naval se produit à environ 15 km. au sud de la prolongation de la MDL. Un patrouilleur nord-coréen a avancé ainsi vers le sud; repéré, il coule ainsi que le canot dans lequel les membres de l'équipage se sont réfugiés (seul un homme grièvement blessé est recueilli par la marine sud-coréenne). Des indices permettent de penser que l'incident était prémédité par le Nord dans le but d'amener les patrouilleurs sud-coréens dans la zone sous contrôle de leurs adversaires où d'autres navires les attendaient. La question est traitée le 21 février lors de la 353e séance MAC (RS 4 - 24.2.75)

En ce début de 1975, il semble que la DPRK veuille manifester son mécontentement à la suite des décisions de l'assemblée générale de l'ONU en multipliant les points de friction. Un nouvel incident naval se produit le 25 février au SO des "Cinq Iles" dans la Mer Jaune. Pour Pyongyang, la marine sud-coréenne a attaqué d'in-offensifs pêcheurs nord-coréens ce qui, selon les résultats de l'enquête conduite par UNC, est évidemment loin de la réalité. Pyongyang voulait apparemment créer un incident majeur ce qui n'a pas été le cas, la marine sud-coréenne obéissant aux ordres reçus de n'ouvrir le feu qu'en riposte à un tir ennemi. (RS 5 - 2.3.75). L'engagement naval a duré 9 1/2 heures et, à onze reprises, l'aviation nord-coréenne a survolé les "Cinq Iles". Seraient-ce, s'interroge CvM, des vols de reconnaissance en vue d'une action d'envergure contre cette région dont la possession est controversée ? Ceci d'autant plus que, le 24 mars, 30 avions de combat (probablement des MIG 21) se sont livrés, pendant cinq heures, à des vols systématiques et répétés au-dessus des îles. L'aviation sud-coréenne entre à son tour en action mais, révèle CvM, les deux parties agissent de manière très prudente: aucun coup de feu n'est tiré et il n'y a pas de confrontation directe. (RS 9 - 2.4.75)

Prétendant avoir pris cette embarcation pour un bateau-espion sud-coréen, les Nord-Coréens coulent le 2.3.75, dans la Mer Jaune, le "Shosei Maru", un bâtiment de pêche japonais. Deux pêcheurs sont tués, deux autres blessés. Pyongyang espérait-elle ainsi alimenter sa propagande à la veille de l'assemblée générale de l'ONU ? s'interroge CvM. (RS 23 - 3.9.75)

Le 5.10.75, un incident semblable se produit - incident au cours duquel des patrouilles aériennes et navales sud-coréennes coulent un bateau rapide nord-coréen. Faute de vestiges, l'incident ne peut être discuté par la MAC, ceci d'autant plus que l'action s'est déroulée dans les eaux internationales de la Mer Jaune au S-O de Mokpo. (RS 25 - 14.10.75)

1976 - 1979

Les incidents heureusement rares en soi, qui se produisent au cours de cette période, sont évoqués sous chi. 8.6. : séances de la Commission militaire d'armistice.

2.5. Atterrissage d'un MIG 15 nord-coréen en République de Corée

Voir également chi. 8.7.

Le 15.11.70, un MIG 15 se pose en catastrophe sur une plage de la côte est à 30 km environ au sud de la MDL. Alors que de pareils incidents sont toujours niés par Pyongyang - qui n'y voit que des actions de propagande du Sud - l'agence nord-coréenne d'information annonce sans retard la nouvelle de l'atterrissage du major Pak Song Gu en expliquant que le pilote a manqué de carburant et que, pris dans une couverture nuageuse (le ciel était alors clair sur toute la Corée !), il a cru discerner une piste de secours qu'il estimait être en DPRK. (RS 26 - 15.12.70). Cette affaire sera évoquée au cours de divers MAC meetings ainsi qu'en tête-à-tête entre les Senior Members KPA et UNC MAC, grâce aux bons offices de la NNSC.

On s'interroge longuement sur les raisons de l'entêtement mis par la DPRK à récupérer pilote et avion: l'opinion qui prévaut à FMJ est qu'il s'agit du fils d'un membre influent du parti communiste à Pyongyang. (RS 3 - 10.2.71)

Mis au bénéfice de conditions de vie avantageuses et d'une incorporation dans l'armée sud-coréenne - où il conserve son grade, en qualité de pilote de combat- le major Pak choisit donc de rester au Sud. Le MG Rogers (UNC) communique au MG Han Yong Op (PKA), au nom des autorités sud-coréennes, la décision du fugitif.

L'affaire du MIG 15 trouve ainsi son épilogue (RS 11 - 12.7.71) après avoir été évoquée une dernière fois dans une séance de la MAC (2.6.71) au cours de laquelle un film video de l'interview du major Pak est présenté à KPA-CPV MAC.

3. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DE COREE (DPRK)

3.1. Rappel de quelques événements survenus en DPRK

Dans ses rapports périodiques, le Chef dél. se fait l'écho des renseignements qu'il est en mesure de glâner sur l'évolution de la situation en DPRK et notamment sur les relations de cette dernière avec ses deux grands voisins, Chine et URSS, sujet qui a été effleuré sous chi. 1.2. et 1.3. Le rapporteur renonce à évoquer en détail ces mouvements pendulaires.

Après une interruption de neuf années, le 5e Congrès du parti populaire nord-coréen (Supreme People's Assembly) se réunit à Pyongyang du 2 au 13 novembre 1970. Le bureau politique - qui compte onze membres - présente un visage nouveau par suite de l'arrivée de sept nouvelles personnalités, ayant dépassé la soixantaine, expérimentées en politique ou en économie. Tous les membres formés en URSS - militaires ou civils - sont écartés du pouvoir. Dans son commentaire, CvM estime que la direction nord-coréenne prend ainsi ses distances à l'égard de l'URSS sans montrer des signes d'un rapprochement significatif vers la Chine. Kim Il Sung s'est entouré de vieux partisans sûrs; les militaires sortent affaiblis de ce remaniement. Le centre de gravité de la planification repose désormais sur l'économie (nouveau plan de six ans) et la politique. Dans son discours au congrès, le Premier Kim Il Sung réclame toutefois de nouveaux efforts militaires. A PMJ, on pense que ces éléments tendent à diminuer le danger d'une attaque contre le Sud. [RS 23 - 24.11.70]

1971

Le 25 juin est proclamé à Pyongyang - à l'occasion du 21e anniversaire du déclenchement de la guerre de Corée - le début d'un "Mois de lutte contre l'impérialisme américain." [RS 11-12.7.71]

1972

Après son voyage à Pékin, le Président Nixon se rend en mai à Moscou où, apparemment, tout se passe bien. Selon CvM, ces deux visites successives ont quelque peu ébranlé Kim Il Sung qui sent ses arrières moins sûrs. Il invite à Pyongyang des ténors de la presse américaine, dont Selig S. Harrison du "Washington Post". Dans les interviews qu'il leur accorde, le Premier revient sur son exigence du retrait des forces armées américaines de la ROK préalable à toute négociation. En fait, estime CvM, les objectifs ne sont pas changés mais, au cours des ans, la propagande nord-coréenne est devenue plus subtile [RS 15 - 13.6.72]

Des précisions sur cette interview sont données dans le RS 17, du 4.7.72. Voici les points principaux des déclarations de Kim Il Sung, telles que rapportées par Selig S. Harrison :

- "- If the South Korean Authorities are ready to have negotiations with us, face to face, we intend to advance various new proposals;
- "- To begin with, we consider it possible to evacuate military personnel and installations of the two Sides from the DMZ under an agreement between the two Sides with a view to easing tension.
- "- North and South Korea are now in a confrontation fraught with the danger of war breaking out if the trigger is pulled and to relax such a war atmosphere, I think they can reduce their armed forces by 150'000 men respectively under an agreement between the two Sides. It would be still more gratifying to reduce by 200'000 men respectively.
- "- This would be followed by a "no war" agreement between North and South and finally by mutual troop cutbacks to a common level of 100'000 men or fewer on the condition that US forces are withdrawn from South Korea."

Interrogé à l'effet de savoir s'il accepterait de rencontrer personnellement le Président Park, Kim Il Sung répond : "I can meet him if he desires to meet me."

Le 27.12.72, la "Korean Central News Agency" de Pyon-gyang publie les éléments essentiels de la réforme constitutionnelle votée par la 5e Assemblée suprême de la République démocratique populaire de Corée :

- Kim Il Sung est élu pour quatre ans en qualité de Chef de l'État (Président) à la place de Choi Yong-Gun. Il reste apparemment Secrétaire général du parti communiste nord-coréen. Comme jusqu'ici, il est désigné par le titre de "maréchal".
- C'est désormais Pyongyang - et non plus Séoul - qui est désignée comme capitale de l' "État coréen indépendant et socialiste".
- Les modifications intervenues dans la nouvelle constitution doivent faciliter la réunification. (RS 1 - 2.1.73)

1973

En automne 1973, la question coréenne est pendante devant l'assemblée générale des Nations Unies. Le 26 septembre, le gouvernement de la DPRK publie un volumineux "Memorandum for the independent, peaceful reunification of Korea." Il serait trop long de résumer ici cette prise de position nord-coréenne. Malgré la Déclaration conjointe du 4.7.72 (voir chi. 3.), la Corée du nord conteste à la Corée du sud la légitimité de parler au nom du peuple coréen tout entier et d'adhérer à l'ONU. Elle affirme au contraire : (p.4.) "... The Korean people founded the DPRK, the sole, legitimate

State of the Korean nation, in September 1948, through the general elections over the whole area of north and south Korea, in the nation-wide struggle against the colonial enslavement policy and nation-splitting manoeuvres of the United States and the South Korea reactionaries ..."

[p.33.] "... South Korea is not entitled to enter the United Nations because the South Korean "regime" is a bogus regime which was rigged up by foreigners and is maintained by the bayonets of foreign troops and South Korea is nothing but a complete colony and military base of a foreign country ..." [RS 21 - 8.10.73]

Dans son dernier rapport de l'année [RS 25 - 28.12.73], dans lequel il relate l'appui chinois apporté à la DPRK dans ses efforts de déstabiliser le gouvernement Park Chung Hee, CvM estime que l'un des dangers qui menacent la situation présente en Corée est l'incapacité dans laquelle la Corée du nord se trouve d'apprécier clairement les événements de Corée du sud (manifestations d'étudiants). Pyongyang, écrit-il, voit tout dans la perspective de la signification marxiste de l'histoire qui prédit la victoire absolue et finale des forces révolutionnaires. De plus, par la déification de Kim Il Sung, ses pensées politiques sont devenues des théorèmes quasi religieux. Il enseigne que le peuple sud-coréen aspire à une réunification avec le Nord et que seul le gouvernement de Park Chung Hee s'oppose - avec l'appui et la présence des forces armées américaines - à la réalisation de ce vœu. Dans ce contexte, estime CvM, les désordres provoqués par les étudiants sont salués comme étant la preuve éclatante de l'exactitude des idées de Kim Il Sung. Ils renforcent la croyance que le temps est presque venu de libérer le peuple sud-coréen opprimé sous le joug des agresseurs impérialistes américains.

1974

Le 25 mars, un coup de tonnerre éclate dans le ciel coréen : la "Supreme People's Assembly" de la DPRK vote l'envoi d'une lettre au Sénat et à la Chambre des représentants des États-Unis dans laquelle elle propose la signature d'un traité de paix entre la DPRK et les USA. Des négociations à "a higher level than those to the Military Armistice Commission now functioning at Panmunjom" peuvent s'ouvrir à PMJ ou dans une autre ville. Condition préalable, les points suivants devront être acceptés :

- "1. Both Sides shall pledge to each other not to invade the other
" Side and shall remove all the danger of direct armed conflict;
" the USA shall be obliged not to instigate the South Korean autho-
" rities to the war provocation manoeuvres and fascist repression of
" the South Korean people or patronize them, not to obstruct the
" north and the south of Korea in reunifying the country independent-
" ly and peacefully in accordance with the N-S joint statement and
" not to interfere in any form in the internal affairs of Korea;
"2. The two Sides shall discontinue arms reinforcement and arms
" race and stop introducing any weapons, combat equipment and war
" supplies into Korea;
"3. The berets of the "United Nations Forces" shall be taken off the
" foreign troops stationed in South Korea and they all be withdrawn
" at the earliest possible date along with all their weapons;
"4. Korea shall not be made a military base or operational base
" of any foreign country after the withdrawal of all foreign
" troops from South Korea."

Le ton de cette offre n'est pas particulièrement amical. C'est donc sans étonnement que l'on apprend, le même jour (25 mars), que Washington refuse la proposition en précisant qu'une paix séparée entre la DPRK et les USA, sans inclusion de la ROK, n'entre pas en considération et que l'affaire doit être réglée entre Coréens eux-mêmes.¹⁾

Le virage à 180° de la part de Pyongyang est surprenant. Il a peut-être pour but, estime CvM,
- de pousser le Congrès américain à faire pression sur le gouverne-
ment pour provoquer l'évacuation des forces armées américaines de Corée ;
- d'établir des conditions préalables favorables pour une reprise de la question coréenne devant l'assemblée générale de l'ONU (RS 9 - 1.4.74.)

Mais, se demande CvM, le pragmatique Kim Il Sung a-t-il vraiment attendu une réponse positive de Washington : tout permet d'en douter.

1) En fait, Washington se borne à refuser, par voie de presse, sans toutefois répondre officiellement à la proposition nord-coréenne. (RS 9 - 2.4.75)

1975

La visite que fait le Président Kim Il Sung à Pékin (R. - 23.4. et 7.5.75), au printemps 1975, inquiète le gouvernement ROK qui met en parallèle cette visite avec la débâcle au Vietnam. On craint à Séoul que la DPRK fasse une erreur dans l'évaluation de la situation en prenant pour acquis que les Américains ne tiendront pas les engagements pris à l'égard de leurs alliés coréens. (RS 11 - 30.4.75) - voir également chi. 2.3.

En analysant le communiqué conjoint publié le 29 avril à l'issue de cette visite, CvM est particulièrement intéressé par les sujets qui n'y apparaissent pas :

- l'Union soviétique n'est pas évoquée, directement ou indirectement,
- il en est de même du Japon,
- les thèses chères aux Chinois contre la tendance à l'hégémonie des grandes puissances sont "oubliées",

Le Chef dél. estime que

- si l'URSS n'est pas attaquée dans le communiqué, c'est parce que Kim Il Sung réalise que la Chine ne lui apporterait pas une aide active dans la conquête de la ROK; la possibilité reste ainsi ouverte de faire appel aux Soviétiques;
- les tirades usuelles à l'égard des "militaristes japonais" sont laissées de côté parce que Pékin est intéressée au développement de bonnes relations et qu'il en est en somme de même de la part de Pyongyang.

CvM est frappé des différences de ton et d'accusations à l'égard des Américains si on lit la presse nord-coréenne et que l'on assiste aux séances de la MAC ou, au contraire, si on apprécie les discours que prononce Kim Il Sung à Bucarest, Alger et Sofia. (RS 14 - 4.6.75). Bien que nombreux soient ceux qui estiment que la guerre est inévitable, CvM est amené à penser, notamment en prenant connaissance du communiqué conjoint algéro-coréen (2.6.75), que Kim Il Sung prépare une offensive politique plutôt que militaire en cherchant à obtenir des pays non-alignés une décision de la 30e assemblée générale de l'ONU favorable au retrait des forces américaines de Corée. (RS 15 - 17.6.75.)

1976

Au début du printemps, CvM rapporte que la propagande nord-coréenne est particulièrement active; elle tente d'intéresser les pays en voie de développement en faisant appel à leurs sentiments

anti-colonialistes. Pour Pyongyang, la présence américaine en Corée et l'appui apporté à un gouvernement qui n'est pas censé représenter les aspirations légitimes du peuple sont des signes tangibles de "colonialisme" exercé par Washington sur la République de Corée. Les Etats-Unis veulent la guerre sur la péninsule : c'est l'une des thèses préférées et répétées à satiété par le gouvernement de Kim Il Sung. (RS 5 - 22.3.75)

Probablement en prévision de la conférence des pays non-alignés qui doit se tenir à Colombo du 13 au 19 août, la DPRK publie, le 5 avril, une "Déclaration du gouvernement de la Corée du nord sur le sérieux de la situation" :

"...The bellicose American generals are boasting that they would wipe us out in the initial stage of war through the mobilization of gigantic war power and they would occupy the whole of Korea by means of a "5-day march to the North". All these statements are typical of imperialists. Only imperialists can perpetrate such acts on the eve of a war of aggression, they are about to trigger. These acts are reminiscent of the situation that existed in 1950 when the US touched off the Korean war ..."

1977

Le gouvernement de la DPRK attend beaucoup de la nouvelle administration Carter qui, au cours de la campagne électorale s'est exprimée sur le problème coréen. Ces espoirs apparaissent dans l'interview que le Président Kim Il Sung accorde, le 23 avril, au rédacteur en chef du journal japonais "Yomiuri Shimbun". CVM y consacre son RP 4, le 9.5.77 :

"... In his campaign pledges, Carter said he would withdraw US troops from South-Korea and would denounce a regime that tramples on human rights and recently he announced the lift of the ban on travel to some countries including the DPRK. All this can be regarded as a favourable attitude towards our country. But the problem is, what he said in his campaign pledges differs from what he has done since..."

Kim Il Sung se montre critique à l'égard de ce qu'on lui rapporte de déclarations émanant non du Président Carter personnellement mais de son entourage :

- le retrait des troupes américaines est prévu dans un délai de 4 à 5 ans (Carter est élu pour quatre ans);
- l'aviation américaine restera en Corée après le retrait des forces terrestres;
- le retrait américain s'effectuera avec l'approbation totale des "autorités sud-coréennes" et du gouvernement japonais.

En ce qui concerne la poursuite du dialogue N-S, le Chef de

l'Etat déclare :

"... As for the dialogue between the North and the South, we consider that we cannot have it with the South-Korean authorities as long as they pursue a policy of fascist suppression as now. But if they give up the "anti-communist" slogan, renounce the policy of suppression against the South-Korean democrats, discard the "two Koreas" plot and sincerely want reunification, cease to increase military forces, give up the policy of detaining the foreign troops in South-Korea and stop increasing tension in South Korea, we can have a dialogue with the democratic republican party, too ..."

Le programme est clair, aussi l'optimisme n'est-il guère de mise, ce que le RP 5, du 5.12.77, permet à nouveau de constater: devant l'intransigeance totale des uns et des autres, c'est toujours l'impasse.

CvM consacre une partie importante de son RS 5, le 11.4.77, à l'évolution des relations entre l'URSS et la DPRK à la suite de la visite que le Premier Ministre Park Sung Chul a faite à Moscou en janvier, visite qui s'est traduite par la signature d'un "Protocol on Trade and Exchanges" aux termes duquel l'URSS investirait en DPRK près de \$ 400 mio. en exécutant quinze projets (aciérie, centrale thermoélectrique, raffinerie, fabrique d'aluminium, etc.)

Par ailleurs, on parle de plus en plus fréquemment de la préparation de la succession de Kim Il Sung, maintenant âgé de 65 ans et que l'on soupçonne être atteint d'une tumeur maligne. On sait que son choix s'est porté sur Kim Chong Il, fils de sa première femme, choix qui ne va pas sans soulever nombre d'oppositions. (On parlera même d'un attentat manqué qui aurait laissé Kim Chong Il handicapé physiquement ?)

Le 1er août, la Corée du nord proclame avec effet immédiat, sous la signature du Commandant des forces armées nord-coréennes, l'extension de ses frontières militaires sur mer à une distance de 200 miles sur la Mer Jaune et à 50 miles sur ses côtes est. Cette décision crée des soucis pour UNC qui exerce le contrôle militaire sur les "Cinq Iles". UNC MAC déclare, le 2 août, à KPA-CPV MAC :

"The UNC will continue to observe the military armistice and expects the North Korean Side to do the same. There will be no change in our operations in international waters and air-space." (RS 13 - 8.8.77)

1978

Dans son RS 11, du 15.5.78, CvM rapporte au sujet de la visite à Pyongyang de Hua Kuo Feng (5-9 mai). L'hôte chinois, dans un discours public, attaque l'impérialisme américain qui occupe la Corée du sud et poursuit une politique de partage de la Corée. La DPRK est le seul État coréen légal et souverain. La Chine ne reconnaît pas les autorités sud-coréennes. Pour le Chef dél., ces deux prises de position chinoises sont importantes. Est-ce un calmant servi à Kim Il Sung, inquiet de la politique prudente suivie par la Chine à l'égard des États-Unis ? s'interroge CvM car la DPRK compte sur l'entier soutien chinois en cas de guerre.

A diverses reprises dans ses rapports, CvM cherche à évaluer la position de la DPRK à l'égard de ses deux protecteurs et voisins, Chine et URSS. Comme il s'agit généralement d'informations fragmentaires, le rapporteur ne s'en est pas systématiquement fait l'écho car, souvent, les indices sont trop ténus et les renseignements difficiles à recouper avec certitude. Ce qui apparaît clairement toutefois c'est le fait que les deux Grands continuent à apporter une aide matérielle à la DPRK, approuvent en général sa politique à l'égard de la question coréenne mais évitent de prendre des engagements qui permettraient à Kim Il Sung de se lancer dans une aventure militaire contre la Corée du sud. (Attitude somme toute similaire à celle des Américains à l'égard de la ROK, dont ils contrôlent les approvisionnements en carburants et en aviation !)

Dans son RS 19, du 4.9.78, CvM cite des extraits de discours de délégations chinoises en visite en DPRK à l'occasion du 33e anniversaire de la libération de la Corée des forces d'occupation japonaises.

C'est dans le contexte de ces relations qu'il faut relever le geste soviétique à l'égard du Ministre sud-coréen pour la santé et les affaires sociales en lui accordant, ainsi qu'à deux journalistes, des visas leur permettant de participer à la conférence internationale d'Alma Ata sur les soins de santé primaire. Au même moment, le Ministre tchécoslovaque du commerce extérieur se serait enquis officiellement auprès de la Chambre coréenne du commerce et de l'industrie au sujet de la possibilité d'établir des relations commerciales avec la République de Corée. (RS 20 - 10.9.78)

Dans son "Rapport historique" lu à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la DPRK (9 septembre), Kim Il Sung propose aux Etats-Unis, sous réserve de quelques conditions (inacceptables !) de commencer des discussions au sujet de la réunification de la Corée. Réponse du porte-parole du Département d'Etat américain : notre position n'a pas changé; nous sommes prêts à entamer des discussions avec la Corée du nord mais seulement à la condition que la République de Corée y participe à part entière. Le gouvernement américain invite par ailleurs le gouvernement de la DPRK à reprendre des discussions directes avec la ROK. (RS 21 - 25.9.73)

La mise en activité du "South Korea - US Combined Forces Command" (CFC) soulève des protestations non seulement à Pyongyang mais aussi à Pékin où l'on demande que les Etats-Unis mettent enfin en pratique la résolution "coréenne" que l'assemblée générale de l'ONU a acceptée en novembre 1975. A Moscou, la visite à Séoul du Secrétaire à la défense H. Brown soulève également des critiques : "Le Pentagone a entrepris une nouvelle action qui doit rendre impossible la solution du problème coréen" écrivent les "Isveztiya".

1979

Dans son RS 3, du 22.1.79, CvM annonce la signature d'un protocole soviéto-coréen, le 31.12.73, au sujet de l'utilisation du port nord-coréen de Najin par la flotte marchande soviétique. Ce port a été aménagé par les Russes et, en 1978, le mouvement des marchandises y a atteint 800'000 tonnes. L'aide soviétique a également été apportée pour la modernisation des ports de Nampo et de Haeju. Le Chef dél. rappelle, à cette occasion, l'importance stratégique de la péninsule coréenne car la puissance qui la domine peut ipso facto contrôler le détroit de Tsushima qui la sépare du Japon. Une Corée neutre - divisée ou unifiée - sert donc les intérêts communs de la Chine et de l'URSS, estime CvM.

3.2. La préparation militaire de la DFRK

Dans sa déclaration sur l'état de danger, le 6.12.71, le Président Park Chung Hee apporte les éléments d'appréciation suivants sur le sujet :

Un corps spécial de près de 700'000 jeunes gardes rouges est formé au sein de la milice nord-coréenne, ce qui représente le 50% des effectifs de cette dernière. Armés et entraînés, ces hommes pourraient combattre, en cas de guerre, dans les rangs de l'armée régulière.

Si cette nouvelle est exacte, écrit CvM, elle représenterait un renforcement de près de 200% de l'armée, dont les effectifs sont estimés à 390'000 hommes, et assurerait à la DFRK une supériorité sur la ROKA, dont les 650'000 hommes sont très bien entraînés mais relativement insuffisamment armés.¹⁾ Par leur engagement au Vietnam, les troupes d'élite de la ROKA ont par contre acquis l'expérience du combat, expérience qui fait défaut au Nord.

Au cours de l'année 1971, le nombre des fortifications construites au nord de la MDL aurait passé de 70 à 200.

Pourtant, dans son discours du nouvel-an, le Premier Kim Il Sung cherche à montrer clairement que la DFRK n'a nullement l'intention de déclencher une attaque-surprise contre le Sud. Cette volonté est confirmée au cap. Willi, Suppléant CH NNSC, au cours du déjeuner qui lui est offert au MAE à l'occasion de sa visite à Fyongyang.

Dans son RS 1, du 11.1.72, qui fait état de ce qui précède, CvM conclut par cette phrase :

"... Es klingt trotz allen Erklärungen über den defensiven Charakter der Nordkoreanischen militärischen Vorbereitungen doch einigermaßen wie ein Ultimatum".

1975

Le 30 janvier, le LG Hollingworth, Commandant en chef du 1er Corps (ROK-US), lance un pavé dans "la mare aux canards" de l'opinion publique coréenne en déclarant à un groupe de journalistes américains et sud-coréens : "nous avons des indices que 13 tunnels

1) Note du rédacteur : au fil des rapports et des renseignements récoltés, les chiffres sont susceptibles de varier; ils doivent dès lors être considérés comme des ordres de grandeur, plutôt que comme des chiffres absolus.

se trouvent dans la DMZ ; nous cherchons actuellement deux tunnels et travaillons avec précaution pour les trouver" [voir chi. 8.5.] Il va plus loin en relevant certaines faiblesses de l'armée sud-coréenne mais surtout en dévoilant que, depuis quelques mois, les Nord-Coréens ont construit, le long de la DMZ, de nombreux bunkers, aux murs de béton de 120 cm d'épaisseur, dans lesquels des pièces d'artillerie lourde sont en position. Ces canons seraient en mesure d'atteindre des objectifs jusqu'à 15 km au sud de Séoul, ce qui aurait pour effet de neutraliser l'artillerie américaine et sud-coréenne dans la région située au nord de la capitale. [RS 3 - 3.2.75]

1976

Le bulletin de la KCNA, du 29 avril, annonce qu'au vu de la tension qui existe en Corée, la DFRK consacre une somme d'environ \$ 895 mio. pour le budget de la défense, soit 16,5% du budget total de \$ 5'422 mio. [RS 9 - 3.5.76.]

1978

Dans une conférence de presse à son QG, le LG Cushman, Commandant du 1er Corps (ROK-US) - qui, rappelons-le, assure la défense des deux corridors d'accès à Séoul - déclare que la DFRK a considérablement augmenté son potentiel de transports de troupes par voie aérienne. Selon les renseignements en possession des Américains, la Corée du nord disposerait de 270 avions permettant le transport simultané de 3'890 hommes dans des actions de guérilla et pour d'autres manoeuvres. Au plan naval, la DFRK dispose de 120 torpilleurs, de 51 barges de débarquement (LCFF), de 65 navires armés pour le soutien d'opérations de débarquement ainsi que de 128 bateaux de pêche suffisamment grands pour permettre le transport de troupes [plus de 18'000 hommes]. 60'000 hommes (5'000 en 1968) ont été entraînés pour des opérations de guérilla ou de sabotage. 16'700 hommes, groupés en cinq brigades, forment un corps spécial de combat derrière le front. [R 3 - 30.1.78]

3.3. Détournement d'un avion des Korean Air Lines (KAL) en DPRK

A fin 1959, un avion des lignes aériennes sud-coréennes est détourné en Corée du nord.¹⁾

Le 14.2.70, après des négociations menées par le CICR - et avec seulement un bref préavis - 39 passagers (sur 51 citoyens sud-coréens que transportait l'avion) - sont rendus aux autorités sud-coréennes à Panmunjom. Les quatre membres de l'équipage et les autres passagers - par libre choix, affirme-t-on à Fyongyang (RS 20bis - 12.10.70) - de même que l'avion et son fret restent en DPRK.

CvM exprime l'avis que l'issue de cette affaire a probablement été retardée par la campagne de propagande menée au Sud contre la prétendue livraison à la DPRK, par le Japon, de bacilles de cholera et d'autres maladies. (RS 3 - 17.2.70)

Il est rappelé que, sur instructions de Washington, UNC avait refusé de saisir la MAC de cette affaire civile; la question de la restitution du solde des passagers et de l'équipage est toutefois évoquée au cours de la séance des Secrétaires MAC, le 5.3.70 : le Nord, à son tour, maintient que la question ne concerne pas la MAC et qu'elle est définitivement réglée par la décision des passagers et de l'équipage de rester en Corée du nord.

1) Faute de renseignements au sujet des conditions de ce détournement, le rédacteur doit se limiter à rappeler les circonstances dans lesquelles l'incident a été "réglé" ?

3.4. Reconnaissance de la DPAK par la Suède.

En mars 1973, le général Carl E. Almgren, Commandant en chef de l'armée suédoise, est l'invité des autorités militaires de la ROK. Le bruit court avec persistance, à Séoul, d'une prochaine reconnaissance de P'yongyang par Stockholm, aussi les Sud-Coréens exercent-ils une certaine pression sur leur hôte qui, apparemment, ne connaît pas exactement les projets de son gouvernement : UNC n'organise pas de manifestation ni de réception en son honneur. (RS 5 - 19.3.737

Le 7 avril 1973 est publiée la nouvelle de la reconnaissance de la DPAK par la Suède. On jubile au Nord : "la décision des cinq pays nordiques de reconnaître diplomatiquement notre pays est un succès positif de notre parti et du gouvernement de notre République en matière de politique étrangère et de développement de nos relations avec l'étranger ..." CvM ne signale pratiquement pas de réaction officielle à Séoul. Le MG Bruzelius, Membre SW NNSC, est en voyage en Chine (RS 8 - 10.4.73]

Le 23 avril, CvM apprend toutefois que le gouvernement ROK a rappelé son ambassadeur à Stockholm. (RS 9 - 24.4.73]

3.5. Reconnaissance de la DPRK par la Suisse

En 1971-72 (visites à Pyongyang et entretiens à Kaesong), les Nord-Coréens insistent sur l'importance des contacts établis avec la délégation suisse NNSC qui contribuent à développer la compréhension entre les deux pays. De son côté, la DPRK continuera à s'efforcer d'élargir son amitié à l'égard du peuple suisse. (RS 20 - 26.7.72.)

1973

Le 21.8.73, l'Agence nord-coréenne d'information (KCNA) publie un communiqué conjoint au sujet de l'accord signé à Berne le 14.7.73 relatif à un échange de missions commerciales entre la DPRK et la Confédération suisse. (R. - 27.8.73)

1975

La question - qui n'est évidemment pas du ressort de la délégation suisse à la NNSC - n'est évoquée que sporadiquement par CvM notamment lorsqu'il rapporte ses entretiens avec le Senior Member KPA-CPV MAC. L'établissement de relations diplomatiques intervient à fin 1974 et le MG Han Ju Kyong - qui revient à PMJ après une absence d'une certaine durée - déclare à CvM, le 27.12.75, "que c'est l'un des événements les plus importants qui se soit passé depuis son départ." Par ailleurs, le "Rodong Shinmun" publie, le 20.12.75, un article pour marquer le premier anniversaire de ces relations. (RS 32 - 29.12.75)

1976

Le 27 février, CvM est invité à déjeuner à Kaesong en tête-à-tête avec le MG Han Ju Kyong. Pendant plus de deux heures, le Chef dél. doit écouter patiemment la répétition des thèses si souvent exposées par son hôte au sujet de la question coréenne. Puis, pendant quarante minutes, le général nord-coréen tente de convaincre CvM que, depuis l'établissement de relations diplomatiques entre Berne et Pyongyang, une situation nouvelle a ainsi été créée et qu'en conséquence, il a le devoir d'apporter son appui au point de vue nord-coréen et, plus particulièrement, à la lettre qui vient d'être adressée à la NNSC [voir chi. 9.2.] C'est la première fois depuis qu'il est à PMJ - relève CvM - qu'un Senior Member KPA-CPV MAC tente ainsi de l'influencer. Le lendemain, ce sera le tour au Membre suédois NNSC d'être reçu à Kaesong. (RS 4 - 9.3.76.)

3.5.1. Comité suisse de soutien à la réunification de la Corée

Le 10 avril 1976 se fonde à Berne - sous la présidence d'Eduard Hafner, secrétaire général des organisations progressistes de Suisse, et d'autres "personnalités" - un "Comité suisse de soutien à la réunification de la Corée". A cette occasion, une lettre est adressée "to the great Leader Comrade Kim Il Sung" ; elle commence en ces termes :

"We, representing our boundless reverence, extend warm greetings to Your Excellency President Kim Il Sung, the great Leader of the Korean people, in connection with the inauguration of the Swiss Committee for supporting Korea's reunification ..."

CvM relève que la forme et le contenu de cette lettre, sont identiques aux termes des communiqués de la KCNA, aussi se demande-t-il si elle n'a pas été écrite par les représentants de la DPRK en Suisse.¹⁾

Le 13 avril, ce sera au tour de Genève de créer un Comité genevois de soutien à la réunification de la Corée (seul un bref communiqué est publié à ce sujet par la KCNA.)

Au cours de l'été, le Chef dél. transmet à Berne les communiqués nord-coréens qui tentent à prouver qu'une partie tout au moins de la population suisse soutient les thèses de Pyongyang. Dans son commentaire, du 21.6.76, CvM estime que la publicité donnée à la création de ces comités montre l'importance que la DPRK attachait à l'établissement de relations diplomatiques avec la Suisse.

1973

Le conseiller national Jean Ziegler est invité à Pyongyang. La KCNA rapporte, le 10.3.73, comme suit à ce sujet :
"Prof. Jean Ziegler, vice-chairman of the Geneva Committee for

1) Exemple de ce style : extrait d'un discours d'Eduard Hafner tenu lors du "International scientific symposium on the Juche idea" à Antananarivo :
"... We fully approve the following principles defined by the Juche idea - one should oppose flunkeyism and dogmatism and map out independently one's general line and policies, and one should shape a creative line and each country should find an original solution suitable to its historical and social conditions, and the masses of the people should be actively drawn into all courses of revolution, and greatest importance should be attached to man, who is the master of everything and decides everything ..."

supporting Korea's reunification, who is a socialist member of the parliament of the Confederation of Switzerland and vice-chairman of the commission of foreign affairs of the parliament, arrived in Pyongyang on August 3 by plane. In the evening, the Korean Committee for solidarity with the world people arranged a party at the people's palace of culture in his honor ... Speaking next, Jean Ziegler said that the Korean people stand on the fore front of the anti-imperialist struggle and set an example for the world people. Noting that the imperialists are raising a row against Korea through mass media, the Swiss people are well aware of the justness of the struggle of the Korean people and the international organizations in Geneva have a correct understanding of the Korean's cause. We admire the devoted struggle of the Korean people for the reunification of the country ..."

Le 11 août, Jean Ziegler arrive à PMJ où, faute d'avoir été prévenu à temps [tard la veille à l'occasion d'une visite à Kaesong, seulement], le Chef dél. est dans l'impossibilité de se rendre dans la JSA [il a un rendez-vous à Séoul]. Le conseiller national est accompagné du MG Han Ju Kyong, Senior Member KPA-CPV MAC. Ce sont donc le cap. Trachsel, Adjoint, et deux officiers qui rencontrent le visiteur à Panmunjom. Ils exprimeront tous trois leur étonnement devant le manque de préparation et la méconnaissance de la situation dont fait preuve le prénommé ¹⁾ qui prétend être chargé d'une mission d'information du Conseil fédéral et qui a désiré rencontrer les membres de la délégation pour "Mal zu sehen, was: jene NNSC-Schweizer eigentlich machen." Au cours de l'entretien, il demande où il pourrait prendre connaissance des rapports de la délégation ... à Berne, bien sûr !

CvM adresse au Secrétaire général du Département, le 13.8.73, un rapport circonstancié sur cette visite et sur l'étonnement qu'il provoque.

1) Le 20.3.70, M. Jean Ziegler a adressé au rédacteur du présent rapport le bref message suivant : "J'apprends votre nomination à la tête de la mission en Corée. J'ai été en Corée (du Nord) et je mesure l'extrême importance du poste que vous assumez ...". L'entretien avec les membres de la délégation semble donc avoir produit l'effet escompté !

4. RAPPROCHEMENT SINO-AMERICAIN ET SON INCIDENCE SUR LA COREE

C'est le 5 août 1971 seulement que le peuple nord-coréen apprend, de la bouche de Kim Il Sung, l'établissement de contacts entre Washington et Pékin [le Prince Sihanouk est en visite à Pyongyang] :

"Nixon made public some time ago his plan to visit China. This means that the hostile policy towards China, which the US imperialists have recklessly pursued for more than 20 years to check by force the course of great revolutionary changes in China, representing nearly a quarter of the world population, has eventually gone to complete bankruptcy and this denotes that the US imperialists have at last succumbed to the pressure of the mighty anti-imperialist revolutionary forces of the world. As the imperialist aggressors, who had suffered a defeat in the Korean war in the past came out to Panmunjom with a white flag, so Nixon is, in the end, going to turn up in Peking with a white flag." [RS 14 - 10.3.71]

Dans son RS 19, du 28.9.71, le Chef dél. rapporte l'interview accordée par Kim Il Sung au quotidien japonais "Asahi Shimbun". Selon le Premier nord-coréen, une certaine détente devrait résulter de la rencontre Nixon - Chou En Lai. Élément particulièrement intéressant : Kim Il Sung aurait déclaré être prêt, dans l'intérêt de la réunification de la Corée, à renoncer aux accords conclus entre Pyongyang, Moscou et Pékin, si la République de Corée se déliait de son alliance avec les Etats-Unis.

1972

En février 1972, la visite du Président Nixon à Pékin est un sujet de discussion fréquent en Corée. A Pyongyang, le "Rodong Shinmun" [organe du parti ouvrier populaire nord-coréen] fait état de la pression économique qu'exerceraient les Etats-Unis et le Japon pour freiner le développement de la DPRK [des négociations économiques entre Tokyo et Pyongyang paraissent prématurées au gouvernement Sato]. Puis le journal attaque violemment Nixon [qui voyage avec un drapeau blanc dans une main et une sébille de mendiant dans l'autre] mais évite de mentionner la Chine.

Quelques jours plus tard, l'agence officielle d'information [KCNA] rapporte de manière étonnement factuelle les événements de Pékin; on admet que la Chine a exercé une certaine pression sur la DPRK.

Au Sud, la réaction réside dans l'attente du résultat des discussions sino-américaines. Le Président Park Chung Hee rappelle que la ROK continue à vivre sous la menace d'une attaque nord-coréenne et que la vigilance reste de rigueur. Le Chef de l'opposition, Kim Dae

Jung ¹⁾ de son côté, fait diverses propositions en vue de la réunification : il croit notamment en une adhésion des deux Républiques coréennes à l'ONU; il prône l'échange de journalistes, de sportifs et d'artistes et estime que chaque Partie devrait être libre d'écouter les émissions radiophoniques de l'autre. Il propose l'élargissement de la zone démilitarisée de 4 à 10, voire à 20 km et sa surveillance par une commission formée des quatre grandes puissances.
[RS 7 - 29.2.72]

Le communiqué conjoint Chou - Nixon est publié sans commentaire le 27 février à Pyongyang et le 23 à Séoul. Deux paragraphes concernent spécifiquement la Corée :

- d'une part, les Etats-Unis maintiendront leurs relations étroites avec la ROK et poursuivront leur assistance. Ils appuient les efforts de la République de Corée en vue d'une détente et d'une amélioration des conditions dans la péninsule coréenne;
- d'autre part, la Chine soutient expressément le programme en huit points pour la réunification pacifique de la Corée, formulé par la DPRK le 12 avril 1971, ainsi que la prise de position au sujet de la dissolution de l'UNCURK.

Le 5 mars, le "Rodong Shinmun", dans un long article, voit dans ce communiqué une grosse défaite pour les Etats-Unis qui "ont dû plier le genou devant la grande puissance de la République populaire de Chine."

CvM relève de son côté que l'attitude chinoise est plus conciliante que celle de son représentant à l'assemblée générale de l'ONU à fin 1971 [RS 3 - 21.3.72]

1973

Le 15 décembre 1973, le Président Carter annonce l'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis d'Amérique et la République populaire de Chine. Réactions différentes, mais complémentaires, de nos observateurs sur place : "... ni positive, ni négative", écrit notre Chargé d'affaires à Séoul "mais expectative. On espère que les Américains ont raison lorsqu'ils déclarent que les Chinois, comme d'ailleurs les Japonais, exerceront une influence modératrice sur le Chef des Nord-Coréens Kim Il Sung ...". "Inquiétude au

1) Aux dernières élections présidentielles, Kim Dae Jung a obtenu 40% des voix et Park Chung Hee 30%.

sein de la direction militaire sud-coréenne, comme aussi du gouvernement" écrit à son tour CvM (RS 1 - 1.1.79). En prenant la décision de retirer ses forces armées de Corée sans exiger en retour quoi que ce soit des Nord-Coréens, le Président Carter ne va-t-il pas abandonner la ROK comme il a laissé "tomber" Taïwan ? A Washington, le Sous-Secrétaire d'Etat Holbrook se refuse à confirmer que la normalisation des relations avec Pékin ne modifiera pas la politique américaine à l'égard de la République de Corée. On suit donc avec intérêt la réaction de P'yongyang à ce sujet, réaction prudente que l'on perçoit dans un article du "Rodong Shinmun" du 23 décembre qui salue la décision sino-américaine :

"... We think that if the US intend to seek no hegemony in the Asia-Pacific region or in any other region of the world, it should not seek in Korea either ... it should, above all, do something good, helpful toward the reunification of Korea ... our people will preserve peace in Korea and solve the question of national reunification in a peaceful way ..."

Et de rappeler "l'enseignement" du Grand Leader :

"... If the US troops are withdrawn from South Korea, we are ready to make arrangements with the US side to remove the danger of a new war and guarantee a lasting peace in Korea ..."

"... Since the US" (et non plus "the imperialist aggressors") in opening diplomatic relations with China, pledged no to seek hegemony in Asia-Pacific region or in any other region of the world, to terminate the mutual defense treaty between the US and Taïwan and withdraw its troops from Taïwan in the near future there is no ground that it cannot do the same thing in South Korea ..."

La présence américaine fut et reste donc le talon d'Achille pour la République populaire démocratique de Corée !

Très tôt, toutefois, Pékin réagit et, le 14 janvier, Ten Hsiao Ping déclare publiquement que la Chine n'a pas l'intention de s'immiscer dans les négociations Nord-Sud. (RS 3 - 22.1.79). Il semble plutôt qu'elle s'emploie à éviter que la DPRK subisse la seule influence de l'URSS. (voir chi. 3.1.)

5. LA QUESTION COREENNE DEVANT L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le lecteur se souvient que, par sa résolution 195, du 12.12.48, l'ONU - après avoir supervisé les élections - a reconnu le gouvernement de la République de Corée (ROK) comme gouvernement légal de la Corée.

En 1973, la question coréenne est portée à l'ordre du jour de la 28e assemblée générale de l'ONU. DPRK et ROK présentent leurs arguments respectifs sous forme de memorandums (voir chi. 2.1. et 3.1.)

Dans son rapport du 29.9.73, CvM rappelle que deux résolutions sont déposées sur le bureau de la Première Commission [politique] :

1. Une résolution "occidentale" qui
 - salue le dialogue Nord-Sud,
 - appuie la proposition de l'UNCURK de mettre fin à sa propre existence,
 - forme l'espoir que les deux Corée soient admises aux Nations Unies et que les forces armées de l'ONU soient maintenues en Corée.
2. Une résolution "communiste" [version légèrement modifiée de la résolution "algérienne" de 1972] qui demande ["teilweise im typischen nordkoreanischen propagandistischen Still" - CvM]
 - la dissolution de l'UNCURK,
 - que le droit à l'usage du drapeau des Nations Unies soit retiré aux forces armées étrangères en Corée du sud et que UNC soit dissout,
 - que toutes les forces armées étrangères stationnées en Corée soient retirées,
 - propose le rejet d'une admission simultanée des deux Corée et, au contraire,
 - l'adhésion à l'ONU de la "République fédérale de Koryo", formant un État unique constitué par les deux parties du pays,
 - la conclusion d'un traité de paix entre le Nord et le Sud,
 - la réalisation d'une réunification par des échanges sur différents plans entre le Nord et le Sud,
 - le rejet de toute immixtion extérieure.

Seule la proposition de constitution d'une république fédérale est une idée neuve.

La décision de compromis prise par la Commission politique de l'ONU, le 20 novembre (R. - 23.11.73) ne satisfait pleinement ni le Nord ni le Sud, même si chaque Partie clame victoire. La République de Corée ne devient pas membre de l'ONU, le drapeau des Nations Unies continuera de flotter sur les troupes américaines dont le retrait n'a pas été décidé : cela contrarie la DFRK qui, dans ce domaine, subit un revers sérieux. Malgré cela, pour Pyongyang, c'est tout de même une "grande victoire" :

- la Corée du nord a pu désigner un Observateur permanent auprès du Secrétaire général de l'ONU;
- elle a été habilitée à prendre part à la discussion de l'assemblée générale sur la question coréenne ;
- l'UNCURK est dissoute ;
- l'Accord Nord-Sud du 4 juillet 1972 est reconnu et par là même les trois principes concernant la réunification de la Corée comme base pour la poursuite des efforts dans ce sens.

La reconnaissance de l'Accord précité est considéré par CvM comme un succès de la politique chinoise car son acceptation par les deux Parties en cause n'allait pas de soi. Et ce serait précisément sous la pression de Pékin et de Washington que Pyongyang et Séoul ont accepté le compromis.

1974

En fin d'été se dessinent les manoeuvres au sujet de la discussion de la question coréenne à l'ONU (29e assemblée générale) et CvM se fait l'écho des renseignements qu'il recueille et des réflexions qui en résultent. Le RS 17, du 2.3.74, s'étend longuement sur ce sujet et le rédacteur se borne à y faire référence.

Le 28 octobre, CvM rapporte que selon des membres de CFV MAC à Kaesong, l'URSS et la Chine envisagent toutes deux d'obtenir de l'assemblée générale une décision de retrait de Corée des forces armées de l'ONU et non seulement la suppression de la notion de "Unified Command". Pour le Chef dél., un compromis ne paraît guère possible à cause de la Chine :

- qui, en vertu des assurances données à Pyongyang, ne pourrait se contenter de la suppression du chapeau de l'ONU placé sur les troupes américaines en Corée et
- qui, selon toute vraisemblance, est opposée à la solution des "deux Corée".

Dans les actes mis à sa disposition, le rédacteur n'a pas trouvé, comme l'année précédente, des précisions quant à la manière dont fut traitée la question coréenne par la 29e assemblée générale de l'ONU à fin 1974. Citant le bulletin KCNA no 359, du 25.12.74, CvM rapporte que le gouvernement de Fyongyang compense son échec, en ce qui concerne la dissolution d'UNC et du retrait des forces armées américaines de Corée,

- en affirmant que le résultat du vote sur "sa" résolution (la résolution "algérienne") devant la Commission politique représente un succès car, à cette occasion, elle a reçu plus de voix (49) que lors des votes antérieurs concernant la question coréenne et
- en déclarant qu'il n'acceptera jamais la résolution fabriquée par les Américains avec l'aide de quelques pays sous-développés (!) qui tend au maintien des forces armées américaines en Corée et la division du pays. [RS 24 - 30.12.74]

1975

Le 27 juin, le Secrétaire général des Nations Unies reçoit, de la délégation canadienne, un projet de résolution dans lequel le Conseil de sécurité est invité à encourager les deux Parties coréennes à reprendre le dialogue dans les meilleurs délais
"... in order that the United Nations Command maybe dissolved in conjunction with appropriate arrangements to maintain the Armistice Agreement."

Les Nations Unies

"expresses the further hope that the above-mentioned discussions will be completed and alternative arrangements for maintenance of the AA will be made in order that the UNC may be dissolved on January 1, 1975."

Les documents annexés au projet font apparaître

- que les Etats-Unis, en consultation avec le Gouvernement ROK, sont prêts à mettre un terme ("terminate") au UNC et
- que des officiers sud-coréens "as successors in command" devraient être désignés pour assurer le maintien de l'AA.

Dans son commentaire, CvM estime d'emblée que les Nord-Coréens, pas plus que les Chinois, ne sont prêts à accepter une solution qui

- permettrait aux Etats-Unis de conserver leur influence sur les événements futurs de Corée,

- donnerait à des officiers supérieurs sud-coréens, et par voie de conséquence au gouvernement de Park Chung Hee, la possibilité non seulement de se maintenir à la barre mais aussi de se présenter comme des partenaires dans les discussions avec les Nord-Coréens.

A Panmunjom, on est bien conscient des modifications que l'acceptation d'une telle résolution entraîneraient pour la NNSC. [RS 17 - 30.6.75].

Dans son RS 21, du 18.8.75, CvM livre ses commentaires à la suite du refus opposé par le Conseil de sécurité à la demande d'adhésion présentée par la République de Corée [1949, 1955, 1957 et 1958]. Le Chef dél. se demande si Séoul a été assez "naïve" de croire que la demande d'adhésion présentée par les deux Vietnam était susceptible de créer un climat favorable à sa demande.

Au même moment, Pyongyang poursuit une "offensive de paix" à l'égard des Etats-Unis en remettant à l'homme de confiance du Premier japonais une lettre à l'adresse du Président américain. Et le 8 août, est déposé un projet de résolution portant la signature de 35 Etats membres de l'ONU portant la "création de conditions favorables à la transformation de l'Accord d'armistice en une paix durable en Corée et l'accélération de la réunification indépendante et pacifique de la Corée." [RS 21 - 18.8.75]

Le Chef dél. relève que le drapeau de l'ONU, qui flottait au côté des drapeaux américains et sud-coréens, est retiré un peu partout avec discrétion.

Le RS 24, du 30.9.75, est essentiellement consacré à la question coréenne pendante devant l'assemblée générale de l'ONU. Les propositions formulées à cet égard par le Secrétaire d'Etat Kissinger

- conférence entre les Parties à l'AA,
- adhésion des deux Corée à l'ONU,
- amélioration réciproque des relations entre les deux Corée et leurs alliés

sont combattues par le représentant de la Chine et pas évoquées par Gromyko, porte-parole de l'URSS.

Fidèle à sa ligne de conduite, le gouvernement nord-coréen considère qu'il est le seul interlocuteur valable à l'égard des Etats-Unis qui s'apercevront un jour que les autorités sud-coréennes doivent être tenues pour quantité négligeable, ce qui amène CvM à

écrire : "il n'y a aucune chance qu'une solution pacifique au problème puisse être trouvée ..." 1)

L'assemblée générale plénière s'exprime le 18.11.75 sur les deux résolutions qui lui sont présentées et qui ont déjà fait l'objet d'une votation, le 29.10.75, de la Commission politique. Dans ses RP 8 et 9 - 3 et 24.11.75 - CvM en rappelle les résultats :

Résolution "occidentale"

Commission politique	: 59 en faveur	51 contre	29 abstentions
Séance plénière	: 59	51	29

Résolution "communiste"

Commission politique	: 51 en faveur	38 contre	50 abstentions
Séance plénière	: 54	43	42

L'incapacité des Nations Unies de prendre clairement position sur la question coréenne est ainsi confirmée à deux reprises.

Pour CvM, ces votes - qui ne satisfont réellement ni les Nord-Coréens, ni les Sud-Coréens - ne peuvent que provoquer une augmentation de la tension dans la péninsule coréenne. Selon Pyongyang, l'acceptation de "sa" résolution signifie la fin de la présence américaine en Corée et le retrait obligatoire des forces armées US. On entend même dire à PMJ que les Nord-Coréens refuseront désormais de participer aux activités de la Commission militaire d'armistice, ce qui tendrait à prouver "qu'après l'acceptation par l'assemblée générale des deux résolutions coréennes, UNC n'aurait plus d'existence légale et que, par cela, la MAC serait hors jeu". (RS 29 - 2.12.75) 2) Ce même rapport montre que, dans les milieux UNC, on est loin d'avoir une opinion claire et définitive sur le développement futur de la situation.

1976

Dans ses RP 6 et 7 [25.9. et 3.10.76], CvM confirme le retrait des projets de résolution au sujet de la question coréenne proposés à l'assemblée générale des Nations Unies. Il cite en outre

Notes du rédacteur :

1) c'était le 3 septembre 1975 !

2) en fait, ce ne sera pas le cas puisque la relève du MG Kim Poong Sup se fait, en décembre, par un officier de même rang MG Han Ju Kyong qui, pendant plusieurs années, a occupé les fonctions importantes de Secrétaire KPA-CPV MAC avant d'être accrédité comme attaché militaire en Egypte ... d'où il s'est - dit-on - fait expulser pour espionnage?

le texte du discours que le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger prononce à Manhattan sur le même sujet et revient à la proposition américaine de tenir une conférence à quatre (les deux Corée, la Chine et les USA) "to discuss ways of adapting the AA to new conditions and replacing it with more permanent arrangements ...". Sur un ton conciliant, il ajoute :

"... We are willing to improve relations with North Korea provided that its allies are ready to take similar steps toward the Republic of Korea. We are ready to talk with North Korea about the peninsula's future, but we will not do so without the participation of the Republic of Korea."

CvM conclut en disant qu'il y a, hélas, peu de raisons de penser qu'une suite sera réservée aux propositions Kissinger. Les années passées depuis lors ont donné raison au Chef dél.

6. EVOLUTION DE LA SITUATION ENTRE LES DEUX COREE : TENTATIVES DE DIALOGUE ET DE RECONCILIATION ENTRE ROK ET DPRK

Voir annexe n° 2 : Revue chronologique du dialogue Nord-Sud et annexe n° 5 : Communiqué conjoint du 4 juillet 1972.

La période au cours de laquelle M. Claude van Muyden a exercé son mandat est riche en tentatives de dialogue entre les deux Corée. Certaines sont pure propagande, d'autres créent des espoirs, même si le refus absolu de la DPRK de dialoguer en tête-à-tête avec la ROK - soit avant le retrait définitif des forces armées américaines - rend ces espoirs bien aléatoires.

Il y a tout d'abord les campagnes de propagande annuelles du début de l'été auxquelles s'associent - sans connaître les problèmes - des pays en voie de développement. Dans son RS 13, du 7.7.70., CvM regrette que le gouvernement de la ROK se borne à rejeter en bloc cette propagande au lieu d'en analyser systématiquement les éléments et d'en combattre les effets.

Dans le discours qu'il prononce le 15.8.70 - 25e anniversaire de la libération de l'occupation japonaise et qui peut paraître comme une ouverture en vue de l'établissement d'un dialogue [voir annexe n° 3], le Président Park Chung Hee rappelle toutefois que la condition absolue est la reconnaissance de l'autorité des Nations Unies dans la question coréenne, position déjà rejetée à maintes reprises par Pyongyang. [RS 18 - 18.8.80 et RS 19 - 15.9.70].

C'est pourtant auprès de l'ONU que la DPRK cherchera à se gagner des sympathies [voir chi. 5]. C'est notamment le cas en automne 1970 alors que la Commission politique de l'assemblée générale inscrit la question coréenne à son ordre du jour en la disséquant en trois points :

- "A. Withdrawal of the United States and all other foreign forces occupying South Korea under the flag of the United Nations.
- "B. Dissolution of the United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea [UNCURK]
- "C. Question of Korea : Report of UNCURK". [RS 20 - 22.9.70]

1971

En apprenant à son peuple la visite projetée du Président Nixon à Pékin [voir chi. 4], Kim Il Sung renouvelle son plan pour la réunification de la Corée :

"If the South Korean rulers truly want the peaceful reunification of the country, to begin with, they must not - repeat not - earnestly beg for the permanent stationing of the US troops but make them withdraw from South Korea,

- stop ushering in South Korea the Japanese militarists in collusion with them,
- discontinue the suppression of the political parties and public organizations and democratic personages of South Korea calling for the peaceful reunification,
- enable them to come out for North - South negotiations for the reunification of the country, and
- proceed from the stand that the Korean question should be solved by the Korean themselves." [RS 14 - 10.8.71]

1972

Au début de l'année, la question de la réunification est à nouveau d'actualité mais la position des deux Parties à cet égard est loin de présenter des points de rapprochement.

Pour la Corée du nord, la réunification n'est possible que si

- toutes les forces armées américaines quittent le pays,
- le gouvernement Park Chung Hee est écarté du pouvoir,
- la révolution est conduite au Sud.

Dans une conférence de presse, le Président Park Chung Hee définit, le 10.1.72, la position de la République de Corée. La réunification n'est possible que si les Nord-Coréens

- renoncent à leurs attaques locales dans la zone démilitarisée et à l'usage de la force;
- reconnaissent l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

Ces propositions paraissent difficilement conciliables même si, dans une interview, Kim Il Sung déclare que la DPRK a jusqu'ici respecté la Charte de l'ONU. Une telle déclaration est-elle due à l'influence de la Chine ? s'interroge CvM. Mais l'espoir existe tant que les conversations entre les délégations de la Croix Rouge se poursuivent [voir chi. 6.1.] L'ambassadeur des Etats-Unis, UNCURK et même la NNSC [CH et SW] s'efforcent de convaincre les Sud-Coréens de l'importance de la poursuite des discussions. [RS 3 - 25.1.72].

La détente qui semble se manifester à PMJ en mars [voir 328e séance MAC] est loin d'être représentative de l'attitude du gouvernement ROK dont trois membres s'expriment successivement sur la manière alarmante avec laquelle le Nord renforce la DMZ. Ils prétendent que la DPRK a construit 225 positions fortifiées et introduit 8'800 hommes dans la DMZ [1'000 hommes seulement sont autorisés].

Ces troupes disposeraient de

- 156 pièces d'artillerie,

- 450 lance-roquettes ("recoilless rifles")
 - 225 canons anti-aériens
 - 1350 mitrailleuses
- armement que l'AA proscrit.

Le slogan "il faut démilitariser la zone démilitarisée" prend alors toute sa signification, tant il est vrai que ce qu'une Partie reproche à l'autre peut aussi l'être dans l'autre sens. (RS 8 - 21.3.72)

Le 30 mars, Park Chung Hee prononce un important discours à l'Académie militaire de Séoul et présente cinq exigences de la ROK à l'égard de la DPRK. Il se répétera à deux autres reprises et CvM résume ainsi les thèmes principaux de ces discours :

- le système militaire nord-coréen est orienté, dans sa totalité, vers une conquête du Sud;
- cela est prouvé par les fortifications et autres installations construites dans la DMZ comme par l'introduction, dans la même zone, de forces armées;
- la progression dans la DMZ représente déjà le commencement d'une attaque;
- l'offensive de paix de Pyongyang est un camouflage de sa volonté de guerre;
- par suite de l'évolution de la situation internationale, il est à craindre que la Corée devienne l'enjeu des rivalités entre les grandes puissances. (RS 10 - 3.4.72)

Mais la situation peut évoluer rapidement dans le "Pays du Matin calme". Les visites successives du Président Nixon à Pékin et à Moscou, l'évolution de la guerre au Vietnam - où les Américains ont démontré qu'ils disposent de moyens aériens offensifs à longue distance - les conversations entre les deux Croix Rouges expliquent-elles l'évolution rapide que CvM rapporte dans son RS 17, du 4.7.72. Par un communiqué publié conjointement à Séoul et à Pyongyang (six heures plus tard) - voir annexe no 5 - on apprend que Lee Hu Rak, Directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) sud-coréenne, s'est rendu dans la capitale nord-coréenne, via PMJ, du 2 au 6 mai. Du 29 mai au 2 juin, le Vice-Premier Park Sung Chul a rencontré le Président Park Chung Hee à Séoul. Ces visites, gardées secrètes jusqu'ici, ont permis de décider

- que le problème coréen doit être résolu par les Coréens eux-mêmes,¹⁾

1) ce qui ne signifie toutefois pas que Séoul renonce au principe de la réunification de la Corée sous le contrôle de l'ONU
(RS 18 - 11.7.72)

- que des hostilités ne doivent plus éclater,
- que des conversations subséquentes doivent s'établir tout d'abord dans le cadre d'un Comité de coordination Nord-Sud à créer,
- qu'une liaison téléphonique directe sera établie entre Séoul et Pyongyang

[voir aussi chi. 3.1. - interview de Kim Il Sung accordée au "Washington Post" - RS 17 - 4.7.72]

Dans son RS 18, du 11.7.72, CvM cherche à analyser les conséquences immédiates de la déclaration conjointe du 4 juillet que la presse mondiale a salué avec "un enthousiasme prématuré". Au Nord, le rapprochement est qualifié d'initiative géniale de Kim Il Sung et le thème revient déjà comme un leit-motiv que les Coréens ont prouvé qu'ils peuvent discuter ensemble leurs problèmes et les résoudre. En conséquence, les forces américaines doivent se retirer au plus tôt de la République de Corée. Au Sud, un certain désenchantement se fait jour. Le Premier Ministre Kim Jong Pil déclare que ni la loi anti-communiste, ni la loi sur la sécurité ne seront abolies. Un Sud-Coréen se fait emprisonner pour s'être prononcé ouvertement en faveur de Kim Il Sung; le peuple est invité à ne pas se mêler de ces questions.

L'interview accordée au "Washington Post" par Kim Il Sung a-t-elle obligé Séoul à accepter la publication du communiqué plus tôt qu'on ne le souhaitait ? s'interroge CvM.

Quoi qu'il en soit, une grande méfiance à l'égard de ces projets règne dans les rangs de l'armée sud-coréenne où l'on craint un ralentissement de l'équipement en armes modernes et une diminution des crédits et de l'assistance économique américaine. Cette méfiance se traduit par la décision, rendue publique le 10 juillet par le Ministre de la défense, de procéder au retrait des troupes sud-coréennes engagées au Vietnam. Il faut, selon le Ministre, procéder au renforcement de la capacité de défense de la ROK. (RS 18 - 11.7.72).

Depuis plusieurs années, Park Chung Hee répète que la République de Corée ne sera pas prête à établir des relations directes avec la DPRK avant 1975. Le Président craint la perte de prestige devant les Nations Unies de ne plus être considéré comme le seul gouvernement légitime de la Corée mais encore il estime que certains éléments défavorisés de la population sud-coréenne pourraient être

tentés par l'idéologie communiste. Trois Sud-Coréens accusés de diffusion de propagande communiste sont condamnés à mort en ce mois de juillet 1972 (RS 19 - 18.7.72 et RS 20 - 26.7.72)

Le manque d'enthousiasme que manifeste le gouvernement ROK et les déclarations du Premier Ministre et du Ministre de la défense irritent les dirigeants nord-coréens. Le "Rodong Shinmun" publie, le 4.8.72, un article qui laisse percer l'agacement de Pyongyang à l'égard du renforcement de la défense sud-coréenne, la condamnation de "patriotes", porte-parole de l'idéologie marxiste-léniniste, l'absence de réactions officielles favorables à la Corée du nord. Il est vrai que les préparatifs de l'assemblée générale de l'ONU sont en cours et que la question coréenne pourrait figurer à l'ordre du jour ! (RS 22 - 9.8.72)

A une majorité surprenante, la discussion de la question coréenne est repoussée par l'assemblée générale de l'ONU. C'est un revers pour Kim Il Sung et CvM relève que le ton monte à Pyongyang où l'on reprend des insultes personnelles contre Park Chung Hee, insultes dont la propagande nord-coréenne ne faisait plus usage depuis la publication du Communiqué conjoint. (RS 25 - 10.10.72)

1973

Alors que les conversations entre les Sociétés de la Croix Rouge se poursuivent et que des séances plénières ont réuni les membres du Comité de coordination - de part et d'autre de la DMZ - les Chefs parlent du renforcement nécessaire de l'armée et de la défense.

Au Nord, la ligne du parti communiste en matière de défense nationale doit être suivie. Cette doctrine exige "que toute l'armée soit transformée en une armée de cadres, qu'elle soit modernisée du haut en bas, que le peuple tout entier soit armé, que tout le pays soit fortifié et que la capacité de défense de la nation soit renforcée". C'est le message de Kim Il Sung au début de 1973.

Au Sud, Park Chung Hee et de hautes personnalités civiles et militaires insistent sur le fait que la République de Corée doit devenir militairement plus forte et être prête à faire face à une attaque du Nord. Les forces armées doivent avoir leurs atouts en main, le système de leur formation et de la mobilisation des réserves doit être renforcé. On parle de "réunification en triomphant du communisme". A Pyongyang, ces proclamations sont considérées comme

des provocations, en contradiction absolue avec les trois principes désignés dans la Déclaration conjointe Nord-Sud du 4.7.72. L'agence officielle reprend ses attaques contre le Sud en parlant "de l'attitude traître et de la corruption des maîtres sud-coréens". Les Etats-Unis ne sont pas épargnés. On leur reproche "de développer une hystérie de guerre précisément au moment où s'ouvrent d'heureuses perspectives pour une réunification nationale."

Face à cette situation, on n'est pas loin de penser, dans les milieux UNC, que le Secrétaire général des Nations Unies Waldheim a raison lorsqu'il déclare, le 8.1.73, "que cela durera longtemps jusqu'au moment où les conversations directes entre le Nord et le Sud porteront des fruits." (RS 2 - 23.1.73)

Dans un long rapport (no 16) daté du 16.7.73, CvM se penche sur la préparation, tant à Pyongyang qu'à Séoul, de la prochaine assemblée générale de l'ONU au cours de laquelle la question coréenne pourrait figurer à l'ordre du jour. Pyongyang fonde des espoirs sur le fait que plusieurs pays en développement, nouvellement admis à Manhattan, pourraient être sensibles à l'approche de la DPRK qui espère obtenir

- la dissolution de l'UNCURK,
- le retrait du "chapeau" ONU, qui couvre les troupes américaines en Corée, ce qui aurait pour effet la dissolution de la Commission militaire d'armistice et son remplacement par le Comité de coordination Nord-Sud, qui a envisagé la création d'une sous-commission militaire à cet effet,
- l'évacuation des troupes américaines.

Afin d'éviter de perdre la face devant l'ONU, le gouvernement ROK prend l'initiative de faire déclarer à son Premier Ministre, le 23 juin, qu'il est prêt à accepter la dissolution de l'UNCURK si tel est le voeu de la majorité des membres de l'ONU. Le même jour, le Président Park Chung Hee se déclare prêt à accepter une adhésion simultanée des deux Corée à l'ONU (annexe n° 4). Pyongyang décèle dans cette déclaration une volonté de maintenir à jamais la division du pays. (RS 17 - 30.7.73)

En ce début de juillet 1973, Pyongyang intensifie sa propagande contre les autorités sud-coréennes qui sont accusées de porter la responsabilité de l'échec des négociations Nord-Sud. Des attaques personnelles sont à nouveau dirigées contre le Président

et son Premier Ministre. Le gouvernement sud-coréen est fréquemment désigné comme la dictature militaire fasciste de Park Chung Hee. A Séoul, on interprète le retour à ce style d'injures comme un indice que les Nord-Coréens souhaitent renoncer à une entente directe avec le Sud. (RS 16 - 16.7.73)

A l'occasion du 25^e anniversaire des Forces armées, le Président Park Chung Hee prononce, le 1^{er} octobre, un discours dans lequel il dit notamment :

"... we must observe with much regret that tension has not completely been eradicated in our immediate environs, but in fact a new form of strain is being generated. The North Korean Communists have unilaterally suspended the South-North dialogue which embodies the aspirations of our entire 50 million fellow countrymen, and in its stead they are putting forth daily a stream of vile defamations and fanciful propaganda outbursts. Such an attitude cannot but be regarded as running counter to the desired end of easing tensions on the Korean peninsula ..."

Dans le "Memorandum for the independent, peaceful reunification of Korea", daté du 26.9.73 [voir chi. 3.1.], le gouvernement de la DPRK, sous le titre "Basic obstacle to dialogue and reunification" (p. 23 ss) fait entendre un autre son de cloche : "Why has the North-South dialogue which started amidst the warm welcome and expectation of the entire Korean people and the world peaceloving people failed to make progress and come to a deadlock ? The main reason is that the United States keeps occupying South Korea, interferes in the internal affairs of Korea and obstructs overtly et covertly the dialogue between the Koreans, using its dominant position in South Korea ..." (RS 21 - 8.10.73)

Les positions paraissent claires : c'est l'impasse et, dans l'optique nord-coréenne, ce sont les Etats-Unis qui portent la responsabilité de l'échec. Sera-ce le point final de ce chapitre ? Les rapports subséquents de CvM nous l'apprendront ...

Non, la porte n'est pas fermée à jamais ! Anticipant le résultat des débats à l'assemblée générale des Nations Unies, Séoul propose, le 15.11.73, une reprise des discussions. Il s'agit de réunir les chefs adjoints des deux délégations pour permettre la réorganisation du Comité et la proposition d'une nouvelle séance plénière à Pyongyang. [voir chi. 6.2.]

1974

Au début de l'année, les attaques de la presse nord-coréenne contre le gouvernement sud-coréen se poursuivent sur le même ton d'agressivité. Aussi la proposition d'un pacte de non-agression, formulée le 18.1.74 par le Président Park Chung Hee n'est évoquée que le 26 janvier dans un article du "Rodong Shinmun" qui estime que la proposition de Park n'est qu'une tentative traîtresse de partage de la Corée en deux. CvM analyse comme suit la question.

1. "Le Nord et le Sud doivent s'engager devant le monde entier à ne pas s'attaquer sous aucun prétexte" : Pyongyang peut dire avec raison que, depuis plus de deux ans, la DPRK a déclaré à maintes reprises qu'elle n'a pas l'intention d'attaquer la Corée du sud;
2. "Chaque Partie doit s'abstenir de s'immiscer dans les affaires de l'autre" : on voit mal, écrit CvM, comment Pyongyang pourrait accepter cette proposition, alors que la DPRK ne reconnaît pas le gouvernement Park comme le gouvernement réel de la Corée du sud et qu'elle somme étudiants et population à se soulever contre lui.
3. "L'Accord d'armistice doit en toute circonstance rester en vigueur" : il est clair que le Nord refuse implicitement au porte-parole UNC, ainsi qu'au Commandement des Nations Unies lui-même, le droit de parler au nom du peuple coréen. Au contraire, la thèse défendue par la DPRK est de confier à la sous-commission militaire (encore à créer) du Comité de coordination N-S le soin de régler les questions relatives à l'AA, afin précisément d'éviter toute influence extérieure.

En conséquence, la DPRK ne peut que rejeter la proposition de Park Chung Hee !

Dans son RS 4, du 18.2.74, CvM rappelle que la "guerre de propagande" entre le Nord et le Sud se poursuit. Depuis plusieurs mois déjà, les haut-parleurs puissants installés dans la DMZ - et même à proximité du camp CH/SW - ont repris leurs programmes de propagande. Les 10 et 11 février, des milliers de feuilles manuscrites sont répandues, au moyen de ballons, sur la presqu'île de Kimpo, aux portes de Séoul. Ces messages enjoignent aux étudiants sud-coréens d'organiser une résistance de masse en avril et rappellent la révolte des étudiants d'avril 1960 qui provoquèrent la chute du régime de Syngman Rhee. Le Ministre de la culture et de l'information élève une protestation contre cette violation de l'Accord Nord-Sud du 4.7.72.

A Panmunjom, CvM interprète le leitmotiv nord-coréen

"after a winter of struggle a spring of fierce battle" comme le fait que les Nord-Coréens fondent leurs espoirs sur la possibilité d'un renversement du régime de Park Chung Hee par une révolution en mars ou en avril. Le bulletin KCNA publié le 20 mars à Pyongyang déclare en effet : "il est non seulement légitime que nous apportions notre appui au combat révolutionnaire du peuple sud-coréen; nous remplissons ainsi le devoir national légitime de régler par nos propres moyens cette question interne qui concerne notre nation." (RS 8 - 25.3.74)

De source japonaise, on apprend que la DPRK a acquis des équipements radiophoniques grâce auxquels elle va pouvoir intensifier sa propagande par la voix des ondes, en direction de la ROK. Cette propagande est sensée émaner du "Revolutionary Party for Unification" qui serait organisé clandestinement au Sud. Bien entendu, le gouvernement ROK prend des mesures pour brouiller ces émissions. (RS 14 - 10.6.74)

1975

Dans son RP 1, du 2.4.75, CvM constate que les discussions se trouvent à un point mort même si le contact est maintenu. Les discussions Croix Rouge ont été politisées par les deux Parties et les rencontres au niveau du Comité de coordination N-S ne servent qu'à l'échange de reproches mutuels. Le Chef dél. s'interroge sur les causes de cet échec :

- ni l'une, ni l'autre des Parties n'est prête à reconnaître l'existence de l'autre comme entité politique; de part et d'autre, le chef de l'Etat est considéré comme une marionnette au service des Américains ou des Russes ;
- Séoul, pas plus que Pyongyang, ne peut risquer d'exposer sa propre population aux idées et aux réalités de l'autre moitié de la Corée ;
- le niveau de vie d'une partie importante de la population des grandes villes de Séoul et de Pusan (plusieurs centaines de milliers de personnes) est alors si bas que cette population pourrait être tentée par l'idéologie communiste ;
- Pyongyang ne peut se risquer à montrer aux Nord-Coréens les progrès matériels accomplis au Sud et, par voie de conséquence, le contraste qui existe entre la propagande nord-coréenne et la réalité sud-coréenne: cela pourrait ébranler la confiance que les Nord-Coréens placent dans la crédibilité de leur Chef ;
- par-dessus tout, Pyongyang ne peut pas admettre la partition de la Corée: le Sud ne peut pas continuer à exister en tant qu'Etat

séparé; il doit être au contraire "communisé" et récupéré par la DPRK.

1976

L'adoption des résolutions coréennes par l'assemblée générale des Nations Unies (voir chi. 5) ne provoque pas de modification d'attitude de la part du gouvernement de Pyongyang qui voit dans les déclarations du LG Hollingworth (voir chi. 2.2.) et dans les manoeuvres du "Tactical Air Command" américain la preuve que les Etats Unis se préparent à attaquer la DPRK : c'est du moins ce thème qui active les moulins de la propagande nord-coréenne. Les vols Okinawa-ROK de six bombardiers F 111 sont évoqués dans une lettre adressée à la NNSC par le nouveau Senior Member KPA-CPV MAC (voir chi. 9.2.) - (RS 4 - 8.3.76)

Dans une longue interview accordée le 28 mars à l'éditeur en chef du magazine japonais "Sekai", Kim Il Sung donne sa version des causes de l'interruption du dialogue Nord-Sud. Après avoir rappelé des thèses bien connues, il déclare :

"... In the present situation the N-S dialogue is impossible, however hard we try to resume it. The present South Korean authorities do not understand our intentions; because they have no policy, think nothing of the nation and humanity, and have no logic ... We can resume the dialogue even now if the South Korean authorities stop repressing the democrats, release the arrested and detained youth, students and patriots, desist from their fascist rule and take the road to democracy, stop the activities for national divisions and move towards reunification ... [RP 3 et 4 - 17.5. et 23.5.76]

Le 12 juillet (RP 5), CvM s'interroge sur les raisons qui - outre la réunification sous un régime communiste - pourraient pousser Kim Il Sung à lancer une attaque contre le Sud et il estime que le temps travaille pour la ROK et non pour la DPRK. Il cite quelques exemples à l'appui de ce qui précède :

1. les Etats Unis, tout en restant prudents, ont commencé à livrer à la ROKA des avions de combat et d'autres armes afin de rétablir l'équilibre avec les forces du Nord ;
2. au plan économique, la République de Corée réalise des progrès étonnants et le niveau de vie de ses habitants s'améliore sans cesse ;
3. au contraire, la DPRK connaît de grosses difficultés au plan

économique : elle n'est pas en mesure d'assurer régulièrement le service de sa dette extérieure qui se chiffre à environ \$1'700 mio. ;

4. la Corée du sud a considérablement développé son réseau routier ;
5. depuis trois ans, la ROK invite régulièrement un certain nombre de Coréens établis au Japon dont l'organisation Chochongnyon [Choryon] ne cache pas ses sympathies à l'égard du régime de Pyongyang; ces visites aux villages et aux tombes des ancêtres ouvrent les yeux de ces visiteurs qui perçoivent les mensonges de la propagande nord-coréenne ;
6. au plan des relations internationales, l'image offerte par la DPRK s'est plutôt détériorée :
 - par la conduite de ses diplomates et leur immixtion dans les affaires intérieures des pays dans lesquels ils sont accrédités,
 - par son rôle de champion de la révolution (formation de guerillas) dans de nombreux pays,
 - par son aide militaire (instruction ou livraisons d'armes aux pays non-alignés ou en voie de développement);
7. au plan personnel, Kim Il Sung a peut-être des problèmes de santé et le choix de son fils pour assurer sa succession n'emporte pas l'adhésion de tous.

1977

Le 29 janvier, les Membres CH et SW NNSC sont conviés à Kaesong, deux heures après leurs Collègues CZ et PO, pour entendre le Senior Member KPA-CPV MAC ¹⁾ au sujet d'une "conférence politique consultative" qui devrait réunir les représentants de tous les partis politiques, des organisations publiques et de toutes les couches des populations nord- et sud-coréennes pour "éliminer le danger d'une division nationale permanente et une guerre nucléaire et accomplir, à une date proche, une réunification nationale historique." Afin de préparer une telle conférence politique consultative N-S - "Proposition pour la libération de la Nation" - une réunion de travail préliminaire devrait se réunir à PMJ ou ailleurs :

1) Le Senior Member KPA-CPV MAC justifie cette orientation en disant qu'elle est importante pour la NNSC qui travaille ici pour la paix et la réunification de la Corée. De leur côté, UNC - et l'ambassade des Etats-Unis - prennent tout d'abord la chose très au sérieux; ils se détendent toutefois en apprenant que, le même jour, l'Observateur nord-coréen a abondamment distribué à New York le texte de la "lettre du 25 janvier."

"...If the present South Korean authorities withdraw the "two-Koreas" policy, renounce "anti-communism", stop suppressing the patriotic people and democratic personages and give up the war policy pursued under the pretext of the "threat of southward invasion", we will again sit knee to knee with them and will not oppose their participation in the political consultative conference ..."

L'envoi d'une lettre de 11 pages à tous les partis politiques, aux organisations publiques et aux personnes de toutes les couches sociales de Corée du sud et outre-mer est décidé; la lettre porte la date du 25.1.77- Ses points principaux sont résumés par CvM dans son RP 1, du 31.1.77 :

1. réalisation d'une grande alliance entre les forces socialistes du Nord et les forces patriotiques démocratiques du Sud,
2. diminution de la tension militaire entre le Nord et le Sud,
3. élimination des causes des différends au sein de la nation et création d'un climat de la grande unité nationale,
4. organisation d'une conférence politique consultative N-S de tous les représentants des partis politiques, des organisations publiques et des représentants de toutes les couches sociales du Nord et du Sud.

Mais il faut relever ici que le 12 janvier déjà, le Président Park Chung Hee a déclaré que la République de Corée était prête à accepter un retrait des forces armées américaines si la DPRK acceptait de signer un traité de non-agression ainsi qu'il l'avait proposé dans son offre de janvier 1974. Notre ambassade à Séoul considère que la déclaration présidentielle "est d'importance puisqu'elle survient alors que la question de la présence américaine est l'objet d'études approfondies en Corée, au Japon et aux Etats Unis. Elle clarifie également la position de la Corée du sud à ce sujet et projette sur ce problème une lumière qui facilitera la tâche de la nouvelle administration américaine. Son impact auprès des nations non-alignées et dans une certaine mesure en Chine et en URSS, n'est pas à négliger puisqu'elle survient au moment où la crédibilité tant politique qu'économique de la Corée du nord est en pleine perte de vitesse ..."

Dans son RP 3, du 7.3.77, CvM rapporte que le gouvernement ROK est quelque peu embarrassé : la proposition "inofficielle" de Pyongyang - elle émane d'une "assemblée populaire" - n'a pas donné lieu à une information de la population sud-coréenne mais la "lettre du 25 janvier" arrive par la poste internationale aussi le Ministre

de la culture et de l'information est-il contraint, le 19 février, d'annoncer à l'opinion publique que, par la distribution de lettres séditieuses, le gouvernement nord-coréen cherche à créer l'agitation au Sud ... ce qui, en conjonction avec d'autres actions du gouvernement [projet de transfert et de création d'une nouvelle capitale qui suscite de vives oppositions] se produit en fait, obligeant le gouvernement à procéder à des arrestations.

CvM attache une certaine importance [RP 2 - 13.2.77] à l'invitation lancée le 10 février à la ROK par le Représentant permanent de la DPRK à l'UNESCO à Paris, à l'effet de reprendre des discussions au sujet de la question de la réunification coréenne.

1. Ces discussions pourraient avoir lieu entre les deux Parties
 - a. en conservant leurs régimes actuels,
 - b. et même en présence des troupes américaines en Corée;
 2. la réunification interviendrait par étapes;
 3. le Nord et le Sud formeraient une confédération au sein de laquelle chaque Partie conserverait son propre régime;
 4. la Corée du nord serait prête à réduire
 - l'effectif de ses forces armées à 100'000 hommes soit de 2/3,
 - son budget militaire, ainsi que
 - sa production d'armes
- si les Sud-Coréens se déclaraient prêts à discuter de la réunification.

Dans son RS 3, du 7.3.77, le Chef dél. s'étonne que Pyongyang n'ait pas encore donné de publicité à ces propositions relativement nouvelles.

1978

Le 13 juin, le Président Park Chung Hee propose la constitution d'un organisme consultatif pour la promotion d'une coopération économique entre le Nord et le Sud. La réponse de Pyongyang rejette cette proposition "risible" et "indigne d'être étudiée". Il est vrai que l'on se trouve à la veille du "Month of Anti-US Joint Struggle" 25.6. - 27.7.78)-(RS 15 - 3.7.78). Cette proposition restera donc, elle aussi, sans suite.

1979

Le 19 janvier, Park Chung Hee formule une nouvelle proposition au cours de sa conférence du Nouvel an :

"Je propose une discussion directe, dans un esprit ouvert - où que ce soit, quand que ce soit et à quel niveau que ce soit - afin de rechercher les voies et moyens d'éviter une nouvelle guerre fratricide et

de réaliser une paix durable sur la péninsule coréenne."

Par cette offre, le Président donne en quelque sorte suite aux conseils de Teng Hsiao Ping et se rapproche des propositions antérieures de Kim Il Sung. (RS 3 - 22.1.79)

C'est par une voie indirecte que Pyongyang choisit de répondre : le Comité central du front démocratique pour la réunification de la patrie publie, le 23 janvier, un texte de 15 pages dans lequel il revient sur la proposition nord-coréenne de tenir une grande conférence nationale, dénommée "Congrès de la nation entière" à laquelle prendraient part les représentants de tous les partis politiques ... etc. Une séance préparatoire devrait se tenir en juin à Pyongyang et le congrès même pourrait s'ouvrir au début de septembre à Pyongyang ou à Séoul. Trois conditions préalables sont posées :

1. les deux Parties doivent s'en tenir aux principes de la Déclaration conjointe N-S du 4 juillet 1972 et s'engager à cet effet dès le 1er février;
2. les deux Parties doivent, avec effet immédiat, interrompre leurs calomnies réciproques;
3. toutes les activités militaires qui menacent l'autre Partie - renforcement des forces armées, construction d'ouvrages militaires, manoeuvres militaires - doivent être suspendues dès le 1er mars.

Le 25 janvier, le Ministre sud-coréen de la culture et de l'information Kim Son Jun propose de ne pas attendre jusqu'en juin; une séance, incluant la participation des autorités responsables, devrait avoir lieu aussitôt que possible. C'est le Front démocratique précité qui répond le 27 janvier : il approuve la tenue d'une séance de travail, le plus tôt possible, le mieux ... mais on ne semble guère satisfait à Pyongyang que Séoul n'ait pas abondé immédiatement dans le sens de ses propositions quant au choix des participants. (RS 4-29.1.79)

En fait, ni l'une ni l'autre des deux Parties n'est prête à renoncer à mettre la main sur la Corée tout entière écrit CvM dans son RS 5, du 5.2.79, alors que l'on a pu croire, pendant quelques heures, à un rapprochement réel des positions. Des propositions positives ont été formulées et pourtant les deux Parties n'arrivent pas à placer la discussion de leurs problèmes sur un plan officiel : le noeud du problème réside toujours dans la méfiance qui persiste de part et d'autre.

Le 5 février, le Front démocratique explique, dans une déclaration, que le "Comité préparatoire pour la réunification

nationale" doit remplacer le Comité de coordination Nord-Sud parce que ce dernier n'offre pas une représentation suffisante. Il propose la réunion du personnel de liaison N-S le 20 février à PMJ : 8 participants au total sont prévus.

Le 9 février, 226 lettres émanant du Comité central du front démocratique pour la réunification de la patrie arrivent en Corée du sud en provenance du Japon : 4 lettres sont adressées aux plus grands partis politiques, 18 aux syndicats, 16 à des organisations de journalistes et d'éditeurs de journaux, 23 à des organisations civiles, 18 à des cercles religieux et 147 à des personnes privées. Ces lettres ne sont pas des invitations à proprement parler; elles se réfèrent à la session du Comité central du front démocratique et à ses propositions (voir ci-dessus) - (RS 6 - 12.2.79)

Le 17 février, après que la salle de conférence ait à nouveau été offerte aux deux Parties par les quatre Membres de la NNSC, une rencontre Nord-Sud a lieu en présence de nombreux journalistes. Dès le début de la séance, les thèses des deux Parties s'opposent: un grand congrès proposé par le Nord - discussions au niveau gouvernemental, répond le Sud. Pas question de rétablir la liaison téléphonique mais promesse de se réunir à nouveau, au même endroit, le 7 mars.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim encourage pour sa part la reprise du dialogue, alors que le Président Park Chung Hee désigne l'un de ses conseillers diplomatiques les plus doués, Hahm Byung Choon, ancien ambassadeur à Washington, comme membre sud-coréen au Comité de coordination N-S. (RS 7 - 19.2.79)

Les représentants politiques nord-coréens ne sont pas les seuls à s'asseoir autour de la table de la NNSC. Pyongyang organise les championnats du monde de tennis de table : une délégation sud-coréenne devrait y prendre part, ce qui nécessite des négociations entre les deux fédérations car le Nord souhaite présenter à son public une seule équipe nationale commune. La salle de la NNSC permet aussi ces rencontres au plan sportif.

Toutes ces tentatives se révéleront malheureusement infructueuses ainsi que le montreront les rapports périodiques du nouveau Chef de la délégation suisse.

6.1. Négociations entre les représentants des Sociétés de la Croix Rouge des deux Corée

Voir annexe no 2 : Revue chronologique du dialogue Nord-Sud.

1971

Dans sa séance du 17 août 1971, la NNSC offre sa salle de conférence aux Représentants des Sociétés nationales de la Croix Rouge de Corée du sud et du nord qui ont décidé de se réunir pour la première fois le 20 août. Pourquoi Panmŏnjom est-il choisi plutôt que Genève ? CvM estime

1. que Pyongyang souhaite que les contacts aient lieu au niveau national de toute la Corée, sans aide étrangère (ce qui est conforme à la théorie du "Juche");
2. que la DPRK veut éviter toute possibilité d'une association avec le CICR, ce qui est conforme à son attitude négative à l'égard du Comité international. (R 15 - 17.8.71)

La première rencontre, le 20 août à 1200 h., représente, en fait, un simple échange de lettres dont le contenu a été diffusé au préalable par les radios officielles. La presse, limitée à 15 journalistes, est admise dans la salle où une table rectangulaire remplace la table ronde de travail de la NNSC et la place des délégués - deux de chaque côté - est marquée par deux drapeaux à croix rouge. Au Sud, une femme est présente, à la surprise de tous. Les Américains considèrent qu'il s'agit d'une affaire coréenne aussi les MPs UNC restent-ils légèrement à l'écart. Comme on le verra souvent au cours des rencontres similaires futures, après le départ des délégations, les journalistes des deux Parties fraternisent et laissent photographier leurs échanges de poignées de mains.

Selon CvM, cette première rencontre - qui doit être suivie d'autres réunions - recèle les intentions de propagande de la part de Pyongyang qui veut prouver aux membres des Nations Unies - que c'est la responsabilité des Américains si une réunification des deux Corée n'a pas encore eu lieu ;
- que le problème peut être résolu sans l'intervention de l'Organisation. (RS 16 - 24.8.71)

De nouvelles rencontres préparatoires ont lieu les 26 et 30 août, puis le 3 septembre, dans un climat détendu à l'intérieur comme à l'extérieur de la salle de conférence. (RS 17 - 31.8.71) et RS 18a - 7.9.71.)

Le Chef dél. rapporte périodiquement les impressions

et renseignements qu'il recueille. Il faudra attendre au 20 septembre pour que la première séance de travail soit convoquée.

Le Sud propose de commencer la discussion en se basant sur un plan en sept points :

1. de nouvelles séances doivent-elles avoir lieu à PMJ ? dans la négative où ?
2. nombre et mandat des participants,
3. enregistrement des discussions,
4. ordre d'intervention des interlocuteurs,
5. accessibilité des séances à la presse,
6. forme de rédaction des communiqués officiels,
7. établissement d'offices de coordination ("Liaison offices").

Le Nord insiste pour que, dès le début, trois questions soient traitées :

1. voyages illimités des membres des familles séparées et des amis afin de rendre possibles des visites réciproques,
2. échange illimité de correspondance entre les familles et les amis,
3. réunion des familles séparées.

Il propose que la première séance plénière ait lieu dans un immeuble construit à cet effet par la DPRK.

Des organes de liaison, reliés par téléphone, sont établis de part et d'autre dans l'enceinte de la JSA (R - 28.9.71)

La réunion du 6.10.71 apporte un élément nouveau et positif : le Nord - jusqu'ici opposé à l'idée de quitter Panmunjom - accepte que les séances plénières aient lieu alternativement à Pyongyang et à Séoul. On est surpris à PMJ où, au vu des effets de propagande que se ménage le Nord, on n'attendait pas un revirement si rapide. (On ira même jusqu'à mettre en chantier la rénovation de la route Kaesong - Pyongyang sur laquelle 200'000 ouvriers sont engagés, faute de disposer de machines de génie civil en nombre suffisant.) (R - 12.10.71)

Il serait vain de se faire trop de [faux] espoirs car les séances seront souvent retardées. Le Sud cherche à inviter les Membres de la NNSC mais ceux-ci décident, le 12.10.71, qu'ils n'accepteront une invitation que si elle est faite conjointement par les deux délégations. Il paraît en effet évident aux Membres NNSC qu'ils ne doivent pas se laisser engager dans un engrenage qui pourrait être exploité au profit de l'une ou l'autre Partie. (R - 26.10.71)

Dans son rapport spécial du 18.11.71, CvM montre la complexité des problèmes à résoudre au cours des négociations. Au moment de la division de la Corée et à nouveau cours de la guerre 1950-53, de grands mouvements de populations eurent lieu. En 1945, plusieurs millions de Nord-Coréens s'enfuirent au sud. De plus, à la fin des hostilités, en 1953, un grand nombre de Nord-Coréens faits prisonniers au Sud, refusèrent de regagner le Nord. Selon les renseignements officiels, le gouvernement ROK chiffre à 5'140'000 le nombre des Nord-Coréens restés au sud. Il en résulte que près d'un sixième de la population de la République de Corée est d'origine nord-coréenne; 90% de celle-ci aurait laissé des parents au nord. Pour compléter le tableau, CvM rappelle que, lors de leur retraite en 1950, les Nord-Coréens emmenèrent avec eux près de 80'000 prisonniers ... dont les parents sont restés au Sud.

Seule note optimiste en cette fin de 1971 : la construction, à Séoul, d'un bâtiment destiné à la poursuite des négociations est sur le point d'être achevée. Le financement en a été assuré par des prestations "volontaires" exigées des entreprises ... même d'origine étrangère. Mais UNC a été laissé dans l'ignorance de la réalisation de ce projet !

1972

Le 17 février, la 17e séance permet de réaliser quelques timides progrès, les deux Parties paraissent prêtes à faire des concessions et à l'issue de la réunion, CvM énumère les questions que l'or est prêt à discuter de part et d'autre :

- recherche de l'existence et des lieux de résidence des membres de familles séparées et des parents, échange des renseignements ainsi obtenus,
- échange de correspondance entre eux,
- facilité de rencontre entre eux,
- liberté de voyages pour des visites réciproques,
- libre choix du domicile en vue de la réunion des familles,
- autres questions humanitaires non encore résolues.

Le Sud s'oppose par contre à l'inclusion dans l'agenda de la notion "amis séparés". Par ailleurs, les hésitations sud-coréennes sont compréhensibles vu la crainte que l'on a de laisser de nombreux propagandistes communistes voyager librement en République de Corée.

Ce n'est que le 21 février que la première séance de travail se réunit dans les locaux de la NNSC. (R 8 - 22.2.72.)

Mais les progrès sont lents : il est vrai que l'amélioration de la route entre Kaesong et Pyongyang, de même que les constructions que doit inaugurer le Premier Kim Il Sung, à l'occasion de son anniversaire, ne sont pas encore terminées. [R 9 - 4.4.72]

La méfiance qui règne dans les rangs de l'armée après la publication de la Déclaration conjointe N-S du 4.7.72 contraste avec l'atmosphère de la 21e séance préparatoire qui se tient à PMJ le 10 juillet; les gardes nord-coréens vont jusqu'à s'entretenir avec les MPs UNC. Les journalistes des deux Parties prennent place, côte à côte, sur la pelouse dans la partie N de la JSA.

La 25e séance, le 11 août, permet de fixer la composition des délégations qui, à tour de rôle, se rencontreront à Pyongyang et à Séoul : 7 membres accompagnés de 7 conseillers, de 20 collaborateurs de diverses catégories et de 20 représentants de la presse coréenne [les journalistes de la presse étrangère accrédités dans les deux pays ne voyageront pas avec les délégations.]

On le voit, les travaux préliminaires ne progressent que très lentement, La délégation de la Croix Rouge sud-coréenne ne veut pas que l'on discute de sujets politiques au cours des conférences plénières; elle estime que ces questions sont du ressort du Comité de coordination Nord-Sud. Au contraire, le Nord veut inclure des personnalités politiques et gouvernementales dans sa délégation mais il abandonne cette prétention au cours de la 25e séance préparatoire. Question très importante aussi, au plan de la propagande : où se réunira-t-on pour la première fois ? à Séoul ou à Pyongyang ? [RS 22 - 9.8.72]. La réponse va bientôt être donnée. En effet, le 29 août, la délégation sud-coréenne quitte PMJ à bord de quatre "Tchaikas" russes et de nombreuses Mercedes 220; contrairement à ce qui avait été préparé, elle ne traverse pas la MDL par le bâtiment NNSC mais bien à travers les bureaux occupés par KPA-CPV MAC ! [RS 23 - 29.8.72]. A son retour, la délégation sud-coréenne ne paraît pas enthousiasmée par l'accueil reçu à Pyongyang où presse et radio sont restées très discrètes sur l'événement. [R 13 - 4.9.72]

Le 12 septembre, les deux délégations se réunissent à Séoul pour la 2e séance plénière. Des mesures sans précédent ont été prises par UNC pour effacer la présence américaine sur l'axe PMJ-Séoul. Dans la JSA et au Camp avancé, les gardes américains sont tous remplacés par des KATUSAs [Korean Augmentation to United States Army.]

Les troupes américaines sont consignées dans leurs camps, aucun véhicule portant l'identification de l'US Army n'a le droit de circuler - y compris les voitures attribuées aux délégations CH/SW NNSC. Même les affiches et panneaux rédigés en anglais sont remplacés ou camouflés. Les bords de la route ont été abondamment fleuris. (RS 24 - 19.9.72)

L'attitude des membres de la délégation nord-coréenne à l'égard de l'accueil qui leur est réservé à Séoul déçoit les Sud-Coréens, très fiers de montrer leur ville, la spontanéité des deux millions d'habitants qui, massés sur les trottoirs, saluent leurs frères du Nord; au vu de la densité du trafic automobile, les délégués DPRK - qui ne connaissent pas l'usage d'une voiture privée - prétendent que le gouvernement ROK a mobilisé l'ensemble des véhicules du pays et les a fait converger sur la capitale ! Quant à la séance, elle sert essentiellement de plate-forme pour les louanges "agressives" que les délégués décernent à leur Premier Kim Il Sung. (R 14 - 19.9.72)

La 3e séance plénière a lieu le 24.10.72 à Pyongyang. Les journalistes qui accompagnent la délégation sud-coréenne se montrent plutôt positifs dans leurs impressions retirées de ce second voyage en DPRK. (RS 27 - 24.10.72)

Le 22 novembre, une 4e séance plénière se tient à Séoul; l'atmosphère paraît meilleure que lors de la première rencontre entre les représentants des Sociétés de la Croix Rouge. Les Nord-Coréens sont invités à visiter une fabrique textile à Suwon et deux grands magasins à Séoul. Le communiqué officiel comprend trois points :

- les deux Parties établiront un Comité conjoint et un bureau conjoint à PMJ qui exécuteront les projets acceptés à la Conférence Nord-Sud de la Croix Rouge,
- les fonctions, les procédures opérationnelles et la composition de ce Comité conjoint seront décidées à une date ultérieure,
- l'établissement d'autres organisations nécessaires à l'exécution des projets sera décidé ultérieurement d'un commun accord.

1973

La 5e séance plénière qui a lieu les 21/22.3.73 à Pyongyang démontre à nouveau que les obstacles sont nombreux sur le chemin des solutions concrètes. Alors que le Sud veut progresser pas-à-pas, en formulant des propositions pratiques, le Nord, au contraire, revient sur son thème favori, à savoir que les problèmes humanitaires

ne pourront être résolus qu'après une réunification pacifique du pays. Et par réunification, il faut bien sûr admettre sous la "domination communiste". Face à ces divergences fondamentales, il est même impossible de s'entendre sur les termes du communiqué final. [R-27.3.73]

Il en sera d'ailleurs de même lors de la 6e séance plénière, les 9/10 mai, à Séoul au cours de laquelle les délégués du Sud font preuve de méfiance à l'égard de la proposition nord-coréenne d'envoyer dans chaque localité (commune) un représentant chargé de réunir les données relatives au remembrement des familles. On peut comprendre que le gouvernement ROK ne soit pas prêt à admettre plus d'un millier d'agents (espions ou propagandistes) sur son territoire, même sous le drapeau de la Croix Rouge. Le 5 mai, le Ministre de l'unification, Kim Yong Sun, déclare sans ambiguïté que les "contacts au plan politique entre le Nord et le Sud ne seront possibles qu'après avoir résolu les problèmes humanitaires et non politiques". CvM arrive dès lors à la conclusion que le succès des conversations entre les Sociétés de la Croix Rouge est la condition du développement ultérieur des négociations Nord-Sud. D'ailleurs, les Sud-Coréens ne cachent pas leur déplaisir à l'égard des positions des Nord-Coréens dont les manœuvres, tant à la table de négociation que sur le terrain, ne sont pas faites pour dissiper la méfiance. [R - 15.5.73]

C'est toujours le point mort lorsque les délégations se rencontrent à nouveau à Pyongyang pour la 7e séance plénière. Le Nord exige, avant de passer aux mesures pratiques, que les conditions légales et sociales soient modifiées, ce qui veut dire : suppression des lois anticomunistes ainsi que des articles anticomunistes de la loi sur la sécurité nationale de la République de Corée. Le Sud prend le Nord par surprise en proposant qu'à l'occasion des fêtes du Chusok, qui commencent le 15 août, les Coréens des deux Parties soient autorisés à se rendre sur les tombes de leurs ancêtres au Nord aussi bien qu'au Sud. Irréaliste, estime-t-on au Nord, tant que les conditions préalables ne seront pas remplies. [R-16.7.73]

En fin d'année, CvM constate que, tant au niveau des Sociétés de la Croix Rouge que de celui du Comité de coordination N-S, aucun progrès tangible n'a été réalisé malgré une volonté sud-coréenne d'arriver à des compromis. [RS 26 - 28.12.73]

1974

L'incident naval du 15.2.74 [voir chi. 2.4.] provoque

la politisation des relations entre les Sociétés de la Croix Rouge coréenne. C'est ainsi que, peu de temps après la capture des pêcheurs, la Société nationale de la Croix Rouge sud-coréenne (KNRC) sollicite, au moyen de la ligne téléphonique directe, l'appui de la Société de la Croix Rouge nord-coréenne pour obtenir la restitution de l'équipage du "Suwon 33". Le 21 février, le porte-parole nord-coréen déclare au micro de Radio Pyongyang que la KNRC a utilisé le téléphone à des fins politiques ... probablement parce que Séoul a parlé de la "restitution des pêcheurs enlevés". Il va de soi que la KNRC riposte par une contre-accusation. [RS 5 - 25.2.74]

Les chefs des deux délégations se rencontrent toutefois à Panmunjom le 25 février; ce n'est pas une séance plénière mais la première occasion, depuis août 1973, de reprendre la discussion face à face. Discussion d'ailleurs stérile puisque le Nord prétend que l'arraisonnement et le torpillage de ces bateaux-espions n'ont rien à voir avec la Croix Rouge. [RS 6 - 4.3.74]

Tout au long de l'été, le niveau des relations reste bas mais il n'y a pas de rupture. CvM^{ne} signale pas de réunion plénière mais des rencontres au niveau des suppléants, le 23 septembre, par exemple. [RS 18 - 30.9.74]

Une séance de travail a lieu à Panmunjom le 29 novembre. Ton polémique de part et d'autre : pas de résultat positif à enregistrer et pourtant, rapporte CvM, le Sud présente une proposition relativement détaillée concernant l'organisation de contacts entre membres âgés (plus de 60 ans) de familles séparées. A cette fin, un bureau de poste spécial serait ouvert à PMJ où un immeuble serait construit dans lequel les personnes entrant en ligne de compte pourraient se rencontrer à certaines périodes de l'année. [RS 22-2.12.74]

1975

Depuis plus d'un an et demi, Pyongyang se refuse à la tenue d'une 8e séance plénière à Séoul, sous prétexte que le climat politique qui règne dans la capitale sud-coréenne n'est guère favorable à de telles conversations. En attendant, le 28 février, les incidents navals des 15 et 26.2.75 sont évoqués, par l'échange de reproches réciproques. [RS 5 - 2.3.75]

1977

Bien que CvM ne rapporte plus sur ce sujet, faute d'une évolution positive, on apprend que, le 14.10.77, la 24e séance de travail des représentants des Sociétés de la Croix Rouge se tient dans la salle de conférence NNSC. Le contact est donc maintenu mais sans résultat puisque le Nord continue à refuser la tenue d'une séance plénière, le rétablissement de la liaison téléphonique directe ["hot line"] entre Pyongyang et Séoul et l'échange d'informations sur les membres des familles séparées, etc. [RS 17 - 16.10.77]

La situation restera au point mort jusqu'au départ du Chef de la délégation suisse.

6.2. Comité de coordination Nord - Sud

Voir annexe no 2 : Revue chronologique du dialogue Nord-Sud.

Ce comité, dont la création est annoncée dans la Déclaration conjointe Nord-Sud du 4.7.72, se réunit pour la première fois le 12 octobre 1972 à PMJ dans le bâtiment sud-coréen dénommé "Freedom House". UNC estime que cette réunion est motivée par la campagne de dénigrement organisée en DPRK contre Park Chung Hee; on rapporte également que l'ambassadeur américain a exercé une certaine pression sur le gouvernement ROK pour que cette disposition de la Déclaration soit matérialisée. Chaque délégation comprend trois membres. Le frère de Kim Il Sung, Kim Young Joo, le véritable porte-parole nord-coréen au Comité, est excusé par suite de son absence du pays pour traitement médical. 200 journalistes et photographes, essentiellement sud-coréens accompagnés de quelques Japonais, se pressent à PMJ. Cette séance de fondation dure 4h 25 min prolongée par un déjeuner pris en commun. Le communiqué final est plutôt laconique mais CvM rapporte que trois thèmes ont été abordés :

- composition du Comité de coordination,
- affaires qu'il devrait traiter,
- moyens à mettre en oeuvre pour interrompre les injures réciproques ... et pourtant la campagne de dénigrement conduite par la presse nord-coréenne à l'égard de la Corée du sud se poursuit avec insistance ! (RS 26 - 17.10.72)

La proclamation du droit de guerre par Park Chung Hee ne semble pas avoir d'effet négatif sur les négociations en cours, bien que Radio Pyongyang qualifie de douche froide pour le peuple coréen la décision du Président sud-coréen. (RS 27 - 24.10.72)

Le 4.10.72, un communiqué conjoint fait le point sur les résultats obtenus au cours de la séance plénière qui s'est tenue à Pyongyang. CvM croit pouvoir déceler un léger progrès dans le rapprochement entre les deux Corée (le Chef de la délégation sud-coréenne, Lee Hu Rak, a par exemple été reçu par le Premier Kim Il Sung avec qui il a déjeuné.) Les résultats de cette rencontre sont résumés comme suit :

- composition (au niveau ministériel) et
- fonctionnement du Comité,
- formation de groupes de travail permanents avec siège à Panmunjom,

- interruption, dès le 10 novembre, des discours de propagande diffusés par haut-parleurs dans la DMZ.

Formule plus vague : "plusieurs projets dans divers domaines" devraient être réalisés, déclare Lee Hu Rak. Ce pourrait être une collaboration dans les affaires militaires, dans l'échange de sportifs et d'artistes, dans les affaires économiques (pêcheries - tourisme dans les "Montagnes de diamant".) [RS 28 - 6.11.72

1973

La séance plénière qui s'ouvre le 21 mars à Pyongyang est assombrie par l'incident du 7 mars au cours duquel des soldats sud-coréens ont été tués dans la DMZ [voir chi. 8.4]. Le Nord voit dans le réarmement des deux Parties une condition essentielle pour l'établissement d'un dialogue constructif, alors que le Sud estime qu'il est plus urgent d'établir la confiance réciproque. Malgré des discussions sérieuses, aucun résultat positif n'est atteint.

Il faut attendre au 12.6.73 la prochaine séance plénière du Comité de coordination N-S. C'est dans les discours du banquet que CvM discerne quelques rapprochements possibles - et pourtant aucun communiqué commun ne sera publié à l'issue de la rencontre. Le Chef de la Délégation sud-coréenne propose que deux sous-comités soient créés :

- "Economic Subcommittee" qui permettra
 - l'échange d'hommes d'affaires, de marchandises et de connaissances scientifiques et technologiques,
 - l'exploitation commune des ressources,
 - l'organisation et l'échange de foires commerciales,
 - l'échange de représentants de commerce ;
- "Social and Cultural Subcommittee" qui favorisera
 - l'organisation de programmes d'échanges aux plans académique et culturel.

Il recommande en outre

- la formation d'équipes communes pour participer aux compétitions internationales,
- l'étude d'une langue nationale uniforme pour toute la Corée,
- l'échange de journalistes.

Si une certaine communauté d'idées existe entre les deux Chefs des délégations, leur réalisation pratique, par voie de négociations, témoigne de leur opposition de fait: solution des problèmes humanitaires en priorité, insiste le Sud - démantèlement des forces

armées et conclusion d'un traité de paix exige au préalable le Nord.

On se souvient que le Chef de la délégation sud-coréenne, Lee Hu Rak, est simultanément directeur de la ROK Central Intelligence Agency (KCIA), donc le chef des services de renseignements sud-coréens. Le 28.8.73, Kim Young Joo, Chef de la délégation nord-coréenne (qui, en sa qualité de frère de Kim Il Sung n'a pas pris part à la réunion de Séoul) déclare que Lee Hu Rak est devenu persona non grata. En tant que directeur de la KCIA, il porte la responsabilité d'avoir

- appliqué la politique anti-communiste de manière encore plus intense et poursuivi les patriotes sud-coréens qui ont pris position ouvertement en faveur des propositions nord-coréennes;
- enlevé Kim Dae Jong, chef de l'opposition sud-coréenne, alors qu'il était au Japon (on se souvient que Kim avait été candidat aux dernières élections présidentielles);
- empêché la réalisation de l'Accord conjoint du 4.7.72 en refusant les propositions nord-coréennes au Comité de coordination.

En analysant les accusations nord-coréennes, CvM pense que

- le but principal de la déclaration de Kim Young Joo tend à jeter le discrédit sur le gouvernement sud-coréen aux yeux de son propre peuple;

- les Nord-Coréens, en accusant ainsi Lee Hu Rak, espèrent que les Sud-Coréens mettront fin aux discussions du Comité de coordination N-S, ce qui mettrait la ROK en mauvaise posture devant l'assemblée générale des Nations Unies (qui doit se pencher sur la question coréenne). (R. - 3.9.73)

Et pourtant, l'assemblée générale de l'ONU souhaite la poursuite du dialogue et, à cette fin, le Comité de coordination N-S est l'organe qui lui paraît le plus approprié. Séoul propose, le 15.11.73, une reprise des discussions.¹⁾ La DPRK répond le 27 novembre en posant trois conditions :

- les propositions formulées le 23.6.73 pour la solution de la question coréenne doivent être retirées,
- toutes les personnes arrêtées en vertu de la loi anti-communiste et de la loi sur la sécurité nationale doivent être libérées,
- des représentants des organisations politiques et sociales de Corée du sud doivent être admis au sein du Comité de coordination.

Le Nord voit grand : il suggère que le Comité de coordi-

1) Elle aura lieu à Panmunjom le 5.12.73 entre les Chefs-adjoints des deux délégations.

nation soit élargi et comprenne 300 représentants de chaque Partie (soit 600 au total). Pour des raisons pratiques, politiques et de principe, Séoul ne peut accepter une telle proposition.

Il est relativement clair, estime CvM, que Pyongyang, malgré la résolution de l'ONU, cherche à dresser des obstacles à la reprise du dialogue. A la dialectique, le Nord paraît vouloir ajouter la pression militaire en créant des incidents dans la Mer Jaune, aux environs des "Cinq Iles". (Voir 345e et 346e MAC meetings . chi. 8.6.)

1974

Kim Young Joo, qui dirige la délégation nord-coréenne au Comité de coordination N-S, quitte la direction du Comité central du parti des travailleurs à mi-décembre 1973 pour être nommé, le 16.2.74, au poste de Vice-Premier du gouvernement nord-coréen. (RS 4 - 18.2.74).

L'incident naval du 15 février est aussi évoqué lorsque les suppléants du Comité de coordination N-S se réunissent à PMJ le 27.2.74 - soit deux jours après la rencontre des représentants des Sociétés de la Croix Rouge (voir chi. 6.1.) Aucun résultat tangible: le Sud accuse le Nord d'avoir fabriqué des faux qui présentent les bateaux de pêche comme des bateaux espions - le Nord rétorque en lisant les "confessions" du capitaine. Malgré cela, on projette de se rencontrer à nouveau.

Tout comme au niveau des discussions entre les Sociétés de la Croix Rouge, il n'y a pas rupture des négociations au sein du Comité de coordination N-S mais les rencontres servent essentiellement de caisse de résonance pour la propagande. Le 21.9.74, le Suppléant de la délégation sud-coréenne invoquera le "Dictionary of Political Terminology", publié en 1970 à Pyongyang, pour formuler une critique mordante de l'idéologie et du système politique nord-coréens. (RS 18 - 30.9.74)

Vraisemblablement dans l'attente du résultat des débats devant l'assemblée générale de l'ONU, la rencontre prévue pour le 4 décembre est renvoyée à une date ultérieure. (RS 22 - 2.12.74)

En fait, les relations vont être interrompues - comme dans le cas des Sociétés de la Croix Rouge - mais non rompues jusqu'en 1979 alors que la DPRK semble vouloir réagir favorablement à la proposition formulée, le 19 janvier, dans le discours du Nouvel an du Président Park Chung Hee.

7. PANMUNJOM : LE VILLAGE DE LA PAIX

Le 1.3.70, le Chef dél. apprend que les troupes en service au Camp avancé sont désormais armées du fusil d'assaut M15, en remplacement du M14 porté jusqu'ici dans la JSA. Sur ses interventions à divers niveaux, CvM obtient l'assurance que les hommes qui assurent la garde nocturne dans le camp CH/SW resteront armés du M14, ce qui devrait éviter toute plainte nord-coréenne. (RS 4 - 3.3.70)

C'est en juillet 1970 que le Nord procède à la rénovation de ses bâtiments, désormais recouverts de stuc blanc, et à la construction d'un nouvel immeuble ("Panmungak" - Panmun Pavillon) qui surplombera la zone des conférences et qui, sans doute, permettra une meilleure observation du camp CH/SW (RS 14 - juillet 70). Le Chef dél. voit également dans ces travaux un effort de propagande alors que se multiplient, de part et d'autre de la MDL, les visites de personnalités civiles et militaires et qu'un nombre croissant de touristes viennent à Panmunjom dans le cadre des excursions proposées par le Korea Tourist Bureau de Séoul.

A cette époque, les gardes en service à PMJ circulent entre les bâtiments sans tenir compte de la ligne de démarcation militaire qui les traverse et qui ne se trouve marquée que sur la table de négociation de la MAC. Cette apparente liberté de mouvement n'est pas sans influencer les contacts physiques plus ou moins rudes entre soldats UNC et KPA. (voir chi. 8.4.)

Au cours d'un entretien avec le Senior Member UNC MAC, en décembre 1970, CvM apprend que les UNC MPs en service dans la JSA ont été entraînés aux "Riot control techniques", qu'ils porteront, en cas de besoin, des casques spéciaux offrant une protection du visage et qu'ils seront armés d'une matraque. (Il semble vain d'espérer que les deux Parties renoncent à armer leurs gardes d'un pistolet, source potentielle d'un incident majeur.) (RS 1 - 5.1.71)

Ce "village de la paix" va être le témoin d'incidents plus ou moins sanglants jusqu'en 1976, alors que des mesures de sécurité plus efficaces sont enfin prises. Mais Panmunjom sera aussi un lieu d'espoir alors que, sous différents prétextes - mais hélas sans résultats tangibles - se rencontrent les frères ennemis et qu'un fossé de plus en plus profond se creuse entre eux : le fossé du temps, de l'incompréhension et de l'oubli du passé historique commun.

8. LA COMMISSION MILITAIRE D'ARMISTICE (MAC)

8.1. Généralités

Le RS 3, du 10.2.71, annonce le prochain retrait du détachement que la Turquie maintient dans la garde du Commandement des Nations Unies (ce serait la conséquence d'un faux-pas survenu en automne 1970 lorsqu'une délégation sud-coréenne rencontre à Chypre l'Archevêque Makarios en oubliant d'effectuer une visite de courtoisie parallèle aux autorités turques de l'île.)

1972

Le MG Rhee Bomb June, nouveau Senior Member ROK à la UNC MAC, entré en fonction le 20.1.72, paraît être le premier officier général sud-coréen à refuser d'utiliser un véhicule marqué "US Forces Korea" pour se rendre à PMJ. Il a exigé de pouvoir disposer d'une voiture de l'armée sud-coréenne (de marque japonaise, montée en ROK) dont elle porte l'emblème. (RS 4 - 31.1.72)

Le 23 juin, la compagnie thaïlandaise, forte de 157 hommes, quitte la Corée. Elle s'est illustrée dans le marché noir et dans sa participation à la garde d'honneur tant à Séoul qu'à PMJ, lors de MAC meetings ! Ainsi le dernier contingent étranger important, non américain, est parti. Les troupes américaines sont désormais seules au côté des Sud-Coréens et, pour la parade, une section britannique (généralement des Gurkhas de Hongkong), six Philippins et quelques Thaïs confirment le caractère international du Commandement des Nations Unies. (RS 16 - 27.6.72)

1974

En désignant successivement deux officiers généraux (MG T.U. Greer puis MG W.E. McLeod) déjà attachés depuis un certain temps au Commandement des Nations Unies, les Américains ont réalisé qu'une mission de six mois était trop courte pour un Senior Member UNC MAC. C'est aussi pour la première fois qu'un général de l'armée de terre succède à un officier de la même arme: on assistait en effet précédemment à une rotation entre l'armée (Army), la marine (Navy ou Marines) et l'armée de l'air (Air Force.) - (RS 2 - 28.1.74).

1977

Dans son RS 3, du 7.3.77, CvM relève que la MAC ne s'est pas réunie depuis plus de 160 jours - il est vrai que les mesures prises à la suite de l'incident du 18 août 1976 ont eu pour conséquence une diminution réelle de la tension qui existait dans la

JSA lorsque les gardes UNC et KPA étaient constamment en contacts physiques les uns avec les autres. Cette inactivité des services d'UNC MAC inquiète ces derniers qui se demandent si les organes de l'AA sont en train de se désagréger, tout en réalisant qu'il sera difficile de justifier, vis-à-vis du Congrès américain, le maintien de cet appareil administratif s'il reste inactif. Les Nord-Coréens paraissent avoir compris, estime CvM, qu'ils obtiendront plus en adoptant une attitude passive précisément parce que les membres du Congrès seront plus aisément portés à appuyer le principe du retrait des forces armées américaines, décidé par le Président Carter, et la passation des pouvoirs de la MAC à des officiers généraux sud-coréens, ainsi que cela a été envisagé à quelques reprises déjà.

Le 21 mai, une bombe éclate dans le ciel serein de Panmunjom. On apprend en effet que le MG John K. Singlaub, Chef EM des forces armées US en Corée et d'UNCommand, Senior Member UNC MAC, est rappelé pour avoir ouvertement pris position contre le projet Carter de retrait des forces américaines de Corée. En fait, le général Singlaub est la nouvelle victime d'un journaliste de Washington à qui, en se fondant sur les déclarations de ses propres chefs militaires, il a fourni un "background material" en admettant que son nom ne serait pas cité. Le Président Carter, qui a pris l'affaire personnellement en main, n'a toutefois pas voulu - ou pas pu - courir le risque de punir disciplinairement le général : il s'est contenté d'ordonner une nouvelle affectation. [RS 8 - 30.5.77]

8.2. Délégation des Volontaires du peuple chinois

CvM relate occasionnellement, dans ses rapports, les impressions recueillies au cours des rencontres sociales entre Chinois et délégations NNSC. Ces impressions n'ont généralement pas d'incidence sur la rédaction du présent rapport, les relations pouvant être qualifiées de cordiales. Les Chinois ne perdent aucune occasion pour manifester leur reconnaissance à l'égard de la Suisse qui a été parmi les premiers pays, en Europe, à reconnaître la République démocratique populaire de Chine.

1973

Dans son RS 26, du 28.12.73, CvM signale l'arrivée à la table KPA-CPV MAC, à l'occasion du 347e MAC meeting, du nouveau Chef de la délégation chinoise Chien Jien Wu, qui occupe un siège laissé vacant depuis le 5.2.73, soit pendant près de sept mois. Aucune explication plausible n'est donnée au sujet de cette longue vacance: a-t-elle été imputable au rapprochement sino-américain? Quoi qu'il en soit, CvM énumère, à cette occasion, quelques faits qui lui paraissent significatifs :

- les attaques de la presse nord-coréenne à l'égard du gouvernement de Séoul restent dures; elles reprochent à la "clique des bandits fascistes" de Park Chung Hee d'oppresser les étudiants ;
- les étudiants sud-coréens sont appelés, par Pyongyang, à poursuivre leur combat pour la libération de leur pays et d'y provoquer la révolution (dans leur estimation, les démonstrations estudiantines sont exagérées : l'agence de presse nord-coréenne parle de 100'000 étudiants dans 40 universités); la population sud-coréenne est encouragée à soutenir les étudiants dans leur lutte;
- simultanément, l'agence Hsinhua de Pékin émet des communiqués au sujet des démonstrations d'étudiants sud-coréens, communiqués étonnamment semblables aux publications de Pyongyang;
- autre indice de la coordination sino-coréenne dans ce domaine : les étudiants de trois universités chinoises (Shenyang - Nakai - Chingwhai) adressent, les 15 et 16.12.73, des messages télégraphiques aux étudiants de l'université nationale et de Ewha University (femmes) de Séoul témoignant de leur admiration et de leur respect à l'égard des "soulèvements populaires massifs" des étudiants sud-coréens auxquels les "peuples" nord-coréen et chinois apportent leur soutien moral.

Dans sa conclusion, CvM écrit : "la Chine paraît donc appuyer la Corée du nord dans ses efforts pour provoquer une révolution destinée à renverser le gouvernement de Park Chung Hee."

8.3. Mutations des Chefs des délégations ["Senior Members"]
UNC MAC et KPA-CPV MAC

UNC MAC

1970	janvier	MG	James H. Skeldon relève le MG Arthur H. Adams
	août	MG	Felix M. Rodgers [USAF]
1971	juillet	RAdm	Francis D. Foley
1972	février	MG	Raymond S. Murphy
	août	MG	Rollen H. Anthis [USAF]
1973	février	MG	Fred E. Haynes
	août	MG	Thomas J. Greer
1974	janvier	MG	William E. McLeod
	novembre	RAdm	Henry Morgan
1975	mai	MG	William L. Webb
	juin	MG	James C. Smith
1975	juin	RAdm	Mark Frudden
	novembre	MG	John K. Singlaub
1977	juin	RAdm	Warren Hamm

KPA MAC

1970	juillet	MG	Ri Choon Sun est remplacé par MG Han Yong Ok
1972	décembre	MG	Kim Poong Sup
1975	décembre	MG	Han Ju Kyong

CPV MAC

1971	juin	M.	Ho Chun Jo
1973	décembre	M.	Chen Chien Wu
1978	juillet	M.	Niu Ke Lun

Pour mémoire : mutations intervenues de 1969 à 1979 dans le
Commandement des Nations Unies en Corée [CINCUNC]

Général BONESTEEL
Général MICHAELIS
Général BENNETT
Général Richard S. STILWELL
Général John V. VESSEY jr

8.4. Evolution de la situation et incidents survenus dans la JSA et dans la partie sud de la DMZ

Il n'entre pas dans les limites de ce rapport global de mentionner en détail les nombreux incidents, souvent suivis de morts d'hommes, provoqués par des agents nord-coréens dans la partie sud de la DMZ. En ce qui concerne les infiltrations d'agents sud-coréens au nord de la MDL, il est plus difficile d'obtenir des précisions, la DPRK étant généralement discrète à cet égard. Le rapporteur se bornera donc à rappeler les événements qui, avec le recul du temps, présentent une certaine gravité.

A la suite d'un incident sanglant survenu le 18.10.69 aux portes de la JSA, tous les camions, ainsi que les véhicules transportant des personnalités en direction de la Zone des conférences, sont maintenant accompagnés d'une escorte formée de 2 à 3 jeeps sur lesquelles sont montées des mitrailleuses lourdes [type M60] et d'un camion chargé de MPs armés du fusil d'assaut M16. Cette "Strike Force" prend position à environ 800 m. de la zone des conférences où elle pourrait intervenir en un bref laps de temps. Ainsi que le relève le RS 2, du 3.2.70, ces mesures ont été prises en violation des dispositions de l'AA. Inquiet des conséquences que pourrait avoir un engagement prématuré de cette force d'intervention armée, CvM s'entretient de la question le 29.1.70 avec le LG Heintges, Chef EM UNC en visite dans la JSA, qui convient de la justesse de l'argumentation du Chef dél. et donne des ordres en conséquence.

La circulation des personnes privées [touristes] a été interrompue à la suite de l'embuscade à proximité du camp CH/SW qui, le 14.4.68, avait provoqué la mort de quatre hommes appartenant à la garde montante de la JSA [voir rapport final Barbey p. 12 ss]. Par une décision unilatérale, non concertée avec UNC, le gouvernement ROK décide, le 7.4.70, d'autoriser à nouveau les visites de touristes à PMJ. Dans son RS 7, du 14.4.70, CvM exprime des craintes quant aux incidents que pourrait provoquer le Nord face à la reprise de ces excursions touristiques dans la DMZ, ceci d'autant plus qu'en ce printemps 1970, les incidents se multiplient par l'infiltration au Sud d'agents nord-coréens portant des uniformes de la ROKA et un armement léger de provenance chinoise. [RS 7 - 14.4.70]

Les affrontements entre gardes UNC et KPA et les violences physiques sont faits courants et quasi "normaux" dans la JSA. Des directives interdisent aux membres de la délégation suisse d'intervenir en pareil cas. Les brutalités que les gardes KPA infligent

le 12.10.70, à deux UNC MPs sont une épreuve trop forte pour le plt. R. Joerg, secrétaire-adjoint en service à la JSA, qui, malgré les ordres, ne peut résister à protéger de son corps un MP gravement blessé, couché au sol. Son intervention lui vaudra des coups et une profonde blessure au bras (RS 21 - 13.10.70). Par la suite, Nord-Coréens et Chinois exprimeront leur sympathie au plt. Joerg qui recevra une lettre personnelle du Gén. Michaelis (CINCUNC), alors que le MG Han, Senior Member KPA-CPV MAC, s'adressera par écrit au Chef dél. La NNSC se trouvera à nouveau divisée quant à la suite à donner à la lettre que le Senior Member UNC MAC lui écrit à ce sujet. (RS 22 - 31.10.)

Mais le Nord ne paraît pas être seul à augmenter la tension. CvM croit savoir qu'en avril 1970 (RS 8 - 5.5.70), plus de vingt agents sud-coréens ont cherché à pénétrer au Nord. Le Chef dél. exprime la crainte que ces tentatives ne soient interprétées en DPRK comme des préparatifs en vue d'incidents plus graves, ceci d'autant plus que UNC annonce son intention de reconstruire la route qui conduit de Freedom Bridge au Camp avancé.

1971

Au début de 1971, la tension reste pesante dans la JSA, aussi les rapports de situation périodiques en font-ils fréquemment état. Trois sections de la "Strike Force" ont été formées et l'une d'elle serait constamment en état d'alarme. (RS 5 - 1.3.71)

Le MG Rogers, Senior Member UNC MAC, envisage sérieusement le retrait des éléments des forces armées UNC de la JSA et l'abandon de sa fonction au profit d'un général sud-coréen. De tels projets émanent-ils de la fantaisie d'un officier frustré dans ses responsabilités ou bien sont-ils considérés comme des plans susceptibles d'une réalisation prochaine ? Quoi qu'il en soit, ils semblent faire abstraction du rôle que l'ONU devrait être appelée à jouer en pareil cas - ce que CvM ne cesse de répéter - et ils représentent une source d'inquiétude pour la NNSC qui a appris que les troupes américaines ne défendent plus qu'un couloir sur l'axe Munsan - Freedom Bridge - Advance Camp - JSA (RS 5 - 1.3.71) Par ce transfert de compétences, les Sud-Coréens semblent prendre mieux confiance en eux-mêmes et ils en sont reconnaissants aux Américains. Par contre, il est désormais plus difficile d'obtenir l'autorisation d'inviter des Sud-Coréens au camp CH/SW.

Avant de quitter son poste, le MG Rogers - dont CvM parle fréquemment dans ses rapports - fait une déclaration fracassante à la presse sud-coréenne: sa place de Senior Member UNC MAC devrait être occupée par un général sud-coréen, dit-il en substance. La "bombe" est d'un trop gros calibre: le Commandement des Nations Unies se voit dans l'obligation, au nom du gouvernement américain, de désavouer formellement son représentant à la MAC. Diplomatiquement, le MAE à Séoul déclare qu'il ne peut prendre position à l'égard d'une déclaration personnelle. (Il est bien évident qu'un tel manque du sens des responsabilités ne peut que nuire à la crédibilité d'UNC MAC.)
[RS 11 - 12.7.71]

A son retour de vacances, en juillet, CvM observe une recrudescence de la tension dans la JSA et un durcissement de la position nord-coréenne à la MAC. Selon le MG Pav, Membre CZ NNSC, ce changement d'attitude est essentiellement dû

- au rapprochement sino-américain (on parle d'une visite de Nixon à Pékin),
- au fait que les Etats-Unis paraissent vouloir véritablement se retirer du Vietnam et peut-être aussi de la Corée du sud. Sûre de l'appui de la Chine, Pyongyang estime que la menace d'une attaque américaine n'est plus à envisager.

CvM conclut en ces termes: "La seule chose que l'Orient moderne reconnaisse, c'est la puissance et l'attitude des Américains donne l'impression que leur puissance est sur le déclin." [RS 12-21.7.71]

Le ballon d'essai lancé par les Américains et tendant au remplacement du Senior Member UNC MAC par un général sud-coréen reste un sujet de discussion à Séoul et à Panmunjom. CvM croit savoir que le Président Park Chung Hee ne se rallierait à cette proposition que si la ROK devenait membre de l'Organisation des Nations Unies.
[RS 17 - 31.8.71]

Les visiteurs de PMJ dans le secteur et sous le contrôle de la KPA ont fréquemment des attitudes et des gestes hostiles à l'égard des gardes UNC (on se souvient que le Membre SW NNSC n'a lui-même pas été épargné.) Pour UNC, la coupe va déborder et, par l'intermédiaire de son "Joint Duty Officer", il fait savoir qu'il ne prendra part à une séance de la MAC, ou des Secrétaires MAC, "que si KPA-CPV donne l'assurance que l'attitude des hôtes admis par ses soins dans la JSA sera contrôlée". [RS 22 - 9.9.71]. Le même jour,

- 1.11.71 - c'est au tour du Suppléant CH NNSC de se faire interpellé grossièrement; le 5 novembre, il en est de même d'un officier radio CH qui accompagne des visiteurs.

CvM proteste en séance NNSC; il est soutenu par le Suppléant SW, alors que les Membres CZ et PO veulent renvoyer la question à la MAC qu'ils estiment compétente en la matière. (RS 22 - 9.11.71) Quant au Senior Member KPA-CPV MAC, il prétend que les hôtes de la JSA ne font que manifester leur indignation légitime à l'égard de la présence américaine prolongée en Corée du sud.

1972

UNC suit attentivement la construction, dans la partie nord de la DMZ, d'une barrière de barbelés. Haute de 2,5 m., cette barrière s'étend déjà, en février 1971, sur 81 km. et ne s'interrompt que dans la partie orientale où le terrain abrupt s'oppose à son déploiement. Elle se trouve généralement à 1'500 m. à l'intérieur des 2'000 m. que compte la DMZ au nord de la MDL. (RS 7 - 29.2.72)

1973

Au début de mars, CvM signale deux incidents d'une certaine gravité car suivis de mort d'hommes. Une patrouille sud-coréenne, dont la présence dans cette partie de la DMZ avait été annoncée à l'avance par UNC MAC, reçoit le feu d'une position nord-coréenne, alors qu'elle était occupée à remplacer un "marker" - signal numéroté marquant la MDL - et à couper les hautes herbes et les buissons qui l'entouraient. Cet incident, certainement pas accidentel, est traité par la MAC dans sa 337e séance, le 12.3.73. (RS 6 - 19.3.73).

Un nouvel incident sanglant se produit le 17.4.73, au cours duquel deux hommes sont tués près de Libby Bridge. Pour le Nord, c'est une "fabrication" américaine. Pour le Ministre de la défense ROK, ce troisième incident en moins de deux mois coïncide avec le ton des attaques de la presse de Pyongyang. A PMJ, le doute s'installe dans les esprits, alors que circulent des rumeurs selon lesquelles les "agents nord-coréens" auraient été, en fait, des soldats sud-coréens ayant agi sur ordre de leurs chefs ? (RS 9 - 24.4.73)

A son retour d'un nouveau voyage en Chine, CvM constate, dans son RS 23, du 5.11.73, un regain de tension dans la Zone des conférences (JSA). Les hôtes nord-coréens insultent fréquemment les

gardes UNC qui, désormais blasés par de telles attaques verbales, restent généralement impassibles ... ce qui, dans l'optique du Nord, serait un aveu de faiblesse. Le fanion américain qui se trouve sur la table MAC - local dans lequel les visiteurs ont accès hors des séances - est souvent maltraité. Une séance des officiers de sécurité sera même troublée et retardée par l'intrusion de "touristes" dans la salle MAC.

1974

A l'occasion de la visite à PMJ du LG Murphy, Chef EM UNC, le 3.3.74, les gardes nord-coréens orchestrent un incident qui se traduit par des vitres cassées et des véhicules endommagés. Après examen des renseignements qui lui parviennent, CvM estime que l'opération était préparée. L'incident, qui a reçu une certaine publicité au Sud, est traité au cours d'une séance des Secrétaires de la MAC, le 12.3.74.

L'incident aura pour ^{autre} conséquence d'apporter la preuve que la KPA dispose, de jour, de troupes, de l'effectif d'une compagnie, à proximité de la JSA (une sorte de "camp avancé" dans - et non hors - les limites de la DMZ.) [RS 8 - 25.3.74]

Dans son rapport du début de juin 1974, CvM fait part de son inquiétude face à l'augmentation de la tension qui règne dans la JSA: incidents mineurs en soi, mais significatifs, notamment lorsque UNC décide la construction d'une nouvelle voie d'accès au poste de contrôle placé au "Bridge of no return".

1975

Un incident d'une certaine gravité se produit le 30.6.75 alors que siège la MAC (364e séance). Le major Henderson, suppléant du commandant du Camp avancé, est pris à partie par des journalistes nord-coréens qui le rouent de coups et lui brisent le larynx. Tout porte à croire - même si les officiers nord-coréens interviennent pour mettre fin à cette bagarre à laquelle leurs gardes prennent également part - qu'elle a été préméditée et organisée. En effet, à la protestation improvisée du Senior Member UNC MAC, le MG Kim Poong Sup répond en lisant un texte, dont la traduction est prête, disant que les "agresseurs impérialistes US" portent toujours la responsabilité de tels incidents ... [RS 18 - 7.7.75]

Dans son RS 20, du 28.7.75, le Chef dél. rapporte les renseignements qu'il a recueillis au sujet de la chute d'un hélicoptère

de la ROKA dans la partie S de la DMZ. A bord, trois officiers sud-coréens, dont un brigadier général. Selon toute vraisemblance, l'appareil, pourtant prévenu par des signaux de mise en garde, se dirigeait vers la DPRK, ce qui obligea le commandement sud-coréen à l'abattre. Commentaire de CvM : "Dieses für unsere Begriffe etwas radikale Lösung des Problems liegt ganz in der Richtung der jetzigen Südkoreanischen Einstellung, wonach vermieden soll, der Nordkoreanischen Propaganda irgend einen neuen Halt zu geben."

1975

CvM signale de nombreux incidents, mineurs en soi, mais qui lui font craindre qu'ils soient précurseurs d'un incident majeur entre le Nord et le Sud. Dans son RS 10, du 31 mars, il rappelle quelques cas déjà cités dans les rapports antérieurs :

- pénétration ostensible dans la partie N de la DMZ, le 7 avril en plein jour, de deux tanks nord-coréens ;
- démonstration nord-coréenne devant la salle de conférence de la NNSC, alors que la Commission est en séance, le 20 avril,
- prise de position en plein jour, puis camouflage, de deux canons de gros calibre dans la partie N de la DMZ, le 28 avril.

Enquêtant sur de prétendues violations de l'AA par le Sud, un JOT UNC est en mesure d'observer, le 13 mai, une équipe de 15 soldats nord-coréens - ne portant pas l'identification requise pour justifier leur présence dans la DMZ - occupés à poser des mines dans la partie N de la DMZ. Ainsi se trouve vérifié ce que l'on croyait savoir depuis longtemps : le minage de la DMZ.

En règle générale, les deux Parties évitent d'introduire simultanément des visiteurs dans la JSA. Tel n'est pourtant pas le cas le 29 mai : alors qu'un groupe de soldats américains en vêtements civils est entré dans la salle de conférence MAC - où ils reçoivent l'information d'usage sur les activités de cette dernière - un groupe de 92 personnes, accompagnées de quelques gardes nord-coréens, pénètrent en force dans la même salle après avoir mis de côté le garde UNC placé devant la porte N du bâtiment. Réaction "exagérée" du Sud avec branle-bas de combat complet sur tout le front de la 2e division US mais exercice convaincant de la volonté américaine d'être prêt à faire face à une situation dangereuse.

Il paraît logique de rappeler, dans ce chapitre, les conséquences pratiques, au plan de la sécurité dans la JSA des

incidents des 18 et 21 août (voir 379e - 381e MAC meetings chi. 8.6. et chi. 8.4.1.). Un complément à l' "Agreement on the Military Armistice Headquarters Area, its Security and its Construction" est signé, le 6.9.76, après plusieurs séances de travail, par les deux Secrétaires MAC. Les points principaux en sont :

1. La MDL sera marquée dans la JSA de manière complémentaire, comme suit :
 - à l'intérieur de la zone des bâtiments, sept au total, par des bandes de béton larges de 50 cm. et hautes de 5 cm;
 - dans le reste de la JSA par des poteaux de béton de 10x10 cm et de 100 cm. de hauteur, plantés à intervalles de 10 m.
2. Il est interdit au personnel militaire de franchir la MDL dans la JSA, à l'exception
 - du personnel de la Commission militaire d'armistice,
 - des Joint Observer Teams ainsi que
 - des membres de la Commission des Nations neutres pour la surveillance de l'armistice.

En ce qui concerne les membres de la MAC et leur personnel, c'est un maximum de 15 personnes qui peuvent, à la fois, se rendre de l'autre côté.

A l'intérieur des bâtiments, la réglementation suivante est désormais en vigueur :

- dans les bâtiments à usage commun : liberté de mouvement,
- dans les bâtiments occupés par une seule Partie : liberté de mouvement pour celle-ci seulement.

Les personnes civiles peuvent continuer à traverser la MDL et à circuler librement dans la JSA : elles doivent alors porter une identification.

3. Les postes de contrôle ["checkpoints, guardposts"] ne peuvent être placés que dans la zone de la Partie concernée. Aucun obstacle ne peut être dressé qui gênerait l'observation par l'autre Partie.

Ces mesures entrent en vigueur dix jours après leur acceptation par les Senior Members de chaque Partie. Les opérations sont en cours le 13 septembre, au moment où le Chef dél. suppléant rédige son rapport, et deviennent exécutoires le 16.9.76 à 1900 h. Plus tard, les Nord-Coréens renonceront à l'utilisation du "Bridge of no Return" et construiront une autre route d'accès vers la JSA. [RP 8 - 18.10.76]. Il est regrettable, écrit CvM, que la propagande nord-coréenne tire profit de cette décrispation alors que le MG Rogers avait fait des propositions dans ce sens en octobre 1970 déjà. [RS 1 - 3.3.77]

1977

Le 14 juillet, un gros hélicoptère américain [Chinook,47] est abattu alors que, par erreur, il a survolé le territoire de la DPRK à environ 3 km au N de la MDL. Non armé, ce gros transporteur était chargé de ciment destiné à une position sud-coréenne près de la côte est de la péninsule, difficilement accessible par voie de terre. Trois occupants sont tués, le quatrième est légèrement blessé. Cet incident est réglé d'une manière inhabituelle au cours du 385e MAC meeting, le 16 juillet, et d'une séance des Secrétaires MAC, le même jour : voir détails sous chi. 8.6. - 385e MAC meeting.

8.4.1. Incident du 18 août et démonstration américaine de force, le 21 août 1976, dans la JSA

Un chapitre est consacré à ces incidents vu les conséquences qu'ils eurent sur l'organisation de la JSA en général et de la Zone des conférences, en particulier. Le Chef dél. est alors en vacances en Suisse et c'est son Suppléant, le cap. Widmer qui rapporte à ce sujet.

Afin d'améliorer la visibilité à proximité du "Bridge of no Return" - voie d'accès nord-coréenne à la JSA - le commandant du Camp avancé ordonne l'élagage d'un gros arbre; ce travail est effectué par cinq ouvriers sud-coréens en civil accompagnés d'une dizaine de MPs américains et KATUSAs sous le commandement du cap. Bonifas et du plt. Barrett. En peu de temps, un groupe d'une trentaine de gardes nord-coréens se rassemblent; on en vient aux mains, les officiers américains refusant d'interrompre les travaux ainsi que l'exigent les Nord-Coréens. Grièvement blessés par des coups de haches et de couteaux, le cap. Bonifas et le plt. Barrett ne tardent pas à rendre l'âme; neuf autres hommes sont blessés, leur vie n'est toutefois pas en danger.¹⁾ A l'arrivée de la "Quick Reaction Force", tout est terminé : l'incident sauvage a duré 4 1/2 minutes.

Au vu de la tension qui règne dans la JSA, UNC refuse un "Security Officer's Meeting on the spot" et demande la tenue d'un MAC meeting (379e) pour le lendemain, 19 août. Le Nord refuse la séance si elle n'est pas précédée d'une réunion des officiers de sécurité. Un compromis est trouvé: à 1600 h. se tiendront simultanément un MAC meeting, dans le bâtiment MAC, et un Security Officer's Meeting sur le terrain.

Voir chi. 8.6. : 379e MAC meeting.

Au plan militaire, la conséquence de l'accident est la mise en état d'alarme avancée des 42'000 soldats américains et des 600'000 hommes de la ROKA mais aussi, dans une certaine mesure, des troupes US stationnées au Japon. Deux escadrilles (F4 Phantoms et F111) atterrissent sur sol coréen. Le porte-avion USS Midway quitte la base de Yokosuka au Japon en direction de la péninsule coréenne.

Le 21 août à 0700 h., un groupe de sapeurs de l'US Army

1) plus tard, le MG Han Ju Kyong déclarera, dans un MAC meeting, que cinq Nord-Coréens ont été sérieusement blessés. (RS 18 - 27.9.76)

entouré de 300 soldats UNC, procède à l'abattage du peuplier qui a été la cause indirecte de l'incident du 18 août. A l'arrière, aviation et armée sont prêtes au combat. Cette action-commando ne provoque pas de réaction de la part du Nord mais l'état d'alerte durera encore et des hélicoptères survoleront la partie sud de la DMZ et de la JSA.

Peu avant midi, la tension se réduit quelque peu. Le MG Han Ju Kyong a demandé, pour 1200 h., une rencontre avec le RAdm. Frudden. Ce dernier accepte et l'entretien se déroule dans la salle de conférence MAC en présence de trois officiers seulement de part et d'autre. Le but de la rencontre est la communication verbale de Pyongyang en réponse à la protestation du général Stilwell [voir chi. 8.6.] :

"It was a good thing that no big incident occurred at Panmunjom for a long period. However it is regretful that an incident occurred in the Joint Security Area, Panmunjom, this time. An effort must be made so that such incidents may not occur in the future. For this purpose both Sides should make efforts. We urge your Side to prevent the provocation. Our Side will never provoke first, but take self defensive measures only when provocation occurs. This is our consistent stand."

L'entretien dure treize minutes, le Senior Member UNC MAC se refusant à prolonger la discussion sous cette forme.

Dans son RS 15, 23.8.75, le cap. Widmer relève que les délégations CH et SW NNSC n'ont pas été prévenues de l'intervention des sapeurs américains. Ce n'est que dix minutes après le début de l'action, alors que les hélicoptères tournoyaient au-dessus de la JSA, que le Joint Duty Officer UNC réunit les deux chefs de délégation, au domicile du général suédois, pour les orienter sur le déroulement de l'opération en cours et pour leur offrir la possibilité d'une évacuation des délégations, proposition qui, après consultation, est repoussée.

A son retour de vacances, CvM se penche longuement, dans son RS 18, du 27.9.76, sur les causes de l'incident du 18 août, qu'un observateur attentif pouvait parfaitement prévoir car des tentatives, les 6 et 16 avril, de couper des branches du fameux peuplier, avaient été écartées par l'intervention de gardes nord-coréens.

En définitive, tout repose sur un manque de connaissance, de la part d'officiers américains, de la situation locale et de la mentalité des Nord-Coréens : le Commandant du Camp avancé a ordonné

des travaux de routine sans soupçonner les conséquences de son ordre. Mais les Nord-Coréens voulaient-ils un incident ? CvM répond affirmativement à cette question. Selon le Chef dél., Pyongyang voulait démontrer aux participants à la conférence des pays non-alignés réunis à Colombo une "preuve" que les Américains créent des incidents en Corée. De plus, par un incident sanglant, il fallait frapper l'opinion américaine et la rendre sensible à l'argument de l'inutilité de la présence des G.I.s sur sol coréen "da unsere Jungen sonst in einem zweiten "Vietnam" verstrickt werden könnten." [CvM. dixit.]

Mais, au Nord, l'alerte a également été chaude et la situation considérée dans sa gravité : obscurcissement de tout le pays, interruption de toutes les visites - y compris les visites d'Etat à Pyongyang et à Panmunjom - ceci pendant plusieurs semaines. Quant à l'opinion publique nord-coréenne, l'assassinat de deux officiers américains lui a été cachée mais il lui a été expliqué que l'incident a été causé par les Américains.

8.5. La découverte des tunnels creusés sous la DMZ

Le 15.11.74, une patrouille sud-coréenne voit de la vapeur s'élever d'un trou creusé au milieu environ de la partie sud de la DMZ, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Panmunjom. Des sondages, suivis d'excavations, conduisent à la découverte d'un tunnel d'un mètre de large et de 150 cm environ de hauteur, renforcé au plafond et sur les côtés par des plaques de ciment préfabriquées. 1)

UNC prend cette découverte très au sérieux. Des sondages sont faits auprès de CvM à l'effet de savoir si la NNSC peut être saisie de l'affaire. Le Chef dél. doit répondre par la négative car il faudrait l'accord des quatre Membres - ce qui paraît impensable - et puis l'AA a prévu un mécanisme pour étudier les violations surveillées dans la DMZ : les JOTs (Joint Observer Teams). Sur invitation d'UNC, CvM est prêt, à titre personnel - donc sans engager la NNSC - à se rendre sur place; il souhaiterait évidemment être accompagné de son collègue suédois ... si celui-ci accepte les dangers inhérents à une telle visite. (RS 20 - 18.11.74)

L'équipe de spécialistes UNC dépêchée sur place découvre un système de petites charrettes sur rails permettant l'évacuation de la terre, un câble électrique permettant l'éclairage 220V/60 cycles, de la dynamite, du riz, de l'eau, une montre avec un bracelet nord-coréen, de petits cantonnements pour dormir et manger, une mine "Claymore" et une boussole militaire apparemment de fabrication est-allemande. Compte tenu de la petite stature des soldats nord-coréens, ce tunnel permettrait le passage, sous les barrages de barbelés, de troupes de choc ou de guerilla. Les travaux éveillent l'attention d'un poste d'observation nord-coréen qui ouvre le feu au moyen d'armes automatiques. Une batterie de 105 MM sud-coréenne riposte et fait taire le tir de KPA.

Le Nord accuse alors les Sud-Coréens d'avoir ouvert le feu sur leurs positions, le 15.11.74, jour de la découverte du tunnel et qualifie celle-ci, selon l'usage, de "fabrication" de la propagande du Sud.

Le 20 novembre, deux officiers US et ROK trouvent la mort dans ce tunnel que les Nord-Coréens pourraient avoir miné entre temps. (RS 21 - 25.11.74)

1) Note du rédacteur : en 1968 déjà, UNC craignait que des tunnels soient en construction sous la DMZ pour permettre des infiltrations communistes dans le sud du pays. Ce n'est donc qu'en novembre 1974 qu'une preuve sera découverte.

1975

Dans son RS 3, du 3.2.75, CvM s'étend longuement sur la controverse qui se développe à propos de la prétendue découverte de 13 nouveaux tunnels à l'intérieur de la DMZ. Ces rumeurs se révèlent être fausses: il y a des indices qui permettent de penser que d'autres passages souterrains existent mais la preuve de leur existence n'est pas fournie.

Le 19.3.75, le corps diplomatique accrédité à Séoul ainsi que les représentants des mass medias sont informés de la découverte d'un deuxième tunnel creusé dans le granit à une profondeur de 50 m. environ. Ses dimensions [200 x 200 cm] permettent le passage de véhicules motorisés. Ce tunnel se trouve à 47 km. à l'est du premier tunnel et à 13 km au nord de Chorwon, soit sur un des axes principaux d'invasion (Uijongbu). C'est à la suite des sondages systématiques et d'observations au moyen d'appareils accoustiques entrepris dans la DMZ que ce passage souterrain aurait été découvert. Mais sans doute les chercheurs ont-ils aussi tenu compte des confessions de deux déserteurs nord-coréens qui ont donné récemment des précisions sur le "programme" d'actions militaires dirigées contre le Sud [selon leurs déclarations, un tunnel serait en construction à 4,5 km. environ au S-O de Panmunjom.] Kim Il Sung aurait donné l'ordre, le 25.9.71, de construire des routes d'infiltration sous la zone démilitarisée; en conséquence, chaque corps d'armée en position le long de la DMZ a été appelé à creuser un tunnel qui doit permettre l'infiltration de troupes au sud de la première ligne de défense sud-coréenne. Les travaux ont apparemment commencé au cours de 1972 et des foreuses auraient été achetées en France et au Japon. (Rappelons que la Déclaration conjointe créant un Comité de coordination Nord-Sud porte la date du 4 juillet 1972 !)

La découverte de ce deuxième tunnel est qualifiée, à Pyongyang, "d'imposture et de pure fabrication". Pour Séoul, par contre, la construction de tunnels sous la DMZ, après la signature du Communiqué conjoint du 4.7.72, est une preuve absolue des plans de guerre de Pyongyang. Jamais, jusqu'ici, n'ont été démontrées aussi clairement les intentions nord-coréennes d'attaquer tôt ou tard et par surprise le Sud où règne une certaine inquiétude. [RS 9 - 2.4.75]

Dans son RS 10, du 15.4.75, CvM rapporte d'autres détails techniques au sujet du tunnel no 2 : il court sur une distance de 1'100 m. au sud de la MDL - pour être opérationnel, sa longueur aurait dû être prolongée d'environ 1'200 m., ce qui aurait exigé encore plusieurs mois de travail, estime-t-on. A l'endroit des forages,

le tunnel a été comblé, à une date récente et sur 40 m. environ, par des éclats de granit, du sable et de la boue, jusqu'à un mur de béton et une porte clouée.

En ce qui concerne l'exploitation politique de cette découverte par le Sud [visite projetée de membres du corps diplomatique, par exemple], le Nord s'exprime sans ambiguïté : il ne tolérera pas de "manoeuvres pernicieuses" et si, malgré ses mises en garde, "ce complot criminel" est poursuivi, le Sud en supportera toute la responsabilité.

Mais UNC MAC ne peut laisser la NNSC dans l'ignorance des faits, aussi adresse-t-il, le 3 avril, une lettre à la Commission [voir chi. 9.2.]

Un accident tragique est à déplorer en relation avec l'exploration du tunnel no 2 : chargé de faire exploser la porte qui ferme l'accès en direction du Nord, trois soldats sont asphyxiés par les gaz de l'explosion. N'entendant aucun signe de leurs camarades, quatre autres soldats pénètrent dans le tunnel et subissent le même sort. Un peu plus d'expérience et des mesures de sécurité accrues auraient pu éviter, dans l'un comme dans l'autre tunnel, ces morts inutiles. [RS 10 - 15.4.75]

1978

Le 4 septembre, CvM rapporte [RS 19] qu'un nouveau tunnel a été découvert sous la DMZ, à proximité du Camp avancé, et que, d'après diverses observations, le travail aurait été repris à dix autres endroits. Information fragmentaire et confidentielle ... et pourtant, le général suédois l'aurait déjà visité ?

La découverte de ce troisième tunnel fera l'objet du 391e MAC meeting, le 27.10.78 [voir chi. 8.6.] Le tunnel se trouve à 4 km. environ au sud de PMJ et à 2 km au S-O du Camp avancé. Il est percé dans le granit à une profondeur de près de 70 m. Ainsi se trouvent vérifiées les déclarations du déserteur nord-coréen qui avait avoué, en 1974 déjà, avoir travaillé au percement de ce tunnel. UNC a attendu un moment psychologiquement et politiquement favorable pour annoncer cette découverte. Alors que Teng Hsiao Ping prétend qu'il n'y a pas de tension en Corée, les Américains veulent au contraire démontrer que la DPRK poursuit ses préparatifs en vue d'une attaque militaire au Sud. [RS 23 - 6.11.78]

En fin d'année, on s'interroge sur le pourquoi de la reprise d'activité des "taupes" nord-coréennes et CvM rappelle, dans son RS 25, du 27.11.78, que la raison pratique de ces passages souterrains serait de permettre à des unités nord-coréennes, portant un uniforme similaire à celui de la ROKA, de s'infiltrer derrière les lignes de défense, d'y provoquer des incidents et d'appeler à l'aide le "protecteur nord-coréen."¹⁾ Ainsi se trouverait justifiée, vis-à-vis de l'opinion publique mondiale, une intervention armée de la DPRK.

1) Note du rédacteur : c'était la mission des officiers nord-coréens qui, en janvier 1968, sont parvenus aux portes de "Blue House", la résidence du Président de la République de Corée. Outre un attentat contre le Chef de l'Etat, ils devaient s'emparer d'un poste émetteur radio, annoncer au Nord que la révolution avait éclaté au Sud et requérir l'appui des frères du Nord.

8.6. Séances de la Commission militaire d'armistice (MAC meetings)

Remarque préliminaire : les rapports périodiques de situation (RS) ne font pas mention de toutes les séances de la Commission militaire d'armistice dont les procès-verbaux sont déposés aux Archives fédérales. Aussi le présent rapport se borne-t-il à évoquer les MAC meetings au sujet desquels CvM a rédigé des commentaires.

26. 1.70 - 298e séance : attaque de part et d'autre dans le plus pur style de Panmunjom.

30. 3.70 - 299e séance : rencontre demandée par KPA-CPV MAC pour "tâter" le MG James H. Skeldon, nouveau Senior Member UNC MAC qui commet "l'erreur" de se montrer trop agressif, au cours de sa première intervention.

6.4.70. La 300e séance est convoquée directement de Pyongyang; elle coïncide avec la visite en DPRK de Chou En Lai. Le Senior Member UNC MAC, cette fois plus mesuré dans le ton de ses interventions, menace toutefois à deux reprises de quitter la salle, menaces déplorées par le MG Toman, Membre CZ NNSC, qui redoute que le dialogue instauré au sein de MAC ne subisse une interruption imputable aux Américains. [RS 7 - 14.4.70]

15. 5.70 - 301e séance. Bien que la DPRK observe généralement le mutisme au sujet des infiltrations d'agents sud-coréens au nord de la DMZ, cette question est au centre d'une séance au cours de laquelle le Senior Member UNC MAC accuse ses adversaires de vouloir procéder à des empoisonnements massifs au Sud, accusation fondée sur le fait qu'une petite quantité d'un poison très violent a été trouvée sur un agent nord-coréen tué au Sud. [RS 9 - 19.5.70]

9. 6.70. Objet de la 302e séance : le "Yellow Sea incident" qui, le 5 juin, voit l'arraisonnement par deux navires rapides nord-coréens, à proximité du 38e parallèle, d'un bâtiment sud-coréen de 120 t., équipé d'installations de haut-parleurs apparemment utilisés pour prévenir les pêcheurs en passe de franchir le 38e parallèle par inadvertance. Selon UNC, 6 membres de l'équipage sont tués au cours de l'affrontement, le bateau et le reste de l'équipage sont conduits en DPRK. Celle-ci affirme, par contre, que le bateau a été coulé lors de l'attaque. [Le refus de UNC d'autoriser l'aviation ROKA à intervenir dans cet incident sera une nouvelle cause de tension entre Coréens et Américains]. [RS 12 - 23.6.70]

29. 6.70 - Le 303e MAC meeting est convoqué par KPA-CPV

MAC à l'occasion du 20e anniversaire de la guerre de Corée. Cette séance donne au Nord l'occasion de rappeler ses accusations contre UNC dont le représentant souligne la gravité de l'attentat manqué au Cimetière national de Séoul et rappelle la destruction d'un bateau rapide nord-coréen au sud de la MDL dans les environs d'Inchon. (RS 13 - 7.7.70)

11. 8.70 - La 304e séance est qualifiée de "tranquille". Le MG F.M. Rodgers y fait ses premières armes en qualité de Senior Member UNC MAC. (RS 18 - 18.8.70.)

15. 9.70. C'est à nouveau KPA-CPV MAC qui a demandé la séance au cours de laquelle le MG Han stigmatise les Etats-Unis qui, par leur présence, font obstacle à la réunification de la Corée et s'étend longuement sur le discours prononcé le 15 août par le Président Park Chung Hee (voir annexe n° 3). De part et d'autre, on cherche apparemment à se gagner des sympathies au sein de l'ONU (RS 19 - 15.9.70).

23.10.70 - Deux thèmes principaux sont évoqués au cours de cette séance. Par UNC MAC : la tension dans la JSA (incidents des 9 et 12 octobre), violations par le Nord des dispositions de l'AA. Pour KPA-CPV MAC, les incidents survenus dans la JSA ne se seraient pas produits si UNC s'en tenait scrupuleusement aux dispositions de l'AA. A la surprise des observateurs - et probablement pour corriger les mauvais effets psychologiques de la conduite des gardes KPA (estime CvM) - le "Yellow Sea Incident" est à nouveau évoqué, sans toutefois que les "preuves" d'espionnage du "bateau haut-parleurs" sud-coréen paraissent tout à fait plausibles aux initiés.

25.11.70 - 308e séance. Malgré sa promesse de quitter la salle de conférence lorsque UNC montrera un film, MG Han Yong Ok, Senior Member KPA-CPV MAC, assiste "fasciné" à la projection d'un film vidéo montrant l'interrogatoire d'un agent nord-coréen fait prisonnier au sud en novembre. (RS 24 - 1.12.70.)

5.12.70 - La 309e séance MAC est entièrement consacrée à l'atterrissage, le 15.11.70, d'un MIG 15 au sud de la MDL (voir chi. 2.5) Alors que le Nord réclame le retour du pilote et de son appareil, UNC se contente de répondre que l'instruction n'est pas encore terminée.

16.12.70 - La 310e séance MAC évoque essentiellement de prétendus tirs de mitrailleuses du poste d'observation "Lucy" en

direction d'ouvriers nord-coréens occupés dans la DMZ. "But de l'exercice, écrit CvM, insister sur le fait que la tension se maintient dans la JSA". L'affaire du MIG 15 fut toutefois longuement évoquée au cours de cette séance. [RS 1 - 5.1.71]

1971

13. 1.71 - La 311e séance est consacrée aux incidents navals du 26.12.70 et du 6.1.71 : comme c'est généralement le cas, la version des faits diffère suivant qu'elle émane du Nord ou du Sud.

17. 2.71 - Au cours de la 312e séance, KPA-CPV MAC élève une protestation à l'encontre de l' "Operation Freedom Vault" au cours de laquelle des forces aériennes américaines, venues de Caroline du Nord, interviendront dans ces manoeuvres. [RS 4 - 18.2.71 et 5 - 1.3.71]

15. 3.71 - 313e séance : sont évoqués des tirs [d'artillerie] dans la DMZ ainsi que le survol de la DPRK par un avion supersonique américain d'observation SR 71.

1. 4.71 - La 314e séance, demandée par le Nord, donne l'occasion à KPA-CPV MAC d'accuser^{UNC} de violer les dispositions du paragraphe 13d AA en introduisant 54 Phantoms F 4 du Japon en relation avec les manoeuvres "Freedom Vault". Réponse du Senior Member UNC MAC : c'est le réarmement nord-coréen qui justifie le renforcement des mesures défensives prises en faveur de l'allié sud-coréen. [RS 7 - 20.4.71]

A son retour de vacances, CvM rappelle que deux séances de la MAC ont eu lieu pendant son absence, les 2 et 12 juin. Au cours de cette dernière réunion, le Senior Member UNC MAC propose son plan de "démilitarisation de la zone démilitarisée". Il s'agit de procéder à des inspections sur le terrain par des JOTs (Joint Observer Teams) et, après avoir nettoyé successivement des zones d'un kilomètre de les rendre, de part et d'autre de la MDL, à l'agriculture, les paysans ainsi installés dans la DMZ seraient désormais contrôlés par des gardes non-armés. Le MG Han Yong Ok refuse cette proposition, dans laquelle il décèle une volonté d'agression américaine et il déclare que, depuis des années déjà, la DPRK a restitué à ses paysans les terres les plus productives de la DMZ. [RS 11 - 12.7.71]

9. 7.71 - La 318e séance de la MAC est la dernière à laquelle prend part le MG Rogers, Senior Member UNC MAC. Il en

profite pour porter une nouvelle attaque contre la délégation des Volontaires du peuple chinois (dans un premier temps, il s'était opposé à la traduction en langue chinoise des délibérations de la MAC). La réunion coïncide également avec l'entrée en fonction de Ho Chun Jo, le nouveau Senior Member CPV MAC. On se souvient que les officiers chinois ne portent plus de galons marquant leur rang militaire. MG Rogers prétend alors que l'accréditation à la MAC de (Mr.) Ho n'est pas valide puisqu'elle ne mentionne pas son rang dans l'armée chinoise. Puis il se lance dans une dissertation sur les origines de la guerre de Corée et va jusqu'à citer de prétendus "Mémoires" de Chruschschew qui font porter sur Kim Il Sung la responsabilité du déclenchement des hostilités. C'est faire perdre la face au MG Han Yonk Ok, Senior Member KPA-CPV MAC; "victoire à la Pyrrus" déclarera un peu plus tard l'ambassadeur américain Porter (RS 11 - 12.7.71)

Le 29 juillet, le RAdm. Foley relève le MG Rogers et prend place pour la première fois à la table de MAC (319e séance). Le Senior Member KPA-CPV MAC formule des propositions en sept points:

1. UNC doit procéder au démantèlement de toutes ses fortifications dans la DMZ;
2. UNC doit garantir l'ordre et la sécurité dans la JSA;
3. Toutes les forces américaines doivent se retirer de Corée;
4. Des armes modernes, au sens de l'AA, ne doivent plus être introduites en Corée du sud;
5. Toutes les armes introduites en ROK en violation du paragraphe 13d AA doivent être retirées;
6. UNC doit cesser de se livrer à des provocations en effectuant des tirs dans la DMZ;
7. Le peuple coréen doit être libre de se déplacer à travers la DMZ.

De son côté, le Senior Member UNC MAC, reprenant la proposition du Secrétaire UNC MAC, demande

1. la simplification des procédures administratives de la MAC;
2. l'application des mesures proposées pour la diminution de la tension dans la JSA;
3. une démilitarisation réelle de la DMZ.

Ainsi, les deux Parties souhaitent

1. le démantèlement des fortifications dans la DMZ,
 2. la garantie de l'ordre et de la sécurité dans la JSA
- mais une différence majeure existe à l'égard du point 1. UNC souhaite l'exécution de ces mesures sous le contrôle de Joint Observer

Teams,¹⁾ alors que KPA-CPV exige que UNC procède au préalable à la destruction de ses fortifications. Dialogue de sourds ou propagande ? [RS 13 - 3.8.71.]

La question de la démilitarisation de la DMZ est à nouveau proposée par UNC MAC au cours de la 320e séance, le 20.8.71. Rejet par KPA-CPV MAC sous le prétexte que ces propositions camouflent les plans d'agression des Américains. [RN 17 - 31.8.71]

La 322e séance, qui se tient le 21.9.71 à la demande de KPA-CPV MAC, permet d'évoquer un incident qui, dans les environs de Kimpo [aéroport de Séoul] a été provoqué par quatre agents nord-coréens [trois tués, un prisonnier]. Les discussions entre les Sociétés de la Croix Rouge sont évoquées plus plus ou moins directement, le Senior Member KPA-CPV MAC demandant aux Américains et au gouvernement actuel de ROK de permettre la réunification pacifique du pays; le RAdm Foley déclarant que "UNC appuie pleinement le principe des discussions humanitaires qui se déroulent présentement dans la JSA." Dans son commentaire, CvM se félicite de l'attitude calme et méthodique du RAdm. Foley, dont la politesse contraste avec le comportement du MG Rogers, son prédécesseur. [RS 19 - 28.9.71.]

Au cours de la 323e séance, le 21.10.71, le ton du Senior Member KPA-CPV MAC reste "agressif et dur" dans ses attaques contre UNC, notamment en lui reprochant des vols d'espionnage par des SR 71 dans l'espace aérien nord-coréen. De plus en plus, UNC n'est plus traité de "Américain imperialist aggressors" mais bien plutôt de "puppet soldiers". L'esprit de conciliation qui règne lors des rencontres des représentants de la Croix Rouge est loin de se répercuter dans les séances de la MAC !

Face à la recrudescence d'incidents causés par des visiteurs de la JSA nord-coréenne, le Senior Member UNC MAC a fait savoir qu'il exigera une période de dix jours sans manifestation avant d'accepter une nouvelle séance de la MAC: il tient parole en faisant reporter au 18 novembre la 324e séance MAC [à la suite des troubles observés du 1er au 5 novembre dans la JSA. [RS 24 - 29.11.71]

La 325e séance, le 4.12.71, permet au MG Han Yong Ok

1) Il faut rappeler, à ce propos, que, depuis le 7 avril 1967, aucun constat n'a pu être fait par des JOTs, faute de participation de KPA-CPV MAC.

d'attaquer les Américains qu'il accuse d'être responsables d'une déclaration récente du Président Park Chung Hee relative à l'état de danger régnant en Corée. Le Senior Member KPA-CPV MAC voit dans cette déclaration une volonté de réduire à néant les espérances en une réunion prochaine, nées des discussions en cours entre les Sociétés de la Croix Rouge. (RS 25 - 21.12.71)

1972

La 326e séance MAC, convoquée pour le 4.1.72, est particulièrement longue : 6h 28 min. Trois thèmes en sont l'objet :

- reproches nord-coréens très sévères à l'égard d'UNC dont le représentant a refusé de prendre part immédiatement à la séance sans agenda préalable;
- reproches aux Américains de violer de manière répétée l'espace aérien nord-coréen par des avions de surveillance SR 71 (20 cas ont été signalés en 1971);
- rappel des sept exigences formulées lors du 319e MAC meeting pour diminuer la tension en Corée.

Le RAdm. Foley, Senior Member UNC MAC, s'efforce de prouver que ces propositions ne sont pas compatibles avec l'AA.

Le 26 janvier, la 327e séance permet à UNC MAC de montrer, au moyen de 30 diapositives, que le Nord a construit des fortifications et des barrages de barbelés à l'intérieur de la DMZ. CvM rappelle que UNC en a fait de même entre le Camp avancé et la JSA. (RS 4 - 31.1.72)

Bien que le MG Murphy prenne part pour la première fois à une séance de la Commission, le 328e MAC meeting, qui se tient le 3 mars, est moins virulent que d'habitude, le Senior Member KPA-CPV MAC usant d'un ton plus doux. On interprétera cette modération comme représentant une certaine détente à PMJ. Venant peu de temps après la visite de Nixon à Pékin, ce changement d'attitude amène quelques diplomates à penser que Chou En Lai et le Président américain se sont accordés, expressément ou discrètement, sur une politique du statu quo qui, en définitive, pourrait conduire à l'admission des deux Corée aux Nations Unies.

C'est dans une atmosphère semblable que se déroule la 329e séance, le 23.3.72. Et pourtant, relève CvM, l'attitude du Sud est loin d'être conciliante. La ROKA va jusqu'à planifier une attaque qui viserait à détruire la barrière de barbelés que la DPRK a

construite dans la partie nord de la DMZ (RS 9 - 28.3.72). On rapporte que de jeunes généraux coréens, qui ont acquis l'expérience du combat au Vietnam, exerceraient une pression dans ce sens sur le Ministre de la défense. (RS 10 - 3.4.72)

Pour la première fois depuis plus de dix ans, KPA-CPV MAC accepte une interruption de séance après trois heures: ainsi prend fin ce que l'on a appelé la "guerre des vessies" ("War of the bladders") qui obligeait les participants au meeting à se soumettre à un régime déshydraté 24 heures avant la rencontre ! UNC croit déceler dans ce geste "humanitaire" - comme dans d'autres indices tout aussi ténus - une très légère volonté d'apaisement de part de ses adversaires.

Maintenant sa position de ne participer à une réunion de la MAC que si elle a été précédée d'une période de calme dans la JSA, le MG Murphy retarde d'une semaine, soit jusqu'au 18.5.72, la 330e séance. Il présente alors de très bonnes diapositives des fortifications et renforcements du terrain exécutés dans la partie nord de la DMZ (la barrière de barbelés s'étend maintenant sur 80 km., travaux qu'il a lui-même observés en inspectant la zone.) A nouveau, mais sans succès, il propose le recours aux JOTs (RS 14 - 23.5.72)

22. 6.72 - Le 331e MAC meeting donne l'occasion de répéter les accusations que les deux Parties s'adressent souvent ... non sans raison ! (RS 16 - 27.6.72)

La 332e séance a lieu le 7.9.72 à la demande de KPA-CPV MAC dont le Senior Member aborde trois thèmes :

- les Coréens discutant maintenant ensemble leurs affaires, les Américains doivent se retirer de Corée;
- en livrant, le 27 août, un destroyer à la marine sud-coréenne, les Américains ont commis une nouvelle violation de l'AA;
- les gardes UNC en fonction dans la JSA doivent mettre fin à leurs provocations à l'égard des Nord-Coréens et cesser de déranger ainsi les travaux des Sociétés de la Croix Rouge !

Réponses calmes et réduites au minimum de la part du MG Anthis, nouveau Senior Member UNC MAC.

C'est à l'occasion de la 333e séance, le 4.12.72, que le MG Kim Poong Sup prend place à la table MAC en qualité de nouveau Senior Member KPA-CPV. Il déclare que, par les discussions de la Croix Rouge et la constitution du Comité de coordination Nord-Sud, le dialogue est maintenant établi entre les Coréens. La présence des

"US imperialist aggressors" n'est dès lors plus justifiée. De plus, ils continuent à introduire de nouvelles armes en République de Corée (ce qui est exact !) Dans sa réponse au ton modéré, le Senior Member UNC MAC explique que, par leur aide en matériel, les Américains veulent rétablir l'équilibre faussé, depuis 1957, par l'introduction d'armes nouvelles en DPRK. [RS 29.12.12.72].

1973

La MAC se réunit le 18.1.73 [334e]. Pour la première fois depuis longtemps, le MG Anthis, Senior Member UNC MAC, s'exprime sur l'introduction de nouvelles armes en Corée du Sud. Il insiste sur le fait que ces armes sont un moyen de maintenir l'équilibre des forces en présence. La réponse nord-coréenne est plutôt pondérée. [RS 2 - 23.1.73] Au cours de la même séance, le Nord formule une proposition en cinq points "pour la transformation de l'armistice en une paix durable"; cette proposition est distribuée à la presse sud-coréenne. Chaque paragraphe se réfère aux "US imperialist aggressors", seuls responsables des obstacles dressés sur le chemin de la réunification. [RS 3 - 30.1.73]

Ce ton relativement modéré ne dure pas. La 335e séance, convoquée le 26.1.73 par KPA-CPV MAC, est destinée à protester contre les survols de l'espace aérien nord-coréen et par l'introduction d'avions et d'hélicoptères en ROK. Le durcissement se fait également sentir à l'égard de la ROKA responsable de tirs dans la DMZ. Le Chef dél. relève que c'est la première fois depuis 1971 que de telles accusations sont portées contre les Sud-Coréens et non seulement contre les forces armées d'UNC. Les cinq points du programme proposé au cours de la 334e séance sont repris. UNC répond en reprenant sa proposition formulée en 1971 de désarmer tous les gardes en service dans la JSA. [RS 3 - 30.1.73]

Le 336e MAC meeting, le 5.2.73, représente la baptême du feu pour le MG Fred E. Haynes, nouveau Senior Member UNC MAC. Accusation principale : UNC a procédé à des tirs de fusées sur la côte ouest. [RS 4 - 13.2.73]

Le 12 mars, UNC a convoqué la 337e séance pour traiter de l'incident grave survenu le 7 mars dans la DMZ. (voir chi. 8.4.). Pour KPA-CPV MAC, la version des événements est évidemment différente: il affirme que l'engagement sud-coréen s'est déroulé au niveau d'une bataille avec engagement de mines, d'artillerie et aussi d'aviation !

... Au même moment, on apprend qu'une nouvelle séance plénière du Comité de coordination N-S aura lieu les 21/22 mars à Pyongyang.
[RS 6 - 19.3.73]

Au cours de la 339e séance, le 23.4.73, le Chef de la délégation KPA-CPV MAC ridiculise la proposition du MG Haynes, Senior Member UNC MAC, de vouloir engager les Membres de la NNSC dans le terrain lors des changements de "markers" le long de la MDL (afin de diminuer les risques d'incidents). Une telle affectation n'est pas prévue par l'AA ... et d'enchaîner en exigeant le retrait des troupes américaines ainsi que celui des membres du "Liaison Group" qui ont pris part à la guerre de Corée. [RS 9 - 24.4.73]

Ton habituel lors de la 340e séance, le 28 juin. Et pourtant UNC MAC marque un point en produisant des magazines nord-coréens qui, photographiés à l'appui, prouvent que la DPRK a importé des armes modernes qui n'existaient pas encore au moment de la signature de l'AA. Interloqué, KPA-CPV MAC éprouve quelques difficultés à réagir ... mais, le jour même, réclame une nouvelle séance de la Commission. [RS 15 - 2.7.73]

Au cours de la 341e séance, le 25 juillet, le Senior Member KPA-CPV MAC n'arrivera pas, par des accusations stéréotypées, à surmonter "l'échec" qu'il a connu lors du dernier MAC meeting. Pour la deuxième fois consécutive, le Senior Member UNC MAC marque des points ... en suivant les conseils du brigadier britannique et du membre australien de l'Advisory Group ! [RS 18 - 6.8.73]

23. 8.73 - Le 342e MAC meeting apporte un nouvel avantage psychologique à UNC MAC car les gardes nord-coréens ont été pris en flagrante violation des dispositions de l'AA en portant des armes automatiques dans la JSA. [RS 19 - 27.8.73]

La 343e séance a lieu le 6.9.73 à la demande de KPA-CPV MAC. Le nouveau Senior Member UNC MAC y fait preuve d'une certaine agressivité et relève qu'il ne représente pas seulement les Etats-Unis mais aussi le Commandement des Nations Unies. [RS 20 - 10.9.73]

Bien que la durée de la 344e séance, le 12.10.73, soit assez longue, elle ne donne essentiellement lieu qu'à l'échange d'accusations de part et d'autre. Pour sa part, le Senior Member UNC MAC réfute les accusations du Nord qu'il accuse au contraire d'être seul responsable des "agressions" qui se sont produites au cours de l'année : en mars, attaque d'une équipe d'entretien dans le secteur

UNC de la DMZ; un mois plus tard, tentative, par trois agents nord-coréens, de traverser la DMZ en direction du sud. (RS 22 - 22.10.73)

La question de l'accès aux "Cinq Iles" sera longuement évoquée au cours de la 345e séance, le 24 décembre. Il s'agit d'îles situées dans la Mer Jaune, au sud de la presqu'île nord-coréenne d'Ongjin, et placées sous le contrôle d'UNC: Paeng-Nong-Do, Daechong-Do, Sochong-Do, Yongpyong-Do et U-do. Des incidents navals se sont produits dans la région au cours de l'été. Les Nord-Coréens estiment que les eaux territoriales des "Cinq Iles" leur appartiennent; dès lors, les forces navales sud-coréennes ne peuvent les utiliser, prétendent-ils, qu'avec leur autorisation expresse.

Après avoir été laissé vacant depuis le 5.2.73, le siège de la délégation des Volontaires du peuple chinois à la MAC est occupé par le nouveau Senior Member CPV MAC : (Mr.) Chien Jien Wu.

Au cours d'une séance de près de quatre heures (345e - 1.12.73), la MAC se penche à nouveau sur la question des "Cinq Iles" qui, on l'a vu, paraît vouloir être exploitée par la DPRK, après plus de vingt ans, contre la poursuite du dialogue N-S. Pour KPA-CPV MAC, le groupe d'îles se trouve dans les eaux territoriales nord-coréennes et UNC ne peut y exercer qu'un contrôle militaire. Le Senior Member UNC MAC répond que les îles se trouvent sans contredit dans les eaux territoriales sud-coréennes et les bâtiments de guerre UNC se déplacent soit dans les eaux internationales soit à proximité immédiate des îles. Le Nord exige que chaque mouvement des canonnières lui soit annoncé au préalable, sans quoi il réagira contre elles. UNC refuse cette exigence. (R - 3.12.73.)

1974

A la suite de l'incident naval du 15 février, le 16.2.74, à 1229 h., UNC a demandé la tenue d'un MAC meeting le 20 février. Le même jour à 1300 h., soit 31 minutes plus tard, KPA-CPV MAC propose la date du 19 février. Bien que UNC MAC ait tout préparé pour le 20 et même transporté son équipement au Camp avancé, la délégation KPA-CPV MAC refuse de paraître en prétextant que sa proposition avait la priorité. CvM rappelle qu'un incident de même nature, survenu en 1966, avait conduit à une interruption des séances de la MAC pendant plusieurs mois. (RS 5 - 25.2.74)

Le Senior Member UNC MAC profite de son inaction au Camp avancé pour donner, le 20 février, une conférence de presse dans laquelle il

expose longuement le point de vue du Sud au sujet de l'incident naval du 15.2.74. [Le MG McLeod savait depuis la veille à 2330 h. que la délégation KPA-CPV MAC ne serait pas présente à la table de la MAC, le lendemain !]

Tous les effets de propagande étant épuisés, une séance se tient effectivement le 28 février et les Nord-Coréens acceptent que le Senior Member UNC MAC prenne le premier la parole ("fast einmalig" écrit CvM car, pour des raisons de prestige, KPA-CPV s'efforce généralement de prononcer la première déclaration.) Malgré une session de huit heures, au cours de laquelle KPA-CPV montre un film et fait entendre l'enregistrement de la voix du capitaine, aucun résultat positif n'en résulte.

Le 350e MAC meeting, le 14 mai, permet à UNC MAC d'accuser KPA-CPV MAC de deux violations de l'AA à la suite de tirs effectués à partir de la DMZ contre deux hélicoptères UNC [incident du 9.5.74 - voir chi. 2.4.]. Le Nord répond que les hélicoptères volaient en zone nord-coréenne. [RS 13 - 3.6.74]

Au cours de la 351e séance, le 7.6.74, UNC MAC présente à nouveau des preuves photographiques - généralement de provenance nord-coréenne - des armes modernes dont dispose la KPA et accuse en conséquence le Nord d'avoir adressé de faux rapports à la NNSC à ce sujet car l'introduction de ces nouvelles armes n'a jamais été rapportée. [A la question posée par les Membres CZ et PO NNSC, le Senior Member KPA-CPV MAC répond que ces armes sont fabriquées par les Nord-Coréens eux-mêmes !] [RS 14 - 10.6.74]

La 352e séance MAC, le 1.7.74, est essentiellement consacrée à l'incident du 28 juin au cours duquel un bateau de la police maritime sud-coréenne a été coulé quelques kilomètres au nord de la MDL.

Au cours du 353e MAC meeting, le 12.8.74, le Senior Member UNC MAC revient, pour la première fois depuis 1971, sur la proposition américaine de procéder à la démilitarisation progressive de la DMZ. [RS 15 - 12.8.74]. Cette initiative d'UNC MAC aurait été prise afin de démontrer que l'UNC est disposé à agir positivement en faveur du maintien de la paix en Corée. C'est précisément pour cette raison, ajoute CvM, que KPA-CPV MAC doit rejeter cette proposition car la DPRK ne peut pas accepter la démonstration d'un aspect positif de la présence UNC et de ses forces armées en Corée. [RS 16 - 26.8.74]

C'est dans le même climat de propagande "pro onusienne"

que se déroule le 354e MAC meeting, le 13.9.74.

Au cours de la 355e séance, le 25.10.74, le Nord accuse UNC de procéder à un renforcement de son potentiel nucléaire en Corée [il est vrai que "Stars and Stripes" - journal des forces armées américaines - a publié un article sous le titre "Tactical Nuclear Security Improved" qui commence par ces mots : "US military commanders have recently improved the security of tactical nuclear weapons based in South Korea but are resisting suggestions that the atomic arms be removed". Et d'ajouter : "Nuclear weapons depots are reported to be located not far from Seoul, within 35 to 50 miles of the DMZ..."] En réponse, le Senior Member UNC MAC se borne à rappeler les matériels et armements nouveaux dont dispose le Nord. [RS 19 - 28.10.74]

Une longue séance de près de sept heures (356e) est consacrée, le 26.11.74, au tunnel inachevé découvert dans la DMZ [voir chi. 8.5.] Le Nord est en outre accusé de porter la responsabilité de la mort de deux officiers tués par une explosion dans le tunnel. Pure propagande, répond le Senior Member KPA-CPV MAC qui, "preuves" à l'appui, accuse les Sud-Coréens d'avoir envoyé un bateau-espion (canot en plastique de 2,5 m. équipé d'un moteur hors-bord) dans les eaux nord-coréennes et d'avoir mené des actions d'espionnage dans la même région au moyen de petits avions (la preuve consiste dans la présentation d'un modèle réduit - comme les soldats américains en construisent dans leurs moments de loisirs - sur lequel une camera a été fixée !)

La MAC se réunit à nouveau le 20 décembre pour la 357e fois. Un incident naval survenu le 16.12.74 à l'ouest d'Inchon est l'objet principal de la séance au cours de laquelle le Senior Member UNC MAC offre de restituer à l'autre Partie le bateau nord-coréen incriminé ainsi que trois autres embarcations de pêche détenues au Sud. Pris par surprise, le général nord-coréen répond qu'il reviendra sur cette proposition à une date ultérieure. Ce sera fait, le 23 décembre au cours d'une séance des Secrétaires MAC. Le Nord exige que le bateau ne soit pas réparé et qu'il soit livré à un certain point qui se trouve dans ses eaux territoriales. UNC et ROK se trouvent apparemment devant des problèmes techniques difficiles à surmonter : bateau en piteux état, remorquage au nord de la DMZ par voie de mer, transport terrestre peu aisé; par ailleurs, le transport sur territoire nord-coréen ne serait pas sans poser également des problèmes pratiques, la DPRK ne disposant vraisemblablement pas de remorque suffisam-

ment puissante. Pour CvM, le résultat est plutôt positif mais il a le sentiment que les Nord-Coréens cherchent à en tirer un élément de propagande. [RS 24 - 30.12.74 et 1 - 13.1.75]

1975

La 358e séance MAC, le 5.2.75, donne l'occasion au Senior Member KPA-CPV MAC de protester, selon l'usage, contre de nombreuses violations de l'AA imputées à UNC mais surtout de s'élever [thème relativement nouveau] contre la présence d'armes nucléaires à proximité de la DMZ en prévision d'une guerre nucléaire. [RS 4 - 24.2.75]

L'incident naval du 15 février, évoqué sous chi. 2.4, est l'objet du 359e MAC meeting, le 21.2.75. Le Senior Member UNC MAC demande, en vain, pourquoi le patrouilleur nord-coréen se trouvait si éloigné au sud de la MDL.

Par suite des déclarations contradictoires des deux Parties, CvM éprouve des difficultés à se faire une opinion au sujet de l'incident du 26 février en Mer Jaune [voir chi. 2.4.] traité au cours du 360e MAC meeting, le 3.3.75.

La découverte d'un deuxième tunnel creusé sous la DMZ [voir chi. 8.5.] justifie la convocation de la 361e séance, le 20.3.75. Bien que la nouvelle ait été annoncée le matin même par la radio sud-coréenne, le Senior Member KPA-CPV MAC paraît embarrassé par l'exposé du Senior Member UNC MAC, et tout particulièrement par les confessions des déserteurs, alors qu'il entendait protester contre les renforts américains, l'acquisition de navires de guerre par la marine sud-coréenne ainsi que contre les intentions provocantes de manoeuvres militaires tout comme l'utilisation de la ROK comme base américaine d'attaque nucléaire. [RS 9 - 24.3.75]

27. 5.75 - La 362e séance n'apporte aucun élément nouveau. Le MG W.L. Webb prend part à sa première séance MAC en sa qualité de Senior Member UNC MAC : il entend les exagérations du MG Kim Poong Sup, Senior Member KPA-CPV MAC, qui prétend que les Sud-Coréens ont placé dans la DMZ des dizaines de milliers de soldats ainsi que des grandes quantités d'artillerie lourde. Selon un déserteur nord-coréen, dont la confession a été dévoilée à l'occasion de ce 362e MAC meeting, la possibilité d'une attaque-surprise existe réellement et le gouvernement de Pyongyang aurait planifié une guerre de trois jours, menace qui, il est évident, amène UNC à divulguer à des journalistes, en

secret, ses propres plans pour une guerre de neuf jours en cas d'attaque nord-coréenne.

11. 6.75 - Le 363e MAC meeting apporte son lot d'accusations réciproques. Le MG W.L. Webb donne des nouvelles précisions sur le deuxième tunnel dans lequel deux excavations importantes ont été découvertes: l'une des pièces a une largeur de 6 m. et une longueur de 18 m. Il proteste également contre le survol, par deux MIG 21, de Paengnyong-Do, la plus grande des "Cinq Iles". (RS 15 - 17.6.75)

Vers la fin d'une longue séance (364e), le 30.6.75, un incident d'une certaine gravité se produit à proximité immédiate de la salle de conférence MAC (RS 18 - 7.7.75) - voir chi. 8.4.

La 365e séance, le 12.7.75, est essentiellement consacrée à l'incident du 30 juin. Le nouveau Senior Member UNC MAC, MG J.C. Smith prouve ses accusations au produisant de nombreuses photographies, dont certaines montrent un garde nord-coréen frappant du pied le corps inanimé du major Henderson. Le MG Kim Poong Sup prétend, malgré l'évidence, que l'affaire a été préparée par les Américains et qu'Henderson en porte la lourde responsabilité. (RS 19 - 14.7.75)

Au cours de la 367e séance, le 3.9.75, le Senior Member KPA-CPV MAC cherche brièvement à exploiter la lettre que les Membres CZ et PO NNSC lui ont écrite en réponse à son intervention auprès de la Commission au sujet des armes nucléaires entreposées sur sol sud-coréen (voir 1297e NNSC meeting). Le Senior Member UNC MAC répond que cette lettre ne reflète pas l'opinion unanime de la NNSC, les Membres CH et SW ne partageant pas les vues de leurs collègues du Nord. Mais la séance est essentiellement consacrée à un incident curieux au cours duquel un "habitant" de Taesong Dong - village situé dans la DMZ à proximité de la JSA - a été "enlevé" par des soldats nord-coréens. Plusieurs faits troublants, rapportés dans les RS 22 et 23 - 1.9. et 8.9.75, amènent CvM à penser que cet "enlèvement" représente plutôt la récupération par le Nord de l'un de ses agents introduit illégalement dans le village. L'absence de résistance de la part de l'intéressé, comme aussi ses déclarations au sujet des conditions de vie imposées aux Sud-Coréens semblent confirmer cette thèse. Pour le Nord, l'affaire est simple : un patriote sud-coréen a déserté; Le général nord-coréen refuse toutefois que, face à un JOT, le "fugitif" soit autorisé à s'exprimer sur ses intentions réelles.

La 368e séance s'ouvre le 24.10.75. Au même moment, la

NNSC reçoit du Senior Member KPA-CPV MAC une lettre évoquant les faits mêmes dont il va entretenir la MAC : manoeuvres militaires, exercices de tir de missiles, livraison d'avions de combat (dont on parle seulement dans les milieux UNC). Le MG Smith réfute ces attaques et se déclare prêt à réactiver les dispositions du paragraphe 13d AA aussitôt que la DPRK renoncera aux nombreuses armes modernes en sa possession, dont l'Institut pour les études stratégiques de Londres donne la spécification. De plus, ajoute-t-il, la question du retrait de toutes les forces armées américaines de Corée n'est pas l'affaire de la Commission militaire d'armistice, elle doit être traitée par une conférence politique tenue à haut niveau. (RS 26 - 27.10.75)

Malgré les craintes exprimées sous chi. 5 à la suite de la [relative] victoire coréenne à l'ONU, le Nord convoque la 369e séance MAC qui se tient le 10.12.75. D'une durée de 2h 52min, c'est la plus courte séance de l'année et n'apporte aucun élément susceptible d'être rappelé. (RS 30 - 15.12.75)

1976

Le MG Han Ju Kyong prend part à la 370e séance, le 22.1.76, pour la première fois en sa qualité de nouveau Senior Member KPA-CPV MAC ¹⁾. Le changement de personne n'apporte aucun changement dans le ton des accusations, souvent répétées, formulées à l'égard du Sud. Le MG Smith répète, de son côté, que ROKA et UNC sont unis pour assurer la défense de la République de Corée. Il répète aussi avec insistance qu'il est prêt, à tout moment et au niveau d'officiers d'état-major, à étudier des propositions tendant à une amélioration de l'Accord d'armistice et de la Commission militaire d'armistice. (RS 2 - 2.3.76)

26. 2.76 - 371e MAC meeting. Le Senior Member KPA-CPV MAC reprend, en les complétant, les arguments développés dans sa lettre du 25 février à la NNSC. A l'accusation d'UNC MAC portant sur les armes nouvelles introduites en DPRK, il répond que cette accusation est sans fondement.

Au cours de la 372e séance, le 31.3.76, le Senior

1) Il est rappelé qu'avec le grade de "senior colonel", Han Ju Kyong a servi pendant plusieurs années à PMJ en qualité de Secrétaire KPA-CPV MAC: il est donc très familier avec ses nouvelles fonctions.

Member KPA-CPV MAC réclame la dissolution du Commandement des Nations Unies. Il fonde cette exigence sur les dispositions de la Déclaration conjointe du 4.7.72 ainsi que sur l'esprit de la charte de l'ONU. C'est la première fois depuis l'adoption des deux résolutions coréennes par l'assemblée générale de l'ONU, en octobre 1975, que ce thème est évoqué par le Nord. On se demande dès lors, dans les milieux UNC, si la DPRK veut maintenant aborder la question de manière formelle. Quoiqu'il en soit, le Senior Member UNC MAC rejette cette proposition en disant que la Commission militaire d'armistice n'est pas le forum habilité à discuter la question. Il montre par contre, photographies à l'appui, que les Nord-Coréens ont amélioré ou agrandi des positions construites dans la DMZ.

A la demande du Nord, la 373e séance se tient le 3 avril. Le Senior Member KPA-CPV MAC refuse la proposition UNC de faire intervenir un JOT pour enquêter sur l'origine d'un feu de brousse qui a éclaté dans la DMZ; il refuse tout aussi carrément de se rendre sur place en compagnie du Senior Member UNC MAC.

En ouvrant le 374e MAC meeting, le 13 mai, le MG Han Ju Kyong déclare qu'il a convoqué la séance pour diminuer le danger de guerre en Corée puis il formule une série d'accusations usuelles et exige le retrait des troupes américaines. Le MG Smith lui répond que le retrait des troupes n'est pas de la compétence de la MAC mais bien, selon le para. 60 AA, celle d'une conférence politique à haut niveau. A l'avenir dès lors - et comme il s'est exprimé à plusieurs reprises sur ce sujet - il n'acceptera plus que des exigences aussi absurdes soient discutées par la MAC.

Le 4 juin, 375e séance au cours de laquelle le Senior Member UNC MAC demande de retirer les mines dont la pose a été observée récemment dans la DMZ [voir chi. 8.4.] A l'occasion de cette séance, le Ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie visite la JSA en compagnie du LG Smoldas, Membre CZ NNSC. CvM relève que c'est la première visite à PMJ d'un MAE de l'un des quatre pays représentés à la NNSC. [RS 11 - 7.6.76]

Les deux MAC meetings suivants [376e et 377e] sont convoqués à des dates rapprochées [18.6. et 23.6.76]. Le RAdm. Frudden, nouveau Senior Member UNC MAC, participe à la deuxième séance au cours de laquelle deux incidents sont évoqués : la mort de trois agents nord-coréens, tués les 19 et 21 juin alors que, venant du Sud ils regagnaient la DPRK en portant l'uniforme des "Homeland Reserve

Forces" de la ROK.¹⁾ Le second incident s'est produit le 26 juin dans la Zone des conférences, alors qu'une jeep UNC circulait par erreur entre deux bâtiments KPA MAC, le chauffeur, nouvellement arrivé à PMJ, ne connaissant pas encore les lieux. Résultat : coups et blessures alors qu'à l'époque, l'AA garantissait aux deux Parties le libre accès dans toute la JSA. (RS 12 - 28.6.76)

5. 8.76 - 378e MAC meeting.

Le sanglant incident survenu le 18 août dans la JSA, évoqué brièvement sous chi. 3.4.1., justifie le 379e MAC meeting qui se tient dès 1600 h., le 19 août 1976, dans une atmosphère tendue. Le RAdm. Frudden, Senior Member UNC MAC, lit une protestation formelle du général Stilwell, Commandant en chef des forces des Nations Unies, adressée au Commandant en chef de la Korean People's Army (KPA), le maréchal Kim Il Sung, Chef de l'Etat.

"Yesterday, an unprovoked act of severe hostility was initiated by members of the KPA security force against the UNC security force in the Joint Security Area. This incident of most grave consequences was an open and flagrant act of belligerency by the Korean People's Army resulting in the death of two UNC Security officers. This incident not only jeopardized the entire framework of this Commission but it violates the neutrality of the JSA as agreed upon by both Sides in July 1953, as well as all internationally recognized conventions in regard to armistice agreements. Never before in the twenty-three years since the cease fire was formally signed has there been the outright and brutal murder of JSA security force personnel. This was not the eruption of an unplanned argument. It was the deliberate murder of two UNC personnel who, while engaged in routine maintenance functions of a type your personnel often perform, were attacked unmercifully by a numerically superior force, wielding axes and clubs. I ask your assurance that an incident such as this will not occur again."

C'est la troisième fois qu'UNC s'adresse directement au Chef de l'Etat nord-coréen [affaires du US "Pueblo" et de l'avion de reconnaissance américain EC 121 abattu en 1968 également].

1) Dans son RS subséquent [13 - 19.7.76], CvM rapporte que ces agents nord-coréens rentraient d'une mission d'une vingtaine de jours passés en République de Corée, mission au cours de laquelle ils ont pris plus de 500 photographies d'installations militaires, de points d'appui, de postes de commandement sud-coréens. "Un excellent travail", dira le Commandant en chef UNC !.. une perte de la face pour la ROKA.

Des photographies prises au cours de l'incident sont produites en séance: elles prouvent la supériorité numérique des Nord-Coréens et leurs moyens d'attaque.

Pour le MG Han, Senior Member KPA-CPV MAC, le combat a commencé lorsque le contingent UNC a provoqué les gardes nord-coréens malgré leurs demandes répétées d'interrompre un travail qui entraînait dans le cadre de leur responsabilité d'entretien; de plus, l'élagage a commencé sans que le Nord ait été prévenu des intentions d'UNC.

Les séances MAC vont se succéder à intervalles rapprochés: 25.8.76 - 380e meeting. Les "regrets" que les Américains perçoivent dans la réponse de Pyongyang (voir chi. 8.4.1.) sont considérés comme "pas positif" par le Senior Member UNC MAC mais il demande à Pyongyang des assurances concrètes pour la garantie absolue de la sécurité ainsi que de la liberté de mouvement du personnel UNC dans la JSA. Il demande en outre la punition des responsables de l'assassinat des deux officiers américains.

Sans répondre directement mais en se fondant sur la déclaration de Pyongyang du 21 août, le MG Han Ju Kyong propose qu'à l'avenir, le personnel de sécurité de la JSA soit séparé, c'est-à-dire que les gardes KPA soient limités à la partie nord de la JSA et que les MPs UNC le soient au sud. Un règlement pratique de la question est l'affaire des Secrétaires MAC.

Sur instruction de Washington, le 381e MAC meeting est convoqué par UNC pour le 28 août. UNC demande à KPA-CPV MAC un certain nombre de mesures qui sont rappelées sous chi. 8.4. (RS 16 - 30.8.76)

La 382e séance de la MAC [9.10.76] donne au Senior Member UNC MAC l'occasion de relever que l'accord signé entre les deux Parties est le premier accord efficace réalisé depuis 1953 et que les deux Parties sont maintenant unanimes pour reconnaître qu'une collaboration est nécessaire pour régler des problèmes communs.

1977

A la suite d'un incident survenu le 3 mai dans la DMZ, UNC convoque la 383e séance MAC pour le 9 mai, soit après une interruption de sept mois exactement. Dans ses conclusions, CVM constate (RS 7 - 9.5.77) que

- des preuves irréfutables n'ont pas pu être produites par UNC MAC

au sujet du prétendu incident et que
- les Nord-Coréens ont encore fait preuve de retenue dans leurs critiques [manoeuvres aériennes] à l'adresse des Américains.

Le temps passe et les Nord-Coréens commencent à douter de la volonté de repli exprimée par le candidat Carter au cours de sa campagne électorale. La propagande reprend ses droits et le 384e MAC meeting, convoqué par le Nord, se tient le 1er juillet. Le nouveau Senior Member UNC MAC, RAdm. W. Hamm se montre "direct et agressif", écrit CvM dans son RS 10, le 18.7.77. L'objet de la rencontre est un prétendu incident, causé par les troupes de la ROKA, dans le secteur oriental de la DMZ le 25 juin.

L'incident du 14 juillet, rapporté sous chi. 8.4. et, en détail dans le RS 10, du 18.7.77, fait l'objet de la 385e séance MAC, le 16 juillet. Dès le début, les Américains cherchent à dédramatiser la situation - le Président Carter lui-même a déclaré que cet incident ne doit pas se transformer en une confrontation. Il s'agit d'une simple erreur de navigation, "regrettable et malheureuse" et l'hélicoptère n'était pas armé. A la surprise générale, le MG Han Ju Kyong, Senior Member KPA-CPV MAC, se déclare prêt, après accomplissement de certaines formalités, à rendre au Sud les trois cadavres et le survivant du CH 47.¹⁾ A 2001 h., le même soir, le CWO G.M. Schanke traverse la ligne de démarcation militaire entre les bâtiments de la MAC et de la NNSC. Les Nord-Coréens refusent de rendre l'hélicoptère qui, démonté, serait déjà sur la route de Pyongyang. En épilogue, le Président Carter "salue la libération du survivant et la remise des cadavres, mais déplore ces pertes de vies humaines par suite d'une réaction démesurée à l'égard d'un survol par mégarde d'un appareil non armé". [Il faut relever que deux membres de l'équipage se sont tués en sautant de l'hélicoptère qui reprenait son vol après un contrôle à terre et avant d'être abattu, alors qu'il cherchait à s'éloigner.]

1978

Un incident naval survenu le 28 avril justifie le 336e

1) Note du rédacteur : le règlement extraordinairement rapide de cet incident sera évoqué, plus de deux ans plus tard, au cours d'une discussion entre le MG Han Ju Kyong et Barbey comme preuve de la volonté d'apaisement manifestée à l'époque par les Nord-Coréens qui croyaient alors dans les assurances données par le Président Carter de procéder à un désengagement américain en Corée.

MAC meeting. Le 11 mai, un patrouilleur rapide nord-coréen a été coulé par deux patrouilleurs de la marine ROK. A Séoul, on pavoise car ces bateaux rapides ont été acquis récemment grâce à des dons volontaires du peuple coréen [RS 9 - 1.5.78]. Malgré les preuves photographiques et matérielles apportées par UNC MAC (armes, munitions, équipements trouvés sur les quatre marins nord-coréens tués), l'incident n'est que "fabrication" pour le Senior Member KPA-CPV MAC qui, en conclusion, accuse les Américains d'augmenter la tension et le danger de guerre en procédant à des manoeuvres "Team Spirit". [RS 11 - 15.5.78]

C'est un nouvel incident naval, survenu le 19 mai à une courte distance de la côte orientale sud-coréenne, qui justifie la convocation de la 387e séance MAC, le 27 mai. L'intrus nord-coréen a été coulé et huit membres de l'équipage ont été faits prisonniers. Le Senior Member KPA-CPV MAC affirme qu'il s'agissait d'un innocent bateau de pêche en difficultés de moteur qui, depuis deux jours, naviguait en état de détresse; il demande le retour immédiat des marins, geste que la DPRK a fréquemment eu à l'égard de pêcheurs sud-coréens égarés au nord de la MDL. L'incident du 29 avril est alors à nouveau évoqué et à l'accusation de "fabrication", le Senior Member UNC MAC annonce que le bateau coulé a été amené dans la JSA: il s'agit d'un bâtiment en bois de 9.51 m de long et d'un poids de 5,49 t., équipé de trois moteurs hors-bord et d'un radar japonais, armé d'un lance-fusée de 104 mm de fabrication japonaise également. Malgré cette preuve tangible, fournie au cours de la séance même, le MG Han Ju Kyong maintient qu'il s'agit d'une "fabrication".

Les espoirs que Kim Il Sung avait fondés sur les promesses du candidat Carter étant définitivement déçus, le rythme des séances de la Commission militaire d'armistice va croissant. Une nouvelle séance [388e] a lieu le 7 juin. Le RAdm. Hamm, Senior Member UNC MAC, annonce que la remise des huit survivants de l'incident du 19 mai pourra se discuter dans la séance des Secrétaires MAC qui suivra. Pour des raisons humanitaires, le gouvernement de Séoul a en effet décidé de restituer ceux qui sont aujourd'hui qualifiés de pêcheurs. Au cours de leurs interrogatoires, ceux-ci ont reconnu qu'ils avaient pénétré dans les eaux sud-coréennes et qu'ils avaient tiré les premiers sur leurs poursuivants. Comme le fait le Nord en pareil cas, les prisonniers ont été promenés dans Séoul et dans d'autres villes pour leur permettre de constater les conditions de vie qui prévalent au Sud.

Les enquêtes menées par la ROK ont permis d'arriver à la conclusion que

- le bateau coulé appartenait au 612e camp de réparation de blindés,
- neuf membres, sur un équipage de 17 hommes, ont été tués lors de l'accrochage,
- l'équipage était armé de fusils AK-47 et de pistolets.

Le RS 14, du 6.6.78, rapporte en conclusion le spectacle "dépri-mant" du retour des huit marins, équipés de neuf par les Sud-Coréens. A leur arrivée au nord de la MDL, ils reçoivent l'ordre de se déshabiller jusqu'à leurs sous-vêtements et de jeter au sud tout ce qu'ils ont reçu en cadeaux !

Le 27 juin, 389e MAC meeting, convoqué par le Nord, permet l'échange de reproches mutuels. Au même moment, un nouvel incident naval se produit dans la région des "Cinq Iles" ce qui justifie la tenue de la 390e séance MAC, le 3 juillet déjà, au cours de laquelle le scénario sera sensiblement le même. Le Nord doit se contenter du retour de quatre pêcheurs, sur un total de cinq faits prisonniers, sans pertes de vies humaines.¹⁾ Leur équipement - beaucoup plus simple cette fois - est également rejeté par-dessus la MDL.

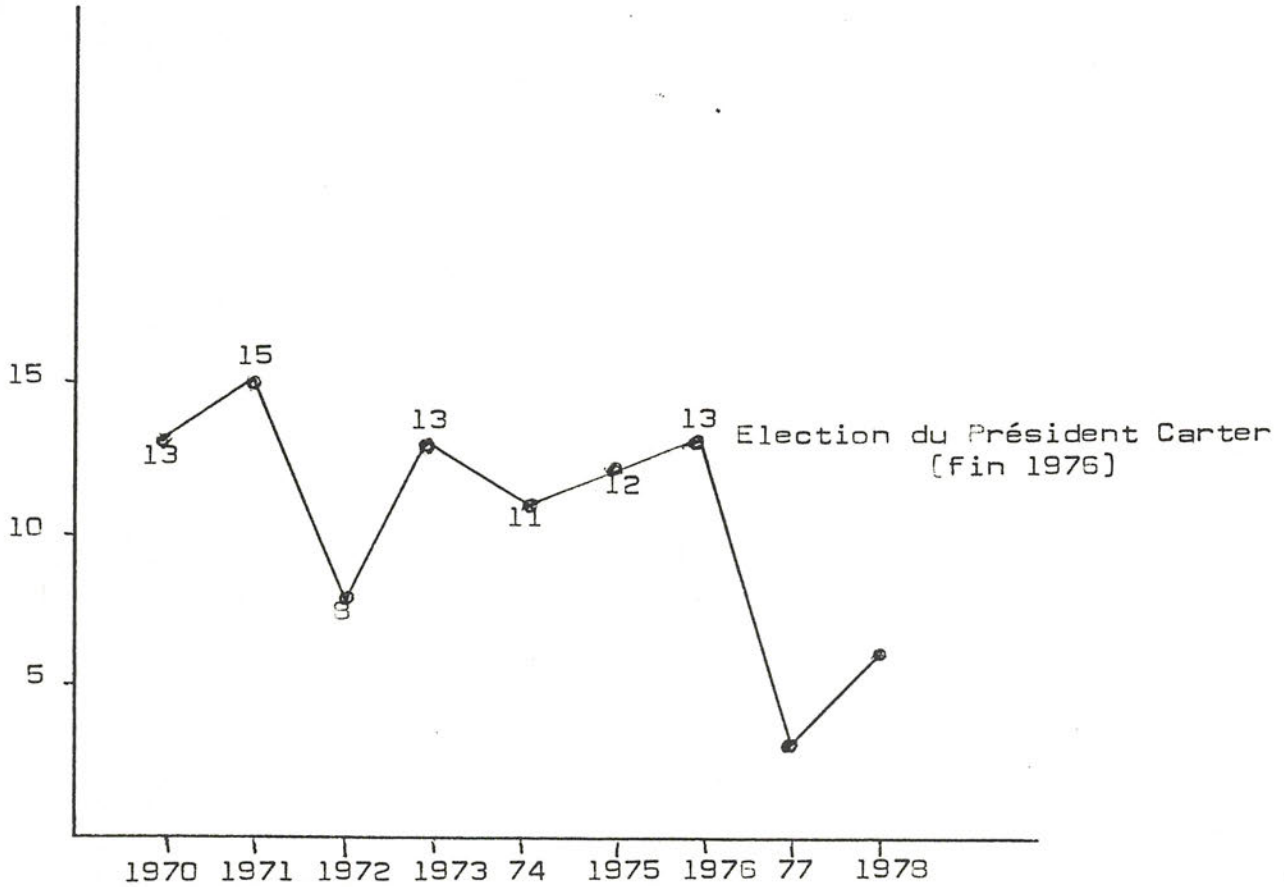
Le 391e MAC meeting, le 27 octobre, est consacré à la découverte d'un troisième tunnel creusé sous la DMZ à peu de distance de PMJ (voir chi. 8.5.) Malgré des preuves photographiques [tunnel] et sonores [interrogatoire d'un déserteur], apportées par le RAdm. Hamm, "le tunnel au sujet duquel l'ennemi fait tant de bruit n'a rien à faire avec nous" rétorque le MH Han Ju Kyong qui refuse évidemment l'offre qui lui est faite de le visiter comme aussi de procéder à une enquête commune par un JOT. [RS 23 - 6.11.78]

En guise de conclusion à ce chapitre, il paraît intéressant de rappeler la fréquence des séances de la Commission militaire d'armistice dont la courbe reflète l'état de tension réelle entre les deux Corée.

[Voir page suivante]

1) On apprend que le 5e, premier officier à bord, a décidé de désertir et de rester en République de Corée [RS 16 - 10.7.78]

1970	13 meetings	298e - 310e
1971	15	311e - 325e
1972	8	325e - 333e
1973	13	334e - 346e
1974	11	347e - 357e
1975	12	358e - 369e
1976	13	370e - 382e
1977	3	383e - 385e
1978	6	386e - 391e



8.7. Rencontres secrètes entre les Chefs des délégations UNC MAC et KPA-CPV MAC

On se souvient que l'arraisonnement du US "Pueblo", en 1968, avait donné à la NNSC l'occasion d'offrir ses bons offices en mettant sa salle de conférence neutre à la disposition des chefs de délégation américain et nord-coréen afin de tenter un dialogue secret, à l'abri de la presse.

A la demande du Nord et avec l'accord des délégations NNSC, le MG Han Yong Ok rencontre le MG Rogers le 28.12.70. Il veut obtenir la restitution du major Pak et du MIG 15 (voir chi. 2.5.) Cette réunion restera infructueuse pour les raisons suivantes :

- le Senior Member KPA-CPV MAC ne jouit, en fait, d'aucune compétence pour négocier. Il refuse même de reconnaître que le pilote a commis une violation de l'espace aérien sud-coréen (attitude à rapprocher de la tension causée par le survol d'un hélicoptère américain OH 23 dans l'été 1969);
- pilote et appareil se trouvent en mains sud-coréennes et le Senior Member UNC MAC n'a également aucune latitude pour traiter, malgré la pression exercée par UNC pour que le choix d'un rapatriement ou d'un asile soit offert au major Park.

Dans son RS 1, du 5.1.71, CvM évoque encore la suggestion faite par le MG Rogers qu'un tel choix soit proposé en présence d'un délégué du CICR. La réaction des membres CZ et FC NNSC se révèle absolument négative: pour les Chinois et les Nord-Coréens, le CICR serait trop inféodé aux USA.

Le 2.2.71, une deuxième rencontre a lieu peu après la séance de la NNSC. Au cours de ce tête-à-tête de 2 1/4 h., le silence règne pendant 37 minutes : le général nord-coréen attend des instructions de Kaesong, ce qui permet de conclure qu'il n'est pas un négociateur mais plutôt le porte-parole d'une instance supérieure.

Une nouvelle discussion a lieu le 10.3.71. MG Han Yong Ok se déclare prêt à signer une déclaration reconnaissant la violation de l'AA par l'officier nord-coréen. Il refuse toutefois une intervention du CICR.

Dans son RS 5, du 30.3.71, le Chef dél. estime que le problème ne sera guère aisé à résoudre: ayant fourni de nombreux renseignements militaires à ses interrogateurs, le major Pak paraît souhaiter rester en ROK. C'est ce qu'il fera en définitive mettant ainsi un point final au dialogue confidentiel établi sous les auspices de la NNSC.

9. COMMISSION DES NATIONS NEUTRES POUR LA SURVEILLANCE DE L'ARMISTICE EN COREE
NEUTRAL NATIONS SUPERVISORY COMMISSION - NNSC

Avant-propos

Dans ses rapports de situation périodiques, CVM évoque fréquemment l'état des relations entre les membres de la NNSC où l'attitude d'un seul chef de délégation peut contribuer à perturber l'atmosphère de collaboration nécessaire à une action positive de la Commission.

Par suite des mutations fréquentes à UNC, la compréhension fait souvent défaut chez les officiers généraux américains qui, faute d'être suffisamment renseignés et de comprendre le rôle que peuvent jouer les Membres de la NNSC en période de tension, manifestent parfois une certaine tendance à considérer les chefs des délégations CH/SW comme des subordonnés. [RS 13 - 7.7.70]

Les compressions budgétaires imposées à diverses reprises à UNC et leur incidence envisagée sur le soutien logistique aux délégations CH/SW nécessitent des interventions répétées de la part du Chef dél. [RS 19 - 15.9.70] Un Senior Member UNC MAC ira jusqu'à proposer la fermeture du camp CH/SW et le transfert des deux délégations à Séoul ! Méconnaissance des faits - incompréhension - jalousie : ces trois éléments semblent s'être fréquemment combinés.

1970

Le RS 13, du 13.8.70, rapporte la visite de courtoisie faite par CVM au MG Han Yong Ok, nouveau Senior Member KPA-CPV MAC et la tentative faite d'inviter ce dernier dans le camp CH/SW. Ce rapport rappelle l'évolution des relations sociales entre les délégations suisse et suédoise, d'une part, et KPA MAC, d'autre part, jusqu'à l'incident provoqué en 1967 par une intervention des UNC MPs lors d'une invitation dans les locaux de la NNSC du MG nord-coréen Pak Jung Guk. Il relève aussi les assurances reçues d'UNC qui promet alors de prendre toutes mesures utiles pour garantir la sécurité, dans le camp CH/SW, d'officiers nord-coréens. (On sait toutefois que cette tentative d'invitation au plan social, plusieurs fois répétée au cours des années suivantes [voir RS 15 - 13.6.72] ne se matérialisera pas jusqu'en 1979 [voir rapport Barbey 9.9.90 - p.8] sans toutefois que les officiers KPA puissent se résoudre à franchir la MDL car, au préalable, UNC MAC aurait apparemment dû reconnaître qu'il portait la responsabilité de l'interruption des relations

sociales entre KPA-CPV MAC et NNSC CH/SW et s'en excuser. On comprend aisément qu'il s'agit-là d'un obstacle dans une région du globe où "perdre la face" est chose intolérable. (RS 20bis - 12.10.70)

1971

Le lecteur doit faire un certain effort pour comprendre dans quel climat la NNSC peut être amenée à effectuer son travail notamment lorsque les deux Parties demandent son intervention en adoptant des positions évidemment contradictoires qui font apparaître leur manque de bonne foi. C'est en particulier le cas en avril 1971. (RS 7 - 20.4.71.

Le 8.4.71, KPA-CPV MAC s'adresse à la NNSC :

"... I send this letter to the NNSC in connection with the recent grave, criminal act by the UNC side of having introduced a new artillery unit equipped with guided missiles into South Korea in wanton violation of the AA ... The US imperialists and their lackeys have blared that this artillery unit is equipped with "up-to-date weapons systems", the first of its kind introduced into South Korea, in Asia..." et de citer ses sources : la presse et la radio sud-coréennes.

Le 9.4.71, UNC MAC écrit à son tour :

"... The NNSC notes that North Korea leadership boasts openly about the militarisation of North Korea. For example, the Chief of General Staff, KPA, in his report on 4 November 1970 to the 5th Party Congress of the Korean Worker's Party, stated that the party had thoroughly implemented the strategic line, modernizing the whole army, arming the entire people, and turning the whole country into a fortress ..." Et d'ajouter : "The KPA Air Force, practically inexistent en 1953 and with no jet aircraft in its inventory, currently has the foreign manufactured Il-28 jet bombers, and jet fighters including the MIG 15, 17, 19 and the highly sophisticated MIG 21. The MIG 17, 19 and 21 were not even in production during the Korean war. In addition, a complete SA-2 guided missile system is deployed around the principal industrial and population areas. As with many of the weapons mentioned previously, the SA-2 was not in production until after the signing of the AA in 1953 ..."

Hélas, la NNSC, cantonnée à Panmunjom, n'a pas le pouvoir de blâmer ou de condamner les Parties toutes deux coupables de violer ouvertement l'AA. On est dès lors porté à penser que la "neutralité" de la NNSC exigerait que les deux lettres soient traitées de manière identique et selon la routine développée au cours des ans. Il n'en est rien car les Membres CZ et PO se doivent, dans

leurs interventions, de soutenir la position de KPA-CPV MAC en relevant les "faiblesses" des arguments de UNC. CvM en arrive à la conclusion que c'est alors un succès de propagande pour eux puisque les procès-verbaux de la NNSC sont envoyés à UNC MAC comme à KPA-CPV MAC.

Après avoir reçu l'assurance écrite que le QG UNC se trouve à Yongsan [Séoul] - et non au Camp avancé - les Suppléants polonais et tchèque sont en mesure d'accepter, pour la première fois depuis 1966, une invitation à Séoul. [RS 10 - 25-5.71]

La reconnaissance par la Suisse du Vietnam du nord est annoncée à Séoul le 1.9.71. La décision du Conseil fédéral inquiète les milieux UNC MAC et le ROK Advisory Group pose la question de savoir si nous envisageons de reconnaître également la DPRK. [RS 18a - 7.9.71]

Au cours de la visite de courtoisie qu'il fait le 3.9.71 au nouveau Senior Member UNC MAC, CvM apprend que le RAdm Foley a déjà une optique autre que celle de son prédécesseur à l'égard de la NNSC, un instrument qu'il serait facile de liquider mais bien plus difficile de constituer en cas de nécessité. "On ne peut que saluer le changement survenu dans la politique d'UNC" conclut le Chef dél. [RS 13a - 7.9.71]

La présence accrue de la presse sud-coréenne aux entretiens Croix Rouge à PMJ oblige les Membres CH et SW NNSC à être sur leurs gardes dans les entretiens qu'ils ont occasionnellement avec des journalistes toujours avides de sensationnalisme. En octobre 1971, le Membre SW NNSC est très embarrassé lorsque ses projets de voyage à Pyongyang et à Pékin sont ainsi prématurément dévoilés. [RS 22 - 9.11.71]

1972

Par l'arrivée, en avril 1972, du nouveau Membre tchèque, la NNSC compte deux lieutenants-généraux [***] CZ et FO et deux majors généraux [**] CH et SW. Le Chef dél. relève toutefois que le rang de LG correspond, tant à Varsovie qu'à Prague, à celui d'un commandant de division. [RS 11 - 13.4.72]

Le 13.5.72, le LG R.N. Smith, Chef EM UNC, invite CvM pour une discussion. Son attitude plutôt négative à l'égard de la NNSC - inspirée à l'époque par le MG Rogers, Senior Member UNC MAC - a maintenant changé et, faisant preuve d'une méconnaissance totale

de la mission de la Commission, il veut l'engager dans la solution des problèmes inhérents à la démilitarisation de la DMZ. CvM explique à son interlocuteur que la réalisation de ce projet nécessite un amendement à l'AA puisque, théoriquement tout au moins, l'activité de la NNSC devrait se dérouler hors des limites de la DMZ. Smith explique qu'il a maintenant un droit de regard accru sur les actions d'UNC MAC et que le Senior Member doit lui soumettre tous ses plans et le texte de ses interventions. Vu le manque de sérieux dans la préparation du Chef EM UNC, à cet égard, CvM se demande, en concluant, s'il est favorable qu'il puisse jouer un rôle plus important dans les affaires touchant à l'armistice. [RS 14 - 23.5.72]

CvM n'oublie pas son entretien avec le LG Smith au sujet d'un engagement éventuel de la NNSC dans le processus de démilitarisation de la DMZ. A l'occasion de la célébration du 19e anniversaire de la signature de l'AA, le Chef dél., dans son allocution, lance un ballon d'essai :

"... As I stated last year, I feel that the NNSC simply because it is here, because its creation was decided by both Sides of the AA, so that it cannot be considered an external force and last but not least, because it is a neutral body, could play a useful role in further developments towards the settlement of the Korean problem - for example the demilitarization of the DMZ, which has been proposed by both Sides - if it should be asked to do so by all three signatories of the AA. In saying this I can of course only speak on behalf of the Swiss Delegation but I can assure you that it would be more than willing to cooperate in any way toward the establishment of lasting peace in Korea and towards reunification. That is why we are here!.. [RS 21 - 31.8.72]

1973

Dans son RS 10, du 1.5.73, CvM revient sur la proposition formulée par le Senior Member UNC MAC, au cours de la 339e séance le 23.4.73 [voir chi. 8.5] visant à confier aux Membres de la NNSC le soin de superviser, sur le terrain, la remise en état des "markers" plantés sur la MDL. Cette proposition a été faite sans consultation préalable des Membres NNSC. Seul le MG Bruzelius, Chef de la délégation suédoise, n'a pas paru surpris, ce qui amène CvM à penser qu'il pourrait avoir - dans son désir de se mettre en vedette ¹⁾ - fait une suggestion dans ce sens au Chef EM UNC avec qui il a eu un entretien au moment de son départ ? Quoi qu'il en soit

1) Note du rédacteur : ce qui fut d'ailleurs le cas pour plusieurs Chefs de la délégation suédoise !

le refus nord-coréen opposé à la discussion de la proposition UNC MAC paraît préjudiciable à la poursuite d'une recherche d'engagement de la NNSC dans la DMZ. Au cours d'un entretien avec CvM, le Senior Member UNC MAC s'excuse de n'avoir pas soumis sa proposition à l'examen préalable des Membres NNSC. (RS 11 - 8.5.73)

La question de l'engagement de la NNSC dans la surveillance des travaux d'entretien à effectuer dans la DMZ - travaux que UNC estime être son devoir de poursuivre en vertu des dispositions de l'AA - est reprise en octobre par le MG Greer, nouveau Senior Member UNC MAC, dans un entretien avec notre Chef dél. CvM rappelle que KPA-CPV s'oppose à une supervision de la NNSC; par conséquent, les Membres CZ et PO refuseront toute discussion officielle à ce sujet. Il suggère, à titre personnel, une approche qui pourrait diminuer la tension lors de l'exécution de tels travaux: l'annonce de la présence, dans la DMZ, d'équipes d'entretien dans un secteur et à un moment donnés, continue à se faire par les organes de MAC. Simultanément, évoquant les incidents du 7.3.73 qui ont prouvé que KPA-CPV n'a pas tenu compte de cette information préalable, UNC MAC pourrait adresser une lettre de confirmation de ses intentions à la NNSC. La Commission ne pourra pas en discuter officiellement mais le Nord attache une si grande importance à sa propagande qu'il se trouvera peut-être ainsi lié. (RS 22 - 22.10.73).

Au cours de l'été, CvM prend l'initiative de soulever formellement, en séance plénière, la question de l'élargissement des compétences de la NNSC qui, si elle était chargée de cette mission par les deux Parties à l'AA, pourrait être utilement engagée dans le processus de démilitarisation de la DMZ. Par sa démarche, le Chef dél. souhaite

- montrer le désir de la NNSC d'apporter une nouvelle contribution à la diminution de la tension entre le Nord et le Sud;
- provoquer une discussion sur le problème avec l'espoir que la proposition pourra, par exemple, être reprise par le Comité de coordination Nord-Sud et ainsi conduire à un résultat positif.

Dans une série de communications au DPF (12.6 - 2.7. - 9.7. - 6.8.73), CvM rapporte sur l'évolution de sa proposition jusqu'à son retrait de l'agenda de la NNSC à fin juillet. Alors que UNC et le gouvernement ROK appuient cette initiative suisse, le Nord décourage CZ et PO de la soutenir et le Membre SW n'y apporte qu'un soutien plutôt distant. Et pourtant, la proposition CvM était

généreuse !

"...Obviously the DMZ, at present, is one of the areas where the trigger could be pulled. My purpose today is to suggest that our Commission, if it wishes to make a constructive contribution to relieving the tension which still prevails between North and South, might offer to supervise the demilitarization of the DMZ if and when both Sides agree to carry it out, and provided that all three signatories of the AA ask us to do so.

How can such an offer be justified from the juridical point of view ?

Taking as a starting point that the general interest underlying the creation of the NNSC is to help in maintaining and consolidating the peace in Korea, I would like to refer specifically to Art. 49 of the AA. It stipulates that our Commission "may make recommendations to the MAC with respect to amendments or additions to this AA. Such recommended changes should generally be those designed to insure a more effective armistice." The move I have in mind would come under para. 49 of the AA ..." ¹⁾

A l'occasion du 20e anniversaire de l'AA, le Senior Member KPA-CPV MAC offre une réception aux délégations de la NNSC. Selon l'habitude, des discours sont prononcés et l'agence nord-coréenne d'information (KCNA), contrairement à l'usage, reprend les discours politiques des Membres CZ et PD NNSC comme s'ils étaient ceux d'une Commission unie autour du programme en cinq points du Président Kim Il Sung. CvM propose à son Collègue suédois une mise au point à l'adresse du MG Kim Poong Sup :

"... Both the Swiss and Swedish Members wish to state that, though no major error has been made in this case, the text of these paragraphs does not correspond exactly to their statements. They regret this as they are of the opinion that if they are quoted, they have the right to be quoted exactly, as is customary in international practice. They would very much appreciate it if, in future, and in accordance with international usage, the text of any words attributed to them could be submitted to them before publication!" (R-13.9.73)

1) Note du rédacteur : dans son RS 20, du 19.11.74, CvM relate que, dans ses discussions avec ses Collègues, le LG Smoldas lui a déclaré que les Nord-Coréens n'accepteraient jamais un contrôle dans la partie N de la DMZ car les positions qu'ils y ont construites sont reliées entre elles par des tunnels !

1975

Afin d'éviter des discussions oiseuses sur l'acceptation à l'ordre du jour des lettres reçues par la Commission de la part des Senior Members MAC, CvM obtient de ses trois collègues une modification de l'art. 14 des Règles de procédure de la NNSC par l'adjonction d'une phrase aux termes de laquelle la discussion de toute lettre reçue d'un Senior Member MAC sera désormais automatiquement portée à l'ordre du jour. (RS 27 - 3.11.75)

1975

Dans une lettre du 12 juillet, CvM rapporte la discussion qu'il a eue avec le Secrétaire UNC MAC, chargé par le général Stilwell, CINUNC, de sonder le doyen de la NNSC sur la possibilité d'une enquête de cette dernière au sujet de la préparation d'armes bactériologiques pour la guerre contre la Corée du nord. Pyongyang prétend en effet que des milliers de décès et des épidémies mortelles, survenues sous forme de fièvres hémorragiques, auraient été causés par les essais américains d'utilisation d'une nouvelle arme bactériologique. C'est décidément rêver en couleurs que de songer à confier à la Commission une mission quasi impossible à réaliser et certainement impensable dans le contexte politique de la NNSC.

9.1. Les bons offices de la NNSC

Voir également chi. 8.7.

Le 25.1.71, une évolution intéressante est à relever dans les relations MAC - NNSC. A cette date, par l'intermédiaire des Membres CZ et PD NNSC, le Senior Member KPA-CPV MAC transmet aux délégations CH et SW NNSC, à l'intention du Senior Member UNC MAC, une déclaration du MG Han Yong Ok au sujet de l'affaire du MIG 15 [voir chi. 2.5.] dans laquelle il requiert le retour immédiat en DPRK du pilote et de son avion, tout en refusant à nouveau un échange avec les passagers du YS 11 de Korea Airlines "car l'affaire est déjà liquidée depuis longtemps." [voir chi. 3.3.] Dans le cadre des bons offices qu'elle est prête à rendre, la NNSC décide, au cours d'une séance privée, de faire droit à cette requête qui conduira à une nouvelle rencontre des deux chefs des délégations UNC et KPA MAC. [RS 3-10.2.71]

Au début de février 1971 [RS 4 - 15.2.71], UNC MAC tentera d'obtenir une intervention des Membres CZ et PD NNSC en sollicitant leur aide au niveau hiérarchique inférieur du Joint Duty Officer JSA et des Secrétaires des délégations. Il s'agit de faire comprendre au MG Han Yong Ok qu'UNC n'acceptera plus les attaques verbales dont il est constamment l'objet de la part des gardes nord-coréens. La "voie de service" sera rappelée au Senior Member UNC MAC et cette erreur psychologique se trouvera ainsi corrigée.

Le dialogue qui s'engage en août 1971 entre les représentants des Sociétés nationales de la Croix Rouge ROK et DPRK est facilité par la décision que prend la NNSC de mettre sa salle de conférence à la disposition des négociateurs. Cette mesure, modeste en soi, est très favorablement accueillie dans les milieux UNC et UNCURK où l'on se rend à nouveau compte que la présence de la Commission internationale représente un élément positif dans la détente qui s'inscrit alors à PMJ lors de ces rencontres entre civils. [RS 13a - 7.9.71]

Pour la petite histoire, il est intéressant de noter que les Membres CZ et PD NNSC avaient primitivement l'intention de limiter la durée de mise à disposition de la salle de conférence. Cela aurait permis aux Nord-Coréens de construire très rapidement, en éléments préfabriqués, une salle de réunion sur leur propre territoire, d'où un gain de prestige ! [A relever aussi que UNC MAC

a donné à la Croix Rouge sud-coréenne l'autorisation d'ériger deux baraquements en tôle ondulée pour faciliter à la délégation sud-coréenne la préparation des rencontres N-S.] [RS 18b - 14.9.71]

9.2. L'activité de la Commission (NNSC meetings)

Remarque préliminaire

Il est de notoriété publique que le travail formel de la NNSC est devenu pure routine au cours des ans. Cette routine est interrompue périodiquement par des interventions écrites de l'un ou l'autre des Senior Members MAC. Seules les séances ayant nécessité une négociation laborieuse entre les quatre délégations seront rappelées ci-après. Dans leur totalité, les procès-verbaux des séances de la NNSC sont déposés aux Archives fédérales. Le rédacteur ne les a pas consultés, les rapports de situation de CvM ayant servi de fil conducteur à son travail.

10. 2.70 - Lettre du MG Ri Choon Sun, Senior Member KPA-CPV MAC : plainte pour introduction de nouvelles armes en République de Corée [avions.]

7. 4.70 - Nouvelle lettre du Senior Member KPA-CPV MAC : plainte pour introduction d'armes nucléaires en ROK. Comme il est aisé de le comprendre, cette lettre ne pouvait recevoir un accueil unanime des quatre délégations. Après des réunions inofficielles - selon une méthode propre, et efficace, à la NNSC - suivies d'une longue séance officielle, un compromis est trouvé en ce sens que l'accusé de réception habituel est complété par les mots "with concern" [avec inquiétude], adjonction à laquelle les quatre chefs de délégation peuvent souscrire. Comme c'est généralement le cas en pareille situation, les généraux CZ et PD tentent de faire pression sur leurs collègues CH et SW en développant l'argument qu'ils perdraient leur crédibilité auprès du Senior Member KPA-CPV MAC s'ils s'en tenaient à la routine établie en la matière. Tous deux se refusent toutefois à rédiger une lettre séparée. [RS 7 - 14.4.70]

Les incidents des 9 et 12.10.70 [voir chi. 8.4.] - incidents auxquels le plt Joerg [CH] se trouve mêlé - occupent longuement la NNSC à mi-octobre 1970 car les deux Parties ont saisi par écrit la Commission de la "gravité" de la situation. Dans sa lettre du 22.10.70, le Senior Member UNC MAC propose :

"... Knowing that we share a mutual desire for the maintenance of order in the JSA, I respectfully suggest that the NNSC consider as a priority matter, designating representatives from each delegation to work with the Security officers of both Sides within the JSA. They could be used, for example, in inspecting all guard posts for unauthorized weapons, in counting the number of guards in the

area, and observing incidents which might occur and then reporting them back to the NNSC. In this way, the NNSC would have a separate and reliable source of information, and could play an active role in this vital area, the area in which the Commission itself must work and live. Our side would, of course, continue to cooperate in every way possible with the NNSC ..."

Après de longues discussions, la NNSC arrive unanimement à la conclusion qu'un tel élargissement de ses compétences ne peut être accepté que s'il est formulé par les deux Parties à l' Accord d'armistice et que, de plus, il serait très difficilement réalisable. [RS 22 - 31.10.70.]

Au cours d'entretiens subséquents avec le MG Rogers, Senior Member UNC MAC, CvM réalise à nouveau que, "malgré son intelligence et sa grande culture générale, il ne comprend pas l'aspect diplomatique de la NNSC." [RS 22 - 31.10.70]

1971

Une nouvelle preuve de manque de compréhension se fait jour au début de mars 1971 lorsque, sans consultation préalable, MG Rogers invite officiellement les Membres NNSC à assister aux manoeuvres aériennes américano-coréennes dénommées "Freedom Vault" (voir 312e MAC meeting). Au cours d'une longue séance, fréquemment suspendue dans l'attente d'instructions de Prague et de Varsovie, la NNSC - qui a reçu du Nord une lettre de protestation au sujet de ces manoeuvres - ne peut que refuser d'y participer. Même à titre personnel, les Membres CH et SW renoncent à accepter cette invitation ce qui fait dire au MG Rogers que la Commission "est absolument sans utilité". Il est vrai que son manque de consultation préalable des Membres NNSC lui fait perdre la face auprès de UNC et du gouvernement ROK car il aurait prétendu être certain de l'acceptation de la NNSC. [RS 6 - 30.3.71]

L'introduction de nouvelles armes américaines au profit de la ROKA provoque un certain malaise au sein de la NNSC qui, au début d'avril 1971, reçoit des lettres des deux Parties, chacune reprochant à l'autre de violer les dispositions de l'AA. [RS 7 - 20.4.71]. Le MG Rogers, Senior Member UNC MAC, écrit le 9.4.71 : "... The existent divergence between north Korean acts and words and between the revelations of the north Korean leadership and the letters the Senior Member KPA-CPV MAC side, should be apparent.

The UNC can only conclude that the letters attempt to lend validity to north Korean propaganda and are designed to involve the NNSC in partisan support of that propaganda ... It is requested that the NNSC discuss the content of this letter and refrain from discussing the future letters written by the KPA-CPV Senior Member in regards to the alleged introduction of reinforcing weapons and equipment into the Republic of Korea by the NNSC."

Il est évident que la NNSC ne peut accepter de se laisser prescrire la conduite à suivre pas plus qu'elle ne peut rester indifférente aux présomptions du Senior Member UNC MAC.

Par ailleurs, on se souvient que UNC a unilatéralement suspendu, le 21 juin 1957, le paragraphe 13d de l'AA qui a trait à l'annonce des modifications de matériels militaires importés en ROK. Selon KPA-CPV MAC, UNC MAC n'aurait pas le droit d'adresser des lettres à ce sujet à la NNSC et encore moins de demander à cette dernière de ne pas traiter les lettres que lui adresse le MG Han Yong Ok (visite de courtoisie de CvM à Kaesong - 18.5.71.)

Le 22.4.71, UNC MAC demande à la NNSC "in the name of humanity" [to] "go on record as favoring a positive settlement of this issue" [à savoir connaître le sort de 2'233 membres des forces armées UNC et de 21 civils considérés comme étant en vie au moment de la signature de l'AA et restés en mains de la DPRK] "and use its good offices to influence the KPA-CPV Side to render a proper report on the status of each individual involved ..."

CvM regrette de constater que le MG Rogers a écrit le 16.4.71 au MG Han Yong Ok, Senior Member KPA-CPV MAC, sur le même sujet. Dès lors, comment la NNSC peut-elle intervenir dans une affaire déjà soumise aux instances de la MAC ?

La position défensive que doivent parfois prendre les Membres CH et SW NNSC à l'égard du Senior Member UNC MAC irrite le MG Rogers, responsable, selon CvM d'un manque de compréhension et de diplomatie. Aussi le Chef de notre délégation s'inquiète-t-il dans son RS du 4.5.71 (8) de la tension qui en résulte et des rumeurs persistantes qui circulent dans les cercles UNC, où l'on parle de dissolution de la NNSC ce qui, à ses yeux, nuirait au renom de la Suisse, membre de cette Commission internationale.

Au même moment, le Senior Member KPA-CPV MAC exprime l'espoir que la NNSC pourra agir longtemps encore car KPA-CPV considère que la contribution de la NNSC au maintien de la paix est

"extrêmement importante" et qu'il apportera son soutien à la NNSC.
[RS 9 - 18.5.71]

Le 4 juillet, des visiteurs nord-coréens manifestent dans la JSA, notamment contre le Chef de la délégation suédoise NNSC qui accompagne son ambassadeur à Tokyo, en visite à PMJ. Le 6 juillet, la NNSC doit traiter de la protestation formulée par le MG Holmsted, SW NNSC, qui fait porter aux Nord-Coréens la responsabilité de ces actes hostiles. CvM se joint à cette protestation. Le Chef dél. CZ NNSC exige un vote qui a pour effet de suspendre toute nouvelle discussion sur le sujet. [RS 11 - 12.7.71]

Le Senior Member KPA-CPV MAC adresse à nouveau une lettre à la NNSC, en date du 18.11.71. Il se plaint des matériels américains importés en ROK mais ses références paraissent trop imprécises à CvM et au Membre SW pour justifier la transmission de cette lettre à la MAC. Le Chef dél. saisit également cette occasion pour s'élever contre les expressions "the South Korean puppet government" et "American imperialist aggressors" utilisées par KPA-CPV MAC dans les communications adressées à la NNSC. [RS 24 - 29.11.71]

1972

Une nouvelle lettre, sur le même sujet, parvient à la NNSC. Les événements se sont précisés et la marine sud-coréenne a effectivement pris livraison d'une canonnière rapide de fabrication américaine. La NNSC traite dès lors l'affaire de manière usuelle.
[RS 7 - 29.2.72]

Subtilité asiatique : le procès-verbal de la 1115^e séance NNSC n'a pu être transmis à la MAC car, dans son intervention, le Membre CZ NNSC a parlé de "Premier de Corée du Nord", expression que le "Language Group" UNC MAC a traduit sans hésitation. Pour KPA-CPV, cette traduction est insuffisante car, en DPRK, le terme "Premier" est toujours accompagné, lorsqu'il se réfère à Kim Il Sung, d'une formule de politesse comme "honoré et bien-aimé". Un compromis est trouvé : la question sera reprise dans une séance ultérieure et les Nord-Coréens livreront leur propre traduction qui sera jointe aux actes ! [RS 16 - 27.6.72]

1973

Près d'un an s'est écoulé (25.2.72 - 13.1.73) sans démarche de KPA-CPV MAC lorsque la NNSC reçoit une nouvelle lettre du Nord : elle concerne, comme d'habitude, l'introduction de nouvelles armes en République de Corée et accuse UNC de préparer la guerre

contre la DPRK. En acceptant ces armes, les Sud-Coréens se rendent complices des préparatifs américains.

La NNSC est divisée par cette intervention. Les Membres tchèque et polonais doivent demander des instructions à Prague et à Varsovie; ils estiment que les contacts directs entre le Nord et le Sud ont créé une situation nouvelle et délicate. Dès lors, ils ne peuvent se résoudre à traiter cette lettre selon l'usage; dans leur esprit, la NNSC doit adresser une lettre à la Commission militaire d'armistice en condamnant l'introduction de nouvelles armes par UNC. Les Membres CH et SW NNSC ne peuvent accepter la position de leurs Collègues à cause, notamment, du jugement porté par KPA-CPV contre UNC MAC. Après quatre séances et trois rencontres inofficielles supplémentaires, un compromis est trouvé qui, grâce à la bonne volonté du LG Smoldas [CZ], permet de régler l'affaire. A cette fin, la proposition suisse est acceptée : une lettre dans le style usuel est adressée à la MAC, au sujet de laquelle les Membres CZ et PO NNSC s'abstiennent. De leur côté, ces derniers écrivent une lettre séparée à la MAC. La face est sauvée mais, comme le relève CvM, "une polarisation Nord-Sud existe depuis que CZ et PO doivent demander des instructions à leurs gouvernements." [RS 4 - 13.2.73]. On sait que les procès-verbaux de la NNSC sont distribués aux deux Parties qui, ainsi, sont tenues au courant des difficultés rencontrées au sein de la Commission lorsque son consensus est rendu impossible par les oppositions politiques de ses membres. UNC MAC n'est, on le comprend, pas satisfait de la position prise par les Membres CZ et PO NNSC.

Le MG Haynes, Senior Member UNC MAC, s'adresse le 26.2.73 à la NNSC à ce sujet :

"... It is noted that certain delegates to the Commission, in discussing the KPA-CPV Senior Member's letter of 13 January 1973, at the 1161st Plenary Meeting of your Commission, charged the UNC with violations of para. 13d of the AA. The same delegates also stated that the UNC was creating tension and was a threat to peace in Korea..!" puis il rappelle les raisons pour lesquelles l'application du dit para. 13d a été suspendue unilatéralement par UNC et termine par ces mots :

"... Your continuing efforts to maintain a cordial atmosphere between both Sides are appreciated. Please rest assured that the UNC will continue to uphold its duties and obligations under the terms of the AA..."

La NNSC se borne à accuser réception de cette lettre sans la

transmettre à la MAC. [RS 6 - 19.3.73]

Le 27 juillet, la NNSC marque le 20e anniversaire de la création de la Commission. CvM justifie sa proposition de faire intervenir les Membres NNSC dans le problème de la démilitarisation de la DMZ. Les interventions des Membres CZ et PO offrent une "teinte politique" alors que le général suédois met l'accent sur le rôle que joue la Suède, en général, et au sein de la NNSC, en particulier. Le Senior Member KPA-CPV MAC adresse deux lettres de "félicitations" à la NNSC à l'occasion de cet anniversaire. Une récapitulation, sur 52 pages, rappelle toutes les violations de l'AA que le Nord reproche à UNC. Le président de la Commission [Membre CZ] - sur proposition de CvM - accepte de considérer cette lettre d'accusations du 26.7.73 comme une information destinée à la NNSC: il en accusera réception immédiatement et la question ne figurera dès lors pas à l'agenda de la prochaine séance. [RS 17 - 30.7.73]

Une lettre du MG Kim Poong Sup, Senior Member KPA-CPV MAC, le 6 septembre, concernant l'introduction de nouvelles armes par UNC, vient à nouveau troubler la sérénité de la NNSC. CvM a l'impression que CZ et PO sont soumis à une certaine pression au Nord et qu'ils doivent se soumettre aux directives qu'ils demandent à Prague et à Varsovie. La Commission décide

- par deux voix [CH et SW] et deux abstentions [CZ et PO] d'adresser l'accusé de réception usuel à KPA-CPV MAC ;
- par deux voix en faveur [CZ et PO] et deux voix contre [CH et SW] de ne pas adresser de lettre à ce sujet à la MAC.

CvM relève le caractère extraordinaire des pressions exercées sur lui et sur son Collègue suédois par les officiers nord-coréens et chinois. Il semble donc que le Nord attache une grande importance à obtenir un vote qui lui soit favorable de la part de la NNSC.

Dans son RS 25, du 17.12.73, CvM revient sur le sujet. Les Membres CZ et PO NNSC ont effectivement adressé une lettre séparée à UNC MAC comme c'est leur droit,¹⁾ mais les Membres CH et SW NNSC contestent l'usage du titre "NNSC" dont il a été fait usage dans cette communication qui défend et appuie la thèse nord-coréenne à

1) Note du rédacteur. A plusieurs reprises, au cours de l'histoire de la NNSC, l'esprit de collégialité a été faussé par la délégation polonaise dont l'Adjoint, diplomate de carrière, a exercé une influence très partisane sur son chef, militaire de métier. C'est apparemment ce qui s'est passé dans ce cas d'espèce.

l'égard des importations d'armes américaines. Les règles de procédure de la NNSC prescrivent en effet que l'admission d'une lettre comme document officiel de la Commission ne peut être consentie qu'à la majorité des voix.

La communication des Membres CZ et PO NNSC amène le Senior Member UNC MAC à adresser une nouvelle lettre à la NNSC, en date du 28.11.73, dans laquelle, preuves à l'appui (publications nord-coréennes), il démontre que la DPRK est elle-même responsable d'augmenter son potentiel militaire par des acquisitions de matériels à l'étranger.

1974

La présence d'armes nucléaires américaines sur sol sud-coréen motive l'envoi, le 24 octobre, d'une lettre du Senior Member KPA-CPV MAC [voir également 355e MAC meeting]. Le texte de cette communication - presque identique à celui d'une lettre sur le même sujet du 1.4.70 - est diffusé par Radio Pyongyang avant même que la Commission en ait pris connaissance. La procédure à suivre va retenir l'attention des Membres de la NNSC pendant plusieurs séances, les prises de position n'étant évidemment pas les mêmes de part et d'autre de la MDL. KPA paraît exercer une pression sur les Membres CZ et PO NNSC pour que la Commission adresse une lettre à la MAC afin de prouver à l'opinion internationale, toujours dans l'optique d'un débat à l'ONU, que même la NNSC proteste contre le "prétendu" renforcement en armes nucléaires et le "prétendu" danger de guerre qui en résulte. [RS 20 - 18.11.74]

La problème sera résolu de manière intéressante le 26 novembre seulement : par deux voix [CH et SW], une abstention [le Membre PO NNSC est à la veille de son départ définitif] et un vote contraire [CZ] la NNSC décide de ne pas adresser de lettre à la MAC et de se borner à accuser réception, dans la forme usuelle, du message reçu du Senior Member KPA-CPV MAC. [RS 22 - 2.12.74]

1975

La découverte, en mars, d'un deuxième tunnel creusé dans la partie sud de la DMZ [voir chi. 8.5.] amène le Senior Member UNC MAC à adresser, le 3.4.75, une lettre invitant les Membres NNSC à visiter ce tunnel. Bien que CvM ait, au préalable, attiré son attention sur le fait qu'il sera impossible à la Commission de donner suite à cette invitation. De prime abord, les délégations CZ et PO

NNSC refusent de porter la discussion de ce message à l'agenda de la NNSC. Les Membres CH et SW parviendront tout de même à leurs fins en provoquant une discussion sur ce sujet, en déclarant qu'un tunnel existe bel et bien et que, si l'autre Partie marque son accord, ils sont prêts à le visiter. (RS 10 - 15.4.75)

L'incident du 30.6.75 (voir chi. 8.4.) a des répercussions à la NNSC : le 7 juillet, le Senior Member UNC MAC adresse une lettre à la Commission en rappelant les événements et le fait que la protection de la JSA n'incombe pas à la NNSC. Il poursuit :
"4. Even though the responsibility is placed elsewhere, I am well aware that your Commission is justifiably concerned when security and order are disrupted in the JSA, as they were in this 30 June incident. Accordingly, I respectfully request that you exert your considerable influence, both individually and as a body, to discourage violence in the JSA and to further your influence on the maintenance of law and order in the area.
... I therefore trust that you will act within the spirit of this letter to contribute to the lessening of tension in the JSA ..."
(RS 19 - 14.7.75)

La question sera traitée au cours de trois séances consécutives, les délégations CZ et Po se refusant à porter l'intervention UNC à l'ordre du jour, obligeant ainsi les délégations CH et SW à parler sous le titre "Divers". Avec peine, la NNSC se résoud à accuser officiellement réception de la lettre d'UNC MAC et CH et SW adressent, le 16.7.75, une lettre commune aux Senior Members UNC MAC et KPA-CPV MAC, dont un extrait est cité ci-après :

"... 1. The Swedish and Swiss Members agree that the security within the JSA is entirely under the jurisdiction of the MAC and is not within the competence of the NNSC.
" 2. In spite of this fact, the Swedish and Swiss Members wish to state that they consider it most essential that the NNSC as all others who are working within the JSA should be able to carry out their work with the maximum security and without disturbance of any kind.
" 3. The Swedish and Swiss Members, therefore, appeal to both Sides of the MAC to take measures - if possible jointly and under all circumstances each on its side - to ensure increased security within the JSA ..." (RS 20 - 28.7.75)

La publicité donnée par les Américains à la présence d'armes atomiques tactiques sur sol coréen est évidemment exploitée

par le Nord. Le 29.7.75, le Senior Member KPA-CPV MAC adresse une longue lettre à la NNSC dans laquelle il énumère une série d'articles et de déclarations traitant de la "Post-Vietnam Asian Strategy" et écrit (p.3.) :

"... All the facts irrefutably prove that the most atrocious criminal manoeuvrings of US imperialism, which has turned South Korea further into an offensive nuclear base to be used in invading whole Korea and Asia and is scheming to launch a nuclear war in Korea, have reached an extremely reckless stage, thus creating a new grave situation in Korea and Asia." et de conclure :

"I hope that your Commission with the mission of supervising the implementation of the Korean AA pay due attention to this at this time when the Korean people and the peace-loving peoples of the world are condemning and denouncing the nuclear "blackmail" if US imperialists with surging indignation ... take proper measures and inform us of the result."

Cette lettre est traitée au cours de deux séances de la Commission. Dans le 1297e NNSC meeting, les quatre délégations n'arrivent pas à s'entendre sur un agenda, CH et SW s'opposant à l'inscription de la lettre du MG Kim Poong Sup à l'agenda des affaires à traiter. Au cours de la séance suivante, CZ et PO doivent se contenter de pouvoir déposer une déclaration dans laquelle ils se réservent le droit d'écrire séparément à la MAC. (RS 21 - 18.8.75) ¹⁾

1976

Les manoeuvres aériennes du "Tactical Air Command" américain - au cours desquelles six F 111 bombardiers de chasse, venant des États-Unis, sont engagés - provoquent, le 25 février, une

1) Les prises de position de CvM provoquent une "invitation" du Senior Member KPA-CPV MAC à Kaesong (5.9.75), désappointé par l'attitude du Membre CH NNSC. Le Chef dél. rappelle à son interlocuteur que la lettre qu'il a adressée à la NNSC au sujet de l'armement nucléaire prétend que les Américains ont décidé d'attaquer la Corée du Nord. Les Neutres savent que n'est pas le cas et doivent par conséquent, dans le but de promouvoir la paix, éviter toute action qui pourrait accréditer la thèse nord-coréenne. CvM a donc refusé d'inscrire la lettre du MG Kim Poong Sup à l'agenda de la NNSC afin d'éviter que l'on puisse croire que la Commission partage l'opinion du Senior Member KPA-CPV MAC. De plus, ce dernier, en évoquant l'armement nucléaire et les déclarations faites à ce sujet, a omis de considérer que celles-ci ont toujours été formulées en rapport avec le danger d'une attaque nord-coréenne contre le Sud, ce que l'interlocuteur de CvM finit par admettre. (RS 23 - 8.9.75)

intervention écrite de la part du Senior Member KPA-CPV MAC auprès de la NNSC, complétée par les accusations usuelles au sujet des armes nucléaires entreposées en République de Corée et autre volonté de guerre des Etats-Unis :

"... All the facts clearly show that the US imperialist aggressors are desperately scheming to ignite a nuclear war in Korea and that their new war provocation machination has reached the graver stage..."

Cette lettre est traitée par la Commission dans la forme habituelle [RS 4 - 8.3.76]

1978

Le temps qui sépare ces deux paragraphes signifie simplement que la NNSC a poursuivi la routine de son travail hebdomadaire avec le cortège de réceptions qui, à intervalles souvent rapprochés, marquent les mutations intervenant au sein de la MAC ou de la NNSC elle-même. Le 28 juin, le Senior Member UNC MAC adresse à la Commission une lettre au caractère quelque peu sybillin :

"The UNC is currently conducting an investigation of what appears to be a major violation of the AA within the DMZ. I invite you to observe the progress of this investigation."

Un accusé de réception est adressé au RAdm Hamm sans que la Commission juge nécessaire d'entrer en matière sur sa proposition; d'ailleurs, il s'agit d'une enquête faite à l'intérieur de la DMZ soit dans un territoire où la NNSC n'a pas de compétence. [RS 16 - 18.7.78] ¹⁾

Pendant que se déroule le 39^e MAC meeting, le 27 octobre, la NNSC reçoit une lettre du Senior Member KPA-CPV MAC traitant de l'importation d'armes sur le territoire de la ROK et citant la statistique du Département de la défense au sujet de l'aide américaine à la Corée. La question est traitée de manière usuelle au cours de la 1466^e séance de la NNSC, le 31.10.78 [RS 23 - 6.11.78]

La découverte d'un troisième tunnel provoque l'envoi à la NNSC d'une lettre du Senior Member UNC MAC, en date du 17.11.78. Au cours de la 1469^e séance NNSC, les Membres CZ et PO déclarent que la question ne concerne pas la Commission puisqu'il s'agit de la DMZ; les Membres CH et SW confirment qu'ils participeront à une enquête si les deux Parties en confient l'exécution à la Commission. Un accusé de réception est adressé au RAdm. Hamm. [RS 25 - 27.11.78]

1) Il s'agit vraisemblablement de la découverte du 3^e tunnel. CvM ne donne pas de précision au sujet de cette lettre du Senior Member UNC MAC.

9.3. Mutations des Chefs des délégations suédoise, polonaise
et tchécoslovaque à la NNSC de 1969 à 1979

Délégation suédoise

1970	mars	MG Trygve Sjolín remplace le LG Tage Gronwall [détails à leur sujet dans les RS 5 et 7 - 31.3. et 14.4.70]
1971		MG Holmsted
1972	mars	MG Magnus Bruzelius
1973	mai	MG Gunnar Ljungdahl
1974	avril	MG Gunnar Gerring (diplomate)
1975	avril	MG Allan Mansson
1976	avril	MG Lage Wernstedt
1977	avril	MG Jan Beckmann
1978	avril	MG Sture Fornwall

Délégation polonaise

1970	juin	MG Marian Ryba est remplacé par le MG Mikolaj Matviewicz (RS 10b - 2.6.70)
1971	septembre	LG Bronislav Kuriata
1972	octobre	MG Jozef Dziadura
1973	décembre	MG Brunon Marchewka
1974	novembre	MG Wiktor Kozak
1975	décembre	MG Zbigniew Czerwinski
1977	avril	MG Apoloniusz Golik

Délégation tchécoslovaque

1970	juillet	MG Toman est remplacé par le MG Zdenko Pav
1972	avril	LG Miroslav Smoldas interim de plus de neuf mois assuré par le colonel Vella
1977	avril	MG Frantisek Suchanek

10. DELEGATION SUISSE

Le 12.10.70, en protégeant un MP UNC sauvagement attaqué par un garde nord-coréen, le plt. R. Joerg, secrétaire-adjoint, est blessé dans la JSA [voir chi. 8.4.]

1972

Du 20 au 24.6.72, la délégation suisse est invitée à Pyongyang. La dernière visite de CvM remonte à avril 1971 alors que son Suppléant s'y est rendu en novembre de la même année. Le Chef dél. résume comme suit ses impressions :

- pour la première fois, la population de Pyongyang paraît réellement détendue,
- plusieurs indices permettent de constater une amélioration du standard de vie, notamment dans les produits de consommation;
- aucun préparatif de guerre n'est perceptible sur un trajet de 40 km hors de la capitale;
- à l'occasion de chaque visite et dans des termes stéréotypés, les personnalités qui reçoivent les visiteurs suisses soulignent l'importance de la contribution apportée par la NNSC au maintien de la paix en Corée et de l'appui qu'elle apporte aux efforts en vue de la réunification.

Au cours d'un repas offert au MAE, les interlocuteurs souhaitent le développement de relations économiques et diplomatiques plus étroites entre nos deux pays. (RS 16 - 27.6.72) - voir chi. 3.5.

1973

Deux membres de la délégation [cap. B. Frey, Suppléant, et plt. R. Lüthi, Secrétaire-adjoint] effectuent, du 3 au 11.8.73, un voyage à Pékin où ils sont invités à un repas officiel par le Chef adjoint du Bureau des relations extérieures au Ministère de la défense.

1977

A fin avril, les délégations CH et SW sont invitées pendant cinq jours à Pyongyang où leurs hôtes se montrent particulièrement aimables. On apprend que l'Adjoint suédois, qui est sur le point de rentrer en Suède, et deux de ses collaborateurs sont invités à effectuer un voyage dans la région touristique des "Montagnes de diamant" (Kumgangsan et à Wonsan) où, jusqu'ici, les "Neutres du sud" n'ont jamais été conviés. Cette invitation est un essai, déclarent leurs hôtes; elle pourrait s'étendre ultérieurement aux

chefs des délégations CH et SW ! (RS 7 - 9.5.77)

Le rapporteur regrette de constater, en guise de conclusion, qu'il a manqué des renseignements nécessaires pour s'exprimer au sujet de la vie de la délégation suisse, rarement évoquée dans la documentation mise à sa disposition. Il juge par contre utile de rappeler les mutations des officiers intervenues au cours de la période considérée.

	date du départ de Suisse				Fonction
590	17. 6.69	plt.	van Muyden	Claude	Chef dél.
591	1. 7.69	WO	Brunner	Kurt	radio
592	22. 7.69	lt.	Bucher	Anton H.	secrétaire-adjt
593	19. 8.69	cap.	Böckli	Hans R.	suppléant
594		WO	Buri	Rolf	radio
595	9. 9.69	lt.	Rutsch	Stephan	Qm
596	12. 5.70	WO	Nyffenegger	Hans	radio
597	30. 6.70	plt.	Lutz	Walter	Qm
598		WO	Steck	Fritz	radio
599	11. 8.70	plt.	Joerg	René	secrétaire-adjt
600	22. 8.70	cap.	EMG Zaugg	Roland	suppléant
601	5. 1.71	plt.	Frey	Meinrad	secrétaire-adjt
602	9.2.71	cap.	Gsell	Raymond	suppléant
603	30. 3.71	lt.	Kappeler	Ulrich	Qm
604		WO	Gasser	Paul	radio
605	18. 5.71	lt.	Eichenberger	Martin	secrétaire-adjt
606		WO	Müller	René	radio
607	4. 8.71	cap.	Willi	René	suppléant
608	20.10.71	plt.	Buletta	Giancarlo	secrétaire-adjt
609	3. 1.72	cap.	Hubacher	Peter R.	suppléant
610	25. 1.72	plt.	Schmid	Heinrich	Qm
611	15. 2.72	WO	Keller	Max	radio
612	11. 4.72	WO	Mas	Jean-P.	radio
613	11. 7.72	cap.	Bruggmann	Hans-Jörg	suppléant
614		plt.	Wyss	Peter	Qm
615	29. 8.72	plt.	Schmid	Georg	secrétaire-adjt
616	15.12.72	lt.	Graf	Hans	Qm
617	2. 1.73	WO	Bleiker	Peter	radio
618	23. 1.73	plt.	Lüthi	Rolf	secrétaire-adjt
619	6. 3.73	cap.	Frey	Bernhard	suppléant
620		WO	Klopfenstein	Jürg	radio
621	5. 6.73	lt.	Lischer	Heinz	Qm
622	21. 8.73	cap.	Hess	Hans	suppléant
623	11. 9.73	plt.	Dreher	Michael E	secrétaire adjt
624	27.11.73	WO	Meyer	Thomas	radio
625	29. 1.74	WO	Morandi	Giordano	radio
626	26. 2.74	cap.	Schaffner	Theodor	suppléant

Suppléant - "Alternate" = suppléant du Chef de délégation et
Secrétaire

WO - "Warrant officer" = officier technique dans l'armée américaine
Qm [quartier-maître] - "officier d'administration"

627	26. 2.74	lt.	Besch	Gerhard	Qm
628	30. 7.74	cap.	Jud	Ferdinand	suppléant
629		plt.	Brügger	Andreas	secrétaire-adjt
630		plt.	Buchmann	Hans-P.	Qm
631	8.10.74	WO	Liechti	Werner	radio
632	23.12.74	cap.	Bruggmann	Hansjörg	suppléant
633		lt.	Zimmermann	Franz	secrétaire-adjt
634		lt.	Claluna	Reto	Qm
635		WO	Gfeller	Willy	radio
636	26. 5.75	plt.	Ramseyer	Werner	secrétaire-adjt
637	23. 6.75	cap.	Widmer	Armin	suppléant
638	1. 9.75	WO	Keller	Kurt	radio
639	27.10.75	lt.	Bürgi	Heinrich	secrétaire-adjt
640	10.11.75	plt.	Moser	Peter	QM
641		WO	Kropf	Christian	radio
642	12. 4.76	lt.	Nyffeler	Walter	Qm
643	3. 5.76	lt.	Kaiser	Hans-M.	secrétaire-adjt
644	26. 7.76	WO	Telhauer	Urs	radio
645	4.10.76	WO	Hug	Thomas	radio
646	28. 2.77	cap.	Wehrle	Peter	Qm
647-		lt.	Kistler	Ernst	secrétaire-adjt
648	9. 5.77	cap.	Müller	Kurt	suppléant
649	20. 6.77	WO	Hauri	Hans-R.	radio
650	29. 8.77	WO	Speich	Freddy	radio
651	26. 9.77	lt.	Homberger	Lorenz	secrétaire-adjt
652	10.10.77	cap.	Schaffner	Theodor	suppléant
653	28.11.77	plt.	Wolti	Philippe	Qm
654	6. 3.78	cap.	Trachsel	Herbert	suppléant
655	8. 5.78	WO	Pfister	Peter	radio
656	19. 6.78	lt.	Eggenberger	Urs	secrétaire-adjt
657	24. 7.78	WO	Laming	Nicholas	radio
658	18. 9.78	cap.	Foletti	Giovanni	Qm
659	22. 1.79	major	Bruggmann	Hansjörg	suppléant
660	19. 2.79	major	Barbey	Pierre	chef dél.

590 - 660 = rang occupé dans la liste des citoyens suisses ayant servi dans la délégation suisse depuis la création de la NNSC

10.1. Chef de délégation

M. Claude van Muyden rapporte fréquemment les entretiens nombreux qu'il a avec les officiers généraux UNC MAC. Encouragé par l'accueil plutôt sympathique que lui réserve le MG Han, Senior Member KPA-CPV MAC, peu après son entrée en fonction (voir RS 18 du 18.8.70), le Chef dél. s'efforce de maintenir le contact avec son interlocuteur nord-coréen. C'est ainsi qu'à la requête du Vice-amiral Yang, Membre sud-coréen d'UNC MAC, CvM n'hésite pas à demander au MG Han de le renseigner sur le sort de l'équipage du "bateau-haut parleurs" sud-coréen arraisonné le 5 juin. Equipage et bâtiment ont été coulés, répond-on à Kaesong. Ce fait, banal en soi, est rapporté ici pour montrer que l'on estime, dans les milieux UNC, que les Membres de la NNSC peuvent apporter un concours personnel de "bons offices" dont la saisie du US "Pueblo" avait été les prémices. (RS 20bis-12.10.70)

En relation avec l'atterrissage au Sud d'un MIG 15 nord-coréen (voir chi. 2.5. et RS 21 du 15.12.70), le même Vice-amiral Yang approche à nouveau CvM pour lui demander - c'est son idée personnelle ! - si le Chef dél. accepterait de proposer au Senior Member KPA-CPV MAC un échange du pilote Pak et de quelques membres du Parti révolutionnaire uni de Corée du sud (propagandistes nord-coréens incarcérés au Sud) contre les 11 membres de l'équipage et passagers de l'avion KAL-YS 11 retenus en DPRK. Le rapport de situation ne dit pas si CvM accepte de prendre contact avec le MG Han Yong Ok à ce sujet. Il consulte par contre le Membre CZ NNSC qui estime que le MG Han n'entrerait pas en matière, la DPRK insistant sur son droit, découlant de l'AA, de récupérer pilote et avion, alors que le maintien en DPRK des occupants du YS-11 résulte de leur propre choix. (RS 26 - 15.12.70)

En étudiant les nombreux rapports du Chef dél., le rapporteur est sensible aux efforts sans cesse entrepris par M. Claude van Muyden pour diminuer la tension qui règne en permanence, d'une manière plus ou moins aiguë, dans la JSA. C'est ainsi qu'à la demande du Senior Member UNC MAC, il est amené à proposer à ce dernier des mesures qui lui paraissent utiles à cet égard. Il insiste tout particulièrement sur le fait que les Nord-Coréens rejettent toute proposition importante faite publiquement, par exemple au cours d'un MAC meeting; il faut, au contraire, chercher d'autres voies. Et si la DPRK persiste dans son attitude de détente et de rapprochement discret avec les Etats-Unis - attitude que l'on croit percevoir en ce printemps 1972 - la NNSC pourrait offrir son salon pour un échange de vues in-

formel entre les deux Senior Members après une rencontre "paisible" de la MAC. [RS 13 - 16.5.72]

A l'invitation des Chinese People's Volunteers, CvM effectue un voyage à Pékin en novembre 1972.

1973

La proposition formulée par CvM de confier à la NNSC la mission de superviser les opérations de démilitarisation de la DMZ vaut au Chef de la délégation suisse les félicitations du général D.V. Bennett, Commandant en chef, au moment où quittant UNC, il s'apprête à prendre le commandement en chef de toutes les forces armées américaines du Pacifique :

"... I feel your efforts, and those of your delegation, contributed immensely to the UNC mission of maintaining peace in Korea. In particular, your proposal for supervising the demilitarization of the DMZ was an historic attempt to reduce tensions between the South and the North. I will continue to follow the progress of that proposal in my next assignment ..."

1974

En juin, CvM prend des vacances en Suisse d'où il rentre au début d'août.

1976

Voir chi. 3.5. - 27.2.76 : pression exercée sur M. Claude van Muyden par le Senior Member KPA-CPV MAC pour obtenir son appui dans la défense des thèses nord-coréennes après la reconnaissance diplomatique de la DPRK par la Suisse. Quelques semaines plus tard, le 30 avril, le MG Han Ju Kyong déclare à CvM qu'après avoir lu les procès-verbaux de la NNSC, il considère que son "vieil ami" agit plus comme un Américain que comme un Membre neutre de la NNSC. [RS 8 - 26.4.76]

1977

Le Chef dél. connaît, en août des désagréments causés par un journaliste de "Newsweek" avec qui il a cru pouvoir s'entretenir librement de la question coréenne et qui lui a promis de ne pas le citer. E. Kosner ne tient toutefois pas parole et écrit dans son magazine, le 8 août, une phrase hors du contexte de la discussion générale :

"At the present time" said Maj.Gen. Claude van Muyden, head of the Swiss delegation to the NNSC "the only absolute deterrent to a

North Korean attack is the presence of US forces between the DMZ and Seoul, because [that presence] implies the automatic involvement of the United States if there is an attack against South Korea."

Si cette citation passe à peu près inaperçue à Séoul, il n'en est pas de même à Kaesong où CvM s'entend dire des choses plutôt désagréables de la part du MG Han Ju Kyong, Senior Member KPA-CPV MAC.

Il est évidemment inutile d'allonger le chapitre relatif à cet incident, évoqué ici pour montrer combien la plus extrême prudence est requise du Chef de la délégation suisse dans ses relations avec la presse, ceci d'autant plus que l'affaire a eu des répercussions en Suisse où le "Tagesanzeiger" a eu des mots peu aimables à l'égard de CvM.

Vers la fin de leur séjour, les époux van Muyden sont les victimes d'un grave accident de voiture qui nécessitera leur hospitalisation. Les actes à disposition du rédacteur lui permettent d'évoquer cet accident mais non d'en préciser la date, les causes et les conséquences sur la santé du Chef dél. qui, au moment où sa mission prend fin, en mars 1979, souffre encore d'une claudication marquée.

F I N

Liste des documents mis à la disposition du rédacteur du rapport par l'Office fédéral de l'adjudance.

1. Liste des membres ayant été attribués à la Délégation suisse au cours des années 1969 - 1979
 2. Rapport final de M. Marcel Vogelbacher, conseiller d'ambassade, Chef dél. 18. 6.68 - 4. 7.69
 3. Rapports de situation à Panmunjom 1970 [1-26] - 1971 [1-25] - 1972 [1-29] - 1973 [1-26] - 1974 [1-24] - 1975 [1-32] - 1976 [1-21] - 1977 [1-19] - 1978 [1-26] - 1979 [1- 9]
Rapports politiques 1971 [1-6] - 1975 [1-9] - 1976 [1-8] 1977 [1-5] - 1978 [1-2] - 1979 [1]
 4. Discussions entre les délégations de la Croix Rouge de la ROK et de la DPRK 1972 - 1973
 5. Voyages à Pékin du Chef dél. en 1972, à Pyongyang et à Pékin en 1973
 6. Problème de la démilitarisation de la DMZ
 7. Les relations des deux Corée avec l'ONU [1974]
 8. La question coréenne devant l'assemblée générale de l'ONU [1975]
 9. Rapport sur la visite à Pékin de Kim Il Sung [1975]
 10. Rapport sur la fondation du Comité suisse de soutien à la réunification des deux Corée [1976]
 11. Publications de la KCNA concernant la Suisse [1977]
 12. Article CvM dans "Newsweek" [1977]
 13. Discours de Kim Il Sung à l'occasion de l'an nouveau [1977]
- plus divers télégrammes adressés au D.P.F.
-

Revue chronologique du Dialogue Nord-Sud
Chronological Review of South-North Dialogue

Source : A Handbook of Korea, 1978 - p.440-441

15. 8.70 President Park Chung Hee, in his Liberation Day address, calls for peaceful competition in development, construction and creativity between the south and the north.
12. 8.71 Dr Choi Doo-sun, President of the Republic of Korea National Red Cross, proposes to the north Korean Red Cross that the Red Cross Societies in the two sides of Korea jointly initiate a campaign to search for the families dispersed throughout the south and the north.
18. 8.71 The north Korean Red Cross announces its acceptance in principle of the ROK National Red Cross proposal for the family search campaign.
20. 9.71 First preliminary meeting of the South-North Red Cross Conference at Panmunjom.
2. 5.72 President Park sends, as his secret emissary, Lee Hu-rak, the then director of the Central Intelligence Agency to Pyongyang, where Lee meets with Kim Il Sung in an attempt to create and operate an inter-Korea body for the dialogue between the two sides.
29. 5.72 Pyongyang sends Park Sung Chul to Seoul to return for Lee Hu-rak's secret visit.
4. 7.72 Seoul and Pyongyang announce the historic South-North Joint Communique, in which the two sides vow to suspend slandering and defaming each other and promote exchanges. They also agree to create a South-North Coordinating Committee and open a direct Seoul-Pyongyang telephone line.
11. 8.72 The preliminary meeting of the South-North Red Cross Conference winds up.
22. 8.72 Seoul and Pyongyang issue statements guaranteeing the personal safety of those who travel across the truce line to take part in full-dress Red Cross meetings set to be held in Seoul and Pyongyang alternately.
29. 8.72 The first full-dress meeting of the South-North Red Cross Conference opens in Pyongyang.
12. 9.72 The second full-dress meeting of the South-North Red Cross Conference opens in Seoul.
- 12.10.72 The first meeting of the co-chairmen of the South-North Coordinating Committee opens at Panmunjom.
- 2.11.72 The second co-chairmen's meeting of the South-North Coordinating Committee opens in Pyongyang, and adopts the Agreed Minute on the Formation and Operation of the South-North Coordinating Committee, and an agreement on the suspension of propaganda broadcasts against each other.
- 30.11.72 The South-North Coordinating Committee is formally inaugurated and holds its first Committee meeting in Seoul.
10. 3.73 The first Executive Council meeting of the South-North Coordinating Committee opens at Panmunjom.

10. 6.73 Pyongyang reopens, for a while, propaganda broadcasts across the truce line, violating the propaganda suspension agreement.
23. 6.73 President Park declares the Special Foreign Policy for Peace and Unification, in which the President calls for peaceful coexistence between the south and north pending national unification, and discloses his willingness not to oppose Pyongyang's entry into the United Nations if it does not unfavorably affect conditions for peaceful unification.
26. 6.73 Pyongyang rejects any simultaneous entry into the United Nations by south and north Korea.
10. 7.73 The seventh full-dress meeting of the South-North Red Cross Conference opens in Pyongyang; the north Korean Red Cross rejects the Republic of Korea National Red Cross proposal that the two sides exchange groups of visitors to ancestral tombs in the south and north; no date is set for next meeting.
28. 8.73 Kim Young Joo, Pyongyang-side co-chairman of the South-North Coordinating Committee, announces Pyongyang's boycott of the south-north dialogue.
29. 8.73 Lee Hu-rak, Seoul-side co-chairman of the South-North Coordinating Committee, denounces Pyongyang's unilateral suspension of the dialogue, and demands its immediate resumption.
- 16.11.73 In a message delivered to the Seoul-side of the South-North Coordinating Committee, Pyongyang demands, as pre-conditions to a resumed dialogue, repeal of the Special Foreign Policy for Peace and Unification and release of all Communist prisoners.
- 13.12.73 Lee Bum Suk, chief delegate of the Republic of Korea National Red Cross, calls for early resumption of the full-dress Red Cross meeting, in a message to his Pyongyang counterpart.
18. 1.74 President Park proposes, in his New Year press conference, the conclusion of a north-south non-aggression agreement.
26. 1.74 In an editorial of the "Nodong Shinmun", the organ of the north Korean Workers Party, Pyongyang rejects the President's offer of a non-aggression agreement.
29. 5.74 The delegates' meeting of the South-North Red Cross Conference winds up seven rounds of contacts, and agrees to hold working-level meetings of the Red Cross talks.
10. 7.74 The first working-level meeting of the South-North Red Cross Conference is held.
24. 1.75 The Seoul-side of the South-North Coordinating Committee protests Pyongyang's resumption of propaganda broadcasts.
29. 5.75 The Pyongyang-side notifies Seoul that it has decided to put off indefinitely the 11th vice co-chairmen's meeting of the South-North Coordinating Committee originally slated for May 30, 1975.
4. 7.75 President Park in a statement marking the third anniversary of the announcement of the North-South Joint Communique, urges Pyongyang to stop war preparations and resume the suspended dialogue.

31. 3.76 The Republic of Korea National Red Cross proposes a meeting between the chief delegates of the two sides to discuss solution of the deadlock Red Cross talks.
 7. 4.76 The north Korean Red Cross rejects the offer of a chief delegates' meeting.
 30. 8.76 North Korea unilaterally severs Seoul-Pyongyang telephone line.
 12. 1.77 President Park reiterates his proposal for the conclusion of a south-north non-aggression agreement and offers grains to the hunger-stricken north Korean people.
 28. 1.77 Chang Key Young, acting Seoul-side co-chairman of the South-North Coordinating Committee, proposes discussion of arrangements for conclusion of a non-aggression agreement.
 1. 2.77 Pyongyang rejects the proposal for debate of the conclusion of a non-aggression agreement.
 11. 2.77 At the 21st Red Cross working-level meeting, the Seoul-side suggests that if Pyongyang cannot agree to the holding of the eighth full-dress meeting in Seoul, it be held at Panmunjom. Pyongyang rejects this new offer.
 22. 7.77 Dr Min Kwan-Shik, Seoul-side acting co-chairman of the South-North Coordinating Committee, denounces Pyongyang's establishment of a 200-miles economic sea zone.
 1. 8.77 Culture and Information Minister Kim Seong Jin, of the Republic of Korea, denounces in a statement Pyongyang's establishment of a "economic sea zone" and "military sea boundary lines."
 19. 3.78 Pyongyang unilaterally postpones the 25th working-level Red Cross talks that were to take place March 20th.
 13. 6.78 President Park proposes the creation of a consultative body for the promotion of south-north economic cooperation.
-

President Park Chung Hee's address in commemoration of the
25th anniversary of the nation's liberation.
["The August 15 Declaration"]

This declaration can be summed up in the following five points :

- * Approaches toward unification by peaceful means are impossible without easing of tension: therefore, north Korea must explicitly show a new attitude ;
 - * North Korea is urged to declare, and prove by actions to the world, that it intends to stop any and all provocative activities, and completely renounce its ambition to unify the country by means of force or accomplish the subversion of the government of the Republic of Korea by means of violence;
 - * Korea is prepared to make an epoch-making and practical proposal concerning measures for the gradual eradication of artificial barriers between the north and south in such a way as to contribute to the creation of a foundation for unification, if and when the Republic of Korea and the United Nations recognize that north Korea has fulfilled the aforementioned conditions;
 - * The Republic of Korea will not oppose north Korean participation in the discussion of the Korean question at the United Nations if they recognize U.N. efforts for the unification, independence and peace in Korea, and its authority and competence to deal with the Korean question, and
 - * North Korea is urged , instead of indulging in war preparations at the sacrifice of the livelihood of the north Korean people, to accept open competition between the south and north, between democracy and communism, to prove to the people which of the two systems can better serve their well-being.
-

Voir Rapport chi. 2.1.

President Park's Special Statement Regarding Foreign Policy for
Peace and Unification of June 23, 1973

* The peaceful unification of the fatherland is the supreme task of the Korean people. We will continue to exert every effort to accomplish this task.

* Peace must be maintained on the Korean peninsula by all means. The south and the north should neither interfere with each other's internal affairs nor commit aggression against each other.

* We will continue to make efforts with sincerity and patience to secure concrete results from the south-north dialogue based on the spirit of the South-North Joint Communiqué dated 4 July 1972.

* We shall not oppose north Korea's participation with us in international organizations, if it is conducive to the easing of tension and the furtherance of international cooperation.

* We shall not object to our admittance into the United Nations together with north Korea, if the majority of the member-states of the United Nations so wish, provided that it does not cause hindrance to our national unification.

Even before our admittance into the United Nations as a member, we shall not be opposed to north Korea also being invited to the U.N. General Assembly's deliberation of the "Korean question" to which the representative of the Republic of Korea is invited.

* The Republic of Korea will open its doors to all the nations of the world on the basis of the principles of reciprocity and equality. At the same time, we urge those countries whose ideologies and social institutions are different from ours to open their doors likewise to us.

* Peace and good-neighborliness are the firm basis of the foreign policy of the Republic of Korea. It is reaffirmed that we will continue to further strengthen the ties of friendship existing between friendly nations and our country.

SOUTH-NORTH JOINT COMMUNIQUE OF JULY 4, 1972

Recently there were talks held both in Pyongyang and Seoul to discuss problems of improving South-North relations and unifying the divided fatherland.

Director Lee Hu-rak of the Central Intelligence Agency of Seoul visited Pyongyang from May 2 to 6, 1972, to hold talks with Director Kim Yong-joo of the Organization and Guidance Department of Pyongyang, Second Vice Premier Park Sung-chul, acting on behalf of Director Kim Yong-joo, also visited Seoul from May 29 to June 1, 1972 to hold further talks with Director Lee Hu-rak.

With the common desire to achieve peaceful unification of the fatherland as early as possible, the two sides in these talks had frank and open-hearted exchanges of view, and made great progress in promoting mutual understanding.

In the course of the talks, the two sides, in an effort to remove the misunderstandings and mistrust and mitigate increased tensions that have arisen between the South and the North as a result of long separation, and further to expedite unification of the fatherland, have reached full agreement on the following points :

1. The two sides have agreed to the following principles for unification of the fatherland:

First, unification shall be achieved through independent Korean efforts, without being subject to external imposition or interference.

Second, unification shall be achieved through peaceful means, and not through the use of force against each other.

Third, as a homogeneous people, a great national unity shall be sought above all, transcending difference in ideas, ideologies and systems.

2. In order to ease tensions et foster an atmosphere of mutual trust between the South and the North, the two sides have agreed not to slander or defame each other, not to undertake armed provocations whether on a large or small scale, and to take positive measures to prevent inadvertent military incidents.
 3. The two sides, in order to restore severed national ties, promote mutual understanding and expedite independent peaceful unification, have agreed to carry out various exchanges in many fields.
-